

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

L'ADMINISTRATION
DE LA
NOUVELLE-FRANCE



L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PAR

GUSTAVE LANCTOT

PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, 5

—
1929

L'ADMINISTRATION
DE LA
NOUVELLE-FRANCE

L'ADMINISTRATION
DE LA
NOUVELLE-FRANCE

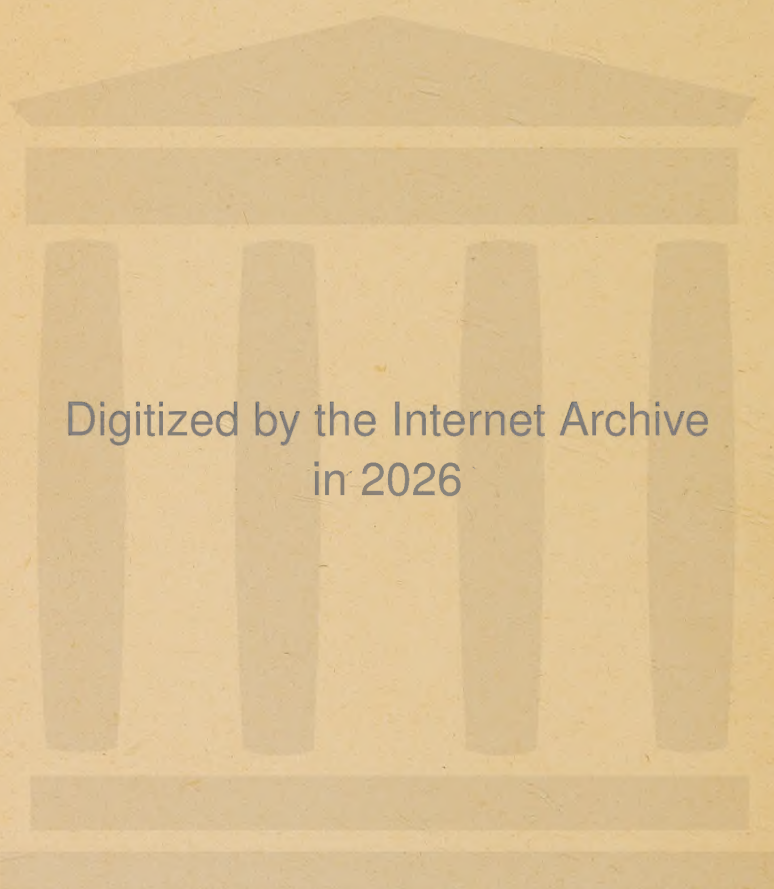
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PAR
GUSTAVE LANCTOT



**A LA MÉMOIRE
DE MA MÈRE
ET DE MON PÈRE.**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION HISTORIQUE

Le pays qui sera bientôt le Canada entre dans l'histoire avant la fin du ^{xv}^e siècle. En effet, des témoignages sérieux attestent la présence, à cette époque, de pêcheurs bretons sur la côte canadienne. Un peu plus tard, dès 1518, le baron de Léry tente même d'établir une colonie dans l'île de Sable, en face de la Nouvelle-Écosse. Officiellement, toutefois, le Canada naît en 1524, alors que Verazzano, naviguant sous le pavillon de François I^{er}, explore le littoral nord-américain et lui donne le joli nom de Nova-Francesca. Dix ans s'écoulent et le malouin Jacques Cartier, à la recherche du passage vers la Chine, prend possession, sur la côte de Gaspé, au nom du roi de France, de toutes les terres présentes et circonvoisines. Dès lors existe le nouveau pays du Canada.

La découverte pousse aux entreprises de colonisation. En 1541 et 1543, Jean-François de la Roque, sieur de Roberval, portant commission de lieutenant général du roi, organise deux expéditions qui hivernent, l'une après l'autre, sur le Saint-Laurent, mais rentrent en France l'année suivante. Une autre tentative, sous le marquis de la Roche, premier vice-roi d'Amérique, n'a d'autre résultat, en 1598, que de laisser dans l'île de Sable soixante hommes qui sont rapatriés cinq ans plus tard.

Ces insuccès découragent. Cependant les navires français continuent, dans l'intervalle, d'aller faire la pêche à la morue ou le troc des fourrures avec les indigènes sur les côtes canadiennes. C'est l'origine des compagnies de commerce qui, en retour du monopole de traite, qu'elles obtiennent du roi, s'engagent à établir des colons dans le pays. Le premier monopole appartient, en 1588, à Nouel et à La Jaunaye, neveux de Cartier. Il est d'ailleurs retiré, la même année, devant les protestations des villes maritimes.

En 1599, Pierre Chauvin réussit à se faire octroyer le privilège sous la condition de coloniser le pays. Ce qu'il néglige totalement de faire pour ne s'adonner qu'au commerce des fourrures. A sa mort, en 1603, lui succède le commandeur de Chastes qui meurt la même année. En décembre, Henri IV octroie le fameux monopole, toujours aux conditions ordinaires de peuplement, au sieur de Monts qui, comme ses prédécesseurs, forme, pour l'exploiter, une nouvelle compagnie de commerce. A leur rencontre, il est le premier qui tente sérieusement de faire œuvre colonisatrice. En 1604, il fonde Port-Royal, en Acadie, et, quatre ans plus tard, il envoie, sur le Saint-Laurent, son lieutenant Champlain, qui fonde Québec en 1608.

Cependant, privée bientôt du monopole, l'œuvre périclité. Aussi, en 1612, supprimant la liberté de commerce, Louis XIII et sa mère nomment un nouveau lieutenant général à qui ils cèdent, sous leur suzeraineté, non seulement le monopole de la traite, mais aussi tout le pays de la Nouvelle-France. Au fond, le régime des compagnies se continue. Car les lieutenants généraux ou les vice-rois, qui se succèdent à la tête du pays, se contentent de se nommer, à Québec, un lieutenant qui est Champlain, puis disposent immédiatement, contre finances, du trafic des fourrures. La Compagnie dite de Champlain obtient le premier monopole vice-royal. Au lieu d'établir, chaque année, six familles dans le pays, elle s'occupe uniquement de traite et ne fait passer au Canada qu'une famille, celle du pharmacien Hébert, le premier colon canadien. Aussi, en 1620, le vice-roi lui retire son privilège pour le transporter à la Compagnie des de Caën, qui néglige de même façon la clause de peuplement.

Jusque là, les affaires coloniales relèvent directement du roi. Mais Richelieu paraît. Grand maître, chef et surintendant de la navigation et du commerce, il prend en main la direction des colonies. D'un trait de plume, il supprime la vice-royauté canadienne et la compagnie détentrice de la traite des pelleteries. Il organise, en 1627, la Compagnie

de la Nouvelle-France, comprenant cent associés et possédant de fortes ressources financières. Il lui fait ensuite donner par le roi le pays entier du Canada en toute propriété, fief et justice, avec le monopole des fourrures et du commerce de France, à la condition de faire passer dans la colonie, en quinze ans, quatre mille Français catholiques, d'entretenir trois ecclésiastiques dans chaque habitation et de solder toutes les dépenses administratives et militaires du pays.

Résolument, la compagnie se met à l'œuvre. Elle équipe deux embarquements considérables, mais, la guerre étant survenue, les Anglais capturent ses flottes et s'emparent même du poste de Québec, en 1629, pour ne le rendre qu'en 1632.

C'est de cette année que date réellement la colonisation de la Nouvelle-France. Pour la première fois, le pays voit arriver en nombre des colons que d'autres suivent chaque année. La compagnie accorde, en fief et seigneurie, d'immenses étendues de terre dont les seigneurs donnent, à leur tour, des concessions en censive aux habitants qui les demandent.

Ainsi, sous l'empire de la coutume de Paris, le régime féodal s'introduit dans le pays. La compagnie administre la colonie par l'intermédiaire d'un gouverneur, qu'elle choisit et que le roi confirme. Commandant, juge et législateur, il détient à la fois le pouvoir civil et militaire. La gestion financière est confiée à l'agent sur place de la compagnie. Deux nouveaux postes, avec gouverneurs particuliers, se fondent bientôt : Trois-Rivières, en 1635, et Montréal, en 1642. Des communautés religieuses, Jésuites, Ursulines et Hospitalières, s'établissent au pays. La population compte environ trois cents personnes, qui s'occupent de culture et surtout de la traite des fourrures.

En 1645, survient un changement considérable. Tout en retenant la propriété et la direction du pays, la Compagnie de la Nouvelle-France cède son monopole des fourrures à la Communauté des Habitants, formée en société, sous

l'obligation de pourvoir aux charges financières de la colonie et d'une redevance annuelle d'un millier de castors. Au bout de deux ans, le roi doit intervenir pour réglementer l'organisation existante. Il crée un conseil composé du gouverneur, du supérieur des Jésuites, du gouverneur de Montréal et d'un secrétaire. Chargé de la régie de la traite des fourrures, ce conseil avait, en pratique, une sphère beaucoup plus étendue, du fait qu'il administrait les finances, avec instruction de veiller aux affaires du pays. Augmenté de deux membres en 1648, le conseil est remanié considérablement en 1657. Il inclut alors le gouverneur, un directeur de la traite nommé par la Compagnie de la Nouvelle-France et quatre conseillers, élus tous les deux ans, deux par les citoyens de Québec et deux par ceux de Montréal et de Trois-Rivières.

En 1651, sous la direction de la compagnie, le pays, qui, dès Champlain, avait possédé des juridictions fiscales, connaît sa première organisation régulière de la justice. Sous un grand sénéchal, titre purement honorifique, Québec reçoit un lieutenant général civil et criminel, avec un lieutenant particulier, et Trois-Rivières, un lieutenant général seulement. A Montréal existe déjà une cour seigneuriale, ainsi que dans deux ou trois seigneuries les plus importantes.

Richelieu disparu, les affaires coloniales, dont on s'occupe peu, tombent aux mains du Secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères. La Compagnie de la Nouvelle-France languit, impuissante et dénuée de ressources.

En Canada, la situation est précaire. Les invasions iroquoises ont ruiné la Communauté des Habitants et menacent même l'existence de la colonie. Tout va peut-être crouler, quand Louis XIV décide d'intervenir. Il supprime la Compagnie de la Nouvelle-France et réunit le Canada au domaine royal, en 1663. A cette date, la colonie compte deux mille cinq cents âmes et possède les éléments d'une administration civile et militaire.

Cette même année, 1663, Louis XIV institue un Conseil

souverain, composé du gouverneur, de l'évêque et de cinq conseillers, à qui il confère de considérables pouvoirs politiques. Malheureusement, dès l'année suivante, le roi cède encore la colonie canadienne, cette fois, à la Compagnie des Indes occidentales. Par bonheur, ce régime ne change rien, en pratique, à l'administration générale, qui reste aux mains du roi.

En 1665, à la suite de querelles entre le gouverneur de Mézy et l'évêque de Laval, le roi envoie M. de Tracy réorganiser l'administration. En même temps, il nomme le premier intendant canadien qui est Jean Talon. C'est l'homme de Colbert, qui déjà prend en main la direction des affaires coloniales, bientôt rattachées au ministère de la Marine. La collaboration de ces deux hommes donne un nouvel essor à la colonie qui, grâce à l'envoi de nombreux contingents d'émigrants, se développe rapidement. En 1674, Louis XIV annule la charte de la Compagnie des Indes et le pays redevient, pour ne plus cesser de l'être, domaine royal, administré par le roi. L'année suivante, il confirme l'établissement du Conseil souverain, augmenté de deux nouveaux membres.

Dès ce moment, on peut dire que le cadre administratif de la colonie est définitivement constitué. A la tête du pays, représentant la personne du roi et membre du Conseil souverain, dont il est le président d'honneur, se trouve un gouverneur qui commande seul les troupes et les milices, pourvoit à la défense du pays et dirige les relations avec les nations indiennes. Il a juridiction commune avec l'intendant en matières de religion et de police générale.

A côté de lui, mais non son inférieur, excepté au point de vue honorifique, se place l'intendant. Membre du Conseil souverain, dont il est le président effectif, il possède l'administration exclusive de la justice et des finances, et dirige en commun avec le gouverneur la police et la religion.

Après ces deux administrateurs, se place le Conseil souverain, suprême cour d'appel du pays, investi de pouvoirs administratifs dont l'importance décroît rapidement après

l'arrivée de l'intendant. Il convient d'ajouter que l'évêque, qui est membre du Conseil, détient la direction absolue de son clergé et de l'économie religieuse et jouit, au début, d'une influence politique énorme qui ne s'étend guère au-delà de l'année 1665. Québec est la capitale de la colonie.

L'administration militaire comprend des gouverneurs particuliers à Montréal et à Trois-Rivières, avec des garnisons dans ces deux villes et dans les forts du pays. Chaque seigneurie possède bientôt sa compagnie de milice, dont les officiers exécutent, dans les campagnes, les ordres du gouverneur et de l'intendant.

L'administration judiciaire se compose à Québec d'une prévôté, à Trois-Rivières d'une cour royale et à Montréal d'une cour seigneuriale, qui devient cour royale en 1692. A ces cours s'ajoutent une maréchaussée, en 1677, et une amirauté, en 1717. Dans les seigneuries, on rencontre quelques justices fiscales.

L'administration civile, sous l'intendant, s'augmente rapidement, avec l'expansion du pays, d'un certain nombre d'officiers de plume, d'écrivains et de gardes-magasins. On lui adjoint, à Québec, un contrôleur de la Marine et un commis des Trésoriers généraux et, même à Montréal, un commissaire de la Marine qui est son subdélégué de droit.

Telles furent, dans leurs grandes lignes, la formation et l'évolution du mécanisme administratif, qui suffira jusqu'à la fin du régime, à gouverner la colonie de la Nouvelle-France. C'est ce mécanisme que l'auteur se propose d'étudier en consacrant le présent volume à l'administration générale.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES LIEUTENANTS GÉNÉRAUX LES VICE-ROIS ET LES GOUVERNEURS

Avec des titres qui diffèrent au début, les gouverneurs occupent, durant tout le régime français, la première place dans l'administration de la colonie canadienne, mais leurs pouvoirs varient considérablement au cours de leur existence. Le premier en date, Roberval, reçoit, en 1540, par sa commission, avec le titre de lieutenant général, des pouvoirs absolus. Le roi lui accorde le droit de faire la paix ou la guerre, d'établir des « capitaines justiciers » et tous autres officiers, de faire des lois et ordonnances « politiques et autres », de punir les coupables français ou indigènes de châtimens exemplaires et même de la mort corporelle, de concéder des terres en fiefs relevant du roi, et finalement d'ordonner de toutes choses « comme nous-mêmes le ferions et faire le pourrions si en notre personne y estions. » (1)

Quoiqu'il n'en porte pas le titre, cette commission a justement mérité à Roberval le surnom de vice-roi. De fait, il possédait tous les pouvoirs de la royauté. Ce n'était pas là des lettres mortes sur parchemin. Roberval exerça dans son éphémère colonie une autorité absolue : il commanda, fit des lois, rendit la justice et condamna au fouet et à la mort (2).

Après l'insuccès des tentatives de colonisation de Roberval, il faut attendre jusqu'en 1677. La première commission de cette année du marquis de la Roche ne lui concède que le droit de faire siennes les terres dont il pourra se rendre maître dans le Nouveau Monde, et d'en jouir

(1) *Collection de manuscrits*, I, Lettres patentes accordez à François de la Roche, seigneur de Roberval, 15 janvier 1540, pp. 32 et suiv.

(2) Biggar. *The Voyages of Jacques Cartier, Roberval's Voyage*, 1542-1543, p. 268.

perpétuellement (3). Une seconde commission l'établit, l'année suivante, gouverneur, lieutenant général et vice-roi des terres nouvelles, avec « plein pouvoir et puissance et autorité » de faire généralement tout ce qu'il verra appartenir au bien du service royal, « tout ainsi que nous mesmes ferions et faire pourrions si présens en personne y estions. » (4) Enfin, une troisième commission de 1598 lui accorde, à peu près dans les mêmes termes, les pouvoirs énumérés dans celle de Roberval (5).

Mais le premier vice-roi du Canada n'eût jamais l'occasion d'exercer son autorité souveraine par suite de l'échec de son expédition. Après lui, le capitaine Chauvin reçoit, en 1600, une commission de Henri IV, qui lui octroie, semble-t-il, mais dans une formule vague, à peu près les mêmes pouvoirs qu'à la Roche (6). Quant à son successeur, le commandeur de Chastes, le texte de ses lettres patentes de 1603, probablement du même caractère, reste encore inconnu.

Cette même année, une commission de Henri IV établit le sieur de Monts lieutenant général avec pouvoir de commander par mer et par terre, selon les lois de France, de nommer des officiers de justice et de police, de prescrire, sous le bon plaisir du roi, des ordonnances, autant que possible conformes à celles du royaume, de faire la paix ou la guerre, de gouverner tous les habitants du pays, de distribuer des terres et finalement de faire, au nom du roi, « ce que nous-mêmes ferions et faire pourrions, si présens en personne y estions. » (7)

(3) Michéant et Ramé, *Relation originale du voyage de Jacques Cartier au Canada en 1534. Documents inédits sur Jacques Cartier et le Canada.* Commission du marquis de la Roche, mars 1577, pp. 5-8.

(4) *Ibid.* Commission du marquis de la Roche, 3 janvier 1578, p. 9.

(5) *Edits et Ordonnances*, III, Lettres patentes de Lieutenant Général du Canada et autres pays pour le sieur de la Roche, 12 janvier 1598, pp. 8-9.

(6) La commission de Chauvin est la propriété de M. Randolph W. Hearst de New-York. Il nous a été impossible de nous en procurer une copie. Nous en avons lu une traduction anglaise partielle, qui nous a paru fautive en plusieurs endroits.

(7) Lescarbot, *Histoire de la Nouvelle-France*, II, Commission du Roy

De Monts ne fit, dans son immense domaine, qu'un assez bref séjour en Acadie, et, dès 1608, il se nomme un lieutenant, à Québec, dans la personne de Champlain. Devenu de fait, sinon de titre, gouverneur du pays, ce dernier tient en main toute l'autorité qui ne s'étend qu'au personnel de son poste et aux équipages de quelques navires de traite. Il fait la paix ou la guerre avec les Indiens, exerce basse et haute justice, et prononce même la peine de mort (8).

En 1613, le roi cède la Nouvelle-France au comte de Soissons et, quelques mois plus tard, à sa mort, au prince de Condé. Ces deux lieutenants généraux reçoivent, par leurs lettres-patentes, la même autorité que leur prédécesseur immédiat (9). Tous les deux s'empressent de nommer Champlain leur « lieutenant » en la Nouvelle-France, avec pouvoir de nommer des officiers pour l'administration de la justice, de la police et des ordonnances, de faire la paix ou la guerre, d'entreprendre des découvertes, d'arrêter les délinquants et de les remettre à la justice de Normandie, enfin de faire tout ce qui convient pour l'avancement du pays, avec toute l'autorité du lieutenant général (10).

Pendant quinze ans, de 1612 à 1627, en qualité de lieutenant du lieutenant général, Champlain exerça réellement les fonctions de gouverneur en vertu de commissions similaires de Montmorency, en 1620, et de Ventadour, en 1625, car la commission de ce dernier, qui mentionne celles de ses prédécesseurs, reproduit, sauf en quelques détails secondaires, le texte de la première commission de Soissons (11). Il est à noter que Montmorency et Ventadour

au sieur de Monts pour l'habitation des terres de la Cadie, Canada et autres endroits en la Nouvelle-France, 8 novembre 1603, pp. 410-412.

(8) *Œuvres de Champlain*, III, p. 302.

(9) *Lettres patentes au Prince de Condé*, 13 novembre 1612. Copie tirée des Registres du Parlement de Rouen, Archives de la Seine-Inférieure.

(10) *Edits et Ord.* III, Commission de commandant en la Nouvelle-France par M. le comte de Soissons, Lieutenant Général au dit pays, en faveur du sieur de Champlain, 15 octobre 1612, p. 11.

(11) *Ibid.* Commission de Commandant en la Nouvelle-France par M. le duc de Ventadour, qui en était vice-roi, en faveur du sieur de Champlain, 15 février 1625, p. 13.

reçoivent, en plus de la lieutenance générale, le titre de vice-roi, que, seul avant eux, avait porté le marquis de la Roche.

Mais, avec la lieutenance générale du prince de Condé, entre en jeu un nouvel élément. Car, à l'encontre de ses prédécesseurs, qui entreprirent ou le peuplement de leur fief transatlantique ou l'exploitation du monopole des fourrures, Condé et ses successeurs s'empressent de céder à une compagnie leur privilège de traite. Et cette compagnie, c'est une nouvelle autorité qui s'installe dans la colonie. Entre elle et le lieutenant du vice-roi, voici comment se départagent les pouvoirs à l'époque de la compagnie des de Caën.

Le lieutenant du vice-roi a la préséance dans toute la colonie et commande à Québec et dans toutes les habitations, mais le capitaine des vaisseaux de la compagnie retient, même à terre, le commandement de ses équipages. Hors dix hommes au service du lieutenant, le commis principal de la compagnie a, sous sa direction, les employés et les habitants, sauf le cas de nécessité pour la défense du pays, où ils passent sous les ordres de Champlain. Surveillant des délits, c'est le lieutenant qui les juge, en appelant avec lui dix des notables, y compris le capitaine et le commis (12).

En avril 1627, Richelieu supprime la vice-royauté et la compagnie concessionnaire. En vertu de son titre de « surintendant-général de la navigation », il prend la direction des affaires coloniales. Quoique forcément sous son bon plaisir, ce n'est pas du roi, mais de lui que la Compagnie de la Nouvelle-France reçoit sa charte (13). De plus, la compagnie lui soumet trois noms et c'est lui qui choisit et

(12) *Biblio. Nat.* Fonds français, 8022, Articles accordés par le duc de Montmorency à Guillaume de Caën, 12 janvier 1621, fol. 182-184.

(13) *Edits et Ord.* I, Acte pour l'établissement de la Compagnie des Cent Associés pour le commerce du Canada, contenant les articles accordés à la dite Compagnie par M. le Cardinal de Richelieu, 29 avril 1627, pp. 7-8.

présente au roi celui qui doit être pourvu d'une commission de gouverneur (14).

Présenté par la compagnie, Champlain fut accepté par Richelieu et la compagnie le nomma, par forme de provision, en attendant la commission du roi, « pour commander pour le service de sa Majesté en l'absence de Monseigneur le Cardinal ». Il recevait le droit d'établir des capitaines, de gouverner le peuple et de faire ce qui convenait au bien du pays et à l'utilité de la compagnie (15). Ainsi le gouverneur est à la fois sous les ordres du roi, de Richelieu et de la compagnie. La gestion financière de la colonie relève naturellement de l'agent de la compagnie en Canada.

La première commission royale, sous le nouveau régime, est celle de Montmagny. Le roi le nomme gouverneur, son lieutenant général, représentant sa personne, avec pouvoir de commander les gens de guerre, de diriger les affaires de la colonie, de juger, jusqu'à ce qu'il y ait des juges, souverainement et en dernier ressort avec les officiers et notables et d'exécuter les arrêts du Conseil d'Etat (16) .

Voilà, bien établie, la formule des commissions des gouverneurs sous la Compagnie de la Nouvelle-France. Au militaire, autorité générale et complète ; au civil, administration et police de la colonie ; au judiciaire, jugement par provision en dernier ressort. Il faut ajouter qu'ils possèdent de la compagnie le pouvoir de concéder des seigneuries, des terres en roture et des emplacements de ville (16a).

Mais en 1647, le roi crée un conseil d'administration pour gérer la traite des fourrures au nom de la Commu-

(14) *Extrait des délibérations de la Compagnie de la Nouvelle-France*, 22 mars 1649. Cité dans Gagnon, *Feuilles volantes et pages d'histoire*, pp. 216-8.

(15) *Commission à Champlain des Intendant et Directeurs de la Compagnie de la Nouvelle-France*, 21 mars 1629. Cité dans Dionne, *Samuel de Champlain*, II, pp. 525-6.

(16) *Edits et Ord.* III, Prolongation de la Commission de Gouverneur et Lieutenant Général à Québec, accordée par le Roi au sieur Huault de Montmagny, 6 juin 1645, p. 15.

(16a) *Collection Baby*. La Compagnie de la Nouvelle-France à M. d'Ailleboust... Commission pour la distribution des terres, 29 mars 1649.

nauté des Habitants, détentrice du monopole, conseil auquel il confère le pouvoir de régler les questions de commerce et de finance, avec recommandation de s'occuper de tout ce qui regarde « le bien du pays ». (17)

En dépit de ses termes généraux, l'arrêt de 1647 ne change rien aux fonctions du gouverneur. Les commissions de Lauzon (18) et d'Argenson répètent, à peu près dans les mêmes termes (19), celles de Montmagny et de d'Ailleboust. Le seul changement qu'introduit la création du Conseil de Québec, c'est de substituer la Communauté à la Compagnie dans la manutention de la traite et des finances de la colonie.

Tel est le régime qui fonctionne de 1627 à 1663, alors que Louis XIV fait rentrer le Canada sous l'administration royale, et crée un conseil souverain à qui il attribue de considérables pouvoirs administratifs. Aussi la commission du nouveau gouverneur Mézy ne confère plus à ce dignitaire le droit de juger en dernier appel. De plus, il doit partager avec le Conseil son pouvoir de faire des ordonnances de police générale et particulière (19a). D'autre part, ses autres attributions restent celles de ses prédécesseurs. Enfin, il reçoit, en commun avec l'évêque, le pouvoir important de nommer, chaque année, les membres du Conseil (20).

L'année suivante, 1664, Louis XIV rétrocède la Nouvelle-France à une compagnie de commerce, celle des Indes Occidentales, de qui devaient relever la nomination des gouver-

(17) Arch. Col. F3, vol. 3, Règlement pour établir un bon ordre et police en Canada, 27 mars 1647, pp. 169 et suiv.

(18) *Edits et Ord.* III, Provisions de la charge de Gouverneur et Lieutenant Général du Roi en Canada, en faveur du sieur de Lauzon, 17 janvier 1651, p. 16.

(19) *Ibid.* Lettres patentes de Gouverneur de la Nouvelle-France, en faveur du vicomte d'Argenson, 26 janvier 1657, p. 20.

(19a) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 39.

(20) *Edits et Ord.* III, Lettres patentes du Roi qui établissent le sieur de Mézy gouverneur pour trois ans dans l'étendue du fleuve Saint-Laurent, en la Nouvelle-France, à la place du sieur Dubois d'Avaugour rappelé par Sa Majesté, mai 1663, p. 21.

neurs et l'administration du pays (21). En fait, rien ne fut changé : la direction de la colonie resta complètement entre les mains royales, y compris le choix des gouverneurs, la compagnie ne s'occupant que de la concession des terres et du commerce des fourrures, en outre de nommer quelques officiers de justice.

La même année 1664, éclate un conflit entre le gouverneur Mézy et l'évêque de Laval, conflit que le premier termine, par un coup de force, en changeant de sa seule autorité certains membres du Conseil souverain. Pour calmer les dissensions qui en résultent, Louis XIV dépêche en Canada M. de Tracy qui avait déjà mission de passer aux Antilles, afin de régler certaines difficultés survenues entre les propriétaires de la Guadeloupe et leurs vassaux, comme aussi de consolider l'autorité des seigneurs de la Martinique.

Envoyé extraordinaire, Tracy se présente, porteur d'une commission de lieutenant général de toutes les colonies d'Amérique. Au contraire de celles des gouverneurs, jusqu'ici très imprécises, sa commission est longuement détaillée. Elle lui donne commandement sur tous les gouverneurs des colonies, sur les officiers et les membres des conseils souverains et sur les vaisseaux de guerre ou de commerce, avec pouvoir de faire prêter serment aux gouverneurs, aux conseillers et aux habitants. Elle lui confère encore le droit d'assembler et d'armer les communautés, d'accommoder les différends entre les seigneurs ou entre les habitants, d'organiser des expéditions militaires et d'établir des garnisons, de faire paix ou trêve avec les nations européennes ou indigènes, de s'emparer de nouveaux pays et d'établir de nouvelles colonies, même à main armée. Il doit en outre commander à tous les régnicoles, ecclésiastiques, nobles, militaires et autres, et pousser, aussi loin qu'il pourra, les limites du pays, en soumettant les indigènes. Il reçoit instruction de convertir ces peuples et de ne permettre que

(21) *Ibid.* I, Etablissement de la Compagnie des Indes Occidentales, mai 1664, p. 45.

l'exercice de la religion catholique. Enfin, il doit défendre le pays, maintenir le peuple en paix, et ordonner tout ce qui sera au bien de la colonie (22).

Assez curieusement, c'est cette commission, octroyant des pouvoirs spéciaux, qui devient le modèle des commissions subséquentes des gouverneurs canadiens. De toutes les attributions conférées à Tracy, les seules que ne reçoit pas Courcelles, le successeur de Mézy, sont les suivantes : faire paix ou trêve avec les nations européennes établies dans le pays ou avec les indigènes ; s'emparer de nouveaux pays et établir de nouvelles colonies, même à main armée ; étendre les limites du pays et en soumettre les peuples à l'autorité royale. A part ces droits de faire la paix ou la guerre et d'entreprendre des conquêtes, la commission de Courcelles répète exactement celle de Tracy (23).

De Courcelles au second Vaudreuil (24), les commissions des gouverneurs se succèdent et se ressemblent au point qu'on peut les déclarer identiques. A peine, ici et là, une variante dans quelques termes ou l'omission d'un mot ou deux. Ainsi, avec la commission de Denonville, disparaît l'ordre aux gouverneurs particuliers et aux membres du Conseil souverain d'obéir au nouveau gouverneur (35). De plus, certaines commissions ne mentionne pas l'instruction de faire prêter serment de fidélité aux différents ordres du pays.

En somme, la nouvelle formule des commissions ne

(22) *Edits et Ord.* III, Commissions de Lieutenant Général de l'Amérique méridionale et septentrionale pour M. Prouville de Tracy, 10 novembre 1663, p. 28.

(23) *Edits et Ord.* III, Commission de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie et Isle de Terre-neuve, et autres pays de la France septentrionale, pour M. de Courcelles, 23 mars 1665, pp. 31-33.

(24) *Ibid.* Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, la Louisiane, Isle Royale, Isle Saint-Jean et autres isles, terres et pays de l'Amérique septentrionale, pour Monsieur de Vaudreuil de Cavagnal, 1^{er} janvier 1755, pp. 79-80.

(25) *Edits et Ord.* III, Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terre-neuve, et autres pays de la France septentrionale, pour le sieur marquis de Denonville, 1^{er} janvier 1655, p. 48.

diffère guère de l'ancienne quant à l'étendue des pouvoirs qu'elles confèrent. Seulement elle se complait à énumérer là où l'autre se contentait de généraliser. Elle accorde, en définitive, au gouverneur à peu près les mêmes attributions, sauf les modifications déjà mentionnées qu'introduit l'établissement du Conseil souverain. Au militaire, le gouverneur garde sa juridiction exclusive; au civil, il conserve l'autorité sur tous les ordres du pays et la direction de la police générale; au judiciaire, au lieu d'être juge en dernier appel, il se contente de présider le Conseil souverain. Il faut, cependant, noter que Mézy qui marque la transition entre les deux catégories de gouverneurs, gouverneurs de la compagnie et gouverneurs royaux, appartient à la première par sa commission et à la seconde par la présence du Conseil souverain à ses côtés. Il faut donc le négliger en faisant une comparaison entre elles.

La grande différence qui s'établit entre les gouverneurs des compagnies et les gouverneurs royaux ne provient pas du texte de leurs commissions, mais de la création du Conseil souverain, en premier lieu, et, surtout ensuite, de l'arrivée dans la colonie, en 1665, d'un nouveau fonctionnaire, qui est l'intendant de justice, police et finances. Le Conseil, il est vrai, diminue l'autorité civile du gouverneur, en partageant avec lui le droit de faire des ordonnances de police, mais la présence, deux ans plus tard, de l'intendant altère, de façon autrement considérable, la juridiction et l'importance du gouverneur. Au lieu d'être la seule autorité administrative, il trouve maintenant devant lui un rival qui s'annexe tout le domaine de l'administration civile. Voilà, pour lui, la véritable *diminutio capitis*.

En conclusion, avant de passer au rôle des gouverneurs royaux, il suffira de résumer celui des gouverneurs de la compagnie. Après présentation par cette dernière, le roi les nomme pour trois ans. Dans un pays neuf, dont la population ne compte encore que 2.500 habitants en 1663, ils détiennent le pouvoir total de l'administration. Lieutenants généraux du roi, ils commandent les troupes et les milices,

traitent avec les nations indiennes, à qui ils font la guerre ou la paix, règlent la police générale et particulière et jugent, au début, en première instance et, plus tard, en dernier ressort seulement. Au nom de la compagnie, ils concèdent les terres en fief et en roture. Leur seule limitation est en matières de finance qui relèvent d'abord de l'agent de la compagnie et, après 1645, de la Communauté des Habitants. Sous l'autorité du roi et de la compagnie ils sont donc les maîtres quasi absolus de la colonie.

Il reste maintenant à étudier à la lumière des instructions royales et ministérielles, le fonctionnement et l'évolution des pouvoirs confiés aux gouverneurs du régime royal dans la Nouvelle-France.

CHAPITRE TROISIEME

LES FONCTIONS DES GOUVERNEURS

Nommé directement par le roi entre les mains de qui, sauf sur lettres de dispense (1), il devait prêter serment de bien et fidèlement servir, le gouverneur de la période 1663-1760 n'avait pas de terme fixe d'office. Révocable à volonté, il restait en fonction sous le bon plaisir de Versailles. Les seules exceptions furent Mézy et Vaudreuil, le premier et le dernier des gouverneurs, qui furent tous les deux nommés pour trois ans.

Dans sa commission, le chef de la colonie recevait le titre de gouverneur et lieutenant général du roi. Dans les requêtes, ainsi que dans la conversation, on l'appelait Monseigneur. « Ayant l'honneur de représenter Sa Majesté » (2), il était le plus haut dignitaire de la colonie, possédant préséance sur l'évêque et l'intendant. Dans toutes les cérémonies, il occupait la première place. Comme les gouverneurs de province, il avait une compagnie de gardes, établie pour imposer la révérence « et faire respecter l'Autorité de Sa Majesté en la personne du Gouverneur » (3). Chef du pays et lieutenant général, il recevait, à ces titres, les honneurs réservés aux maréchaux de France : on battait aux champs, quand il passait, et on montait une garde de capitaine à la porte de sa résidence (4). Les gouverneurs particuliers tiraient d'habitude le canon à son arrivée et à son départ, à Montréal et à Trois-Rivières (5). A la cathédrale de Québec et dans l'église de Montréal, le gouverneur avait droit à un prie-Dieu à la droite du chœur. Dans les

(1) *Arch. Col. B*, vol. 95, A M. le Marquis Duquesne, 14 May 1752, p. 48.

(2) *Arch. Col. F3*, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 194-5.

(3) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart... 19 avril 1729, p. 360.

(4) *Arch. Col.*, vol. 18, Champigny au ministre, 15 octobre 1700, p. 67.

(5) *Arch. Col. B*, vol. 12, Le ministre à Denonville, 3 juin 1686, p. 138.

autres églises, il pouvait faire porter un siège et un carreau dans le lieu le plus éminent. La présentation du pain bénit se faisait au gouverneur avant tout autre. Aux feux de joie, on lui offrait toujours la première torche (6). Tout manque de respect au gouverneur constituait un véritable délit, pour lequel on s'exposait, pour le moins, à se voir condamner à lui demander pardon « à genouils et nue teste » (7).

D'après sa commission, la juridiction du gouverneur canadien s'étendait, selon les périodes et la fortune de la guerre, sur le Canada, l'Acadie, Terre-Neuve, la Louisiane, l'île Royale et l'île Saint-Jean et autres terres de la France septentrionale. De plus, il se voyait attribuer le commandement sur les gouverneurs et lieutenants établis dans ces pays. En pratique, cette autorité sur les gouverneurs des autres colonies-sœurs ne s'exerça qu'au début en Acadie, l'établissement le plus rapproché, alors que ses commandants ne possédaient pas de commissions de gouverneur. De fait, dès 1684, Louis XIV écrivait au gouverneur de la Barre, tout en lui conservant une supériorité générale, de n'envoyer en Acadie aucun ordre concernant le détail de cette colonie, « étant difficile et mesme impossible que vous en connaissiez de si loin les besoins. » (8) Au cours du temps, l'argument vint à s'appliquer, avec encore plus de force, aux autres dépendances du chef de la colonie canadienne. En pratique, leurs gouverneurs demeurèrent indépendants de Québec et ne reçurent leurs ordres que de Versailles. Malgré le parchemin officiel, le gouverneur du Canada n'administrait effectivement que la colonie laurentienne. C'était encore une énorme contrée, plusieurs fois plus grande que la France, car elle s'étendait du Labrador aux frontières de la Louisiane et de l'Acadie jusqu'aux premiers

(6) *Edits et Ord.* I, Règlement fait au sujet des Honneurs dans les Eglises, 27 avril 1716, pp. 352-4.

(7) *Jugements et Délibérations*, III, 30 mars 1686, p. 25.

(8) *Arch. Col. C. A.* vol. 6-1, Le Roi à M. de la Barre, 10 avril 1684, p. 406.

contreforts des Montagnes Rocheuses. Il faut ajouter que cette étendue représentait seulement le territoire connu et exploré. Le territoire habité, même tout à la fin du régime, ne couvrait qu'une infime portion de la colonie. Il ne comprenait, sur les deux rives du Saint-Laurent, que le pays qui va de Rimouski aux Cèdres, soit une étendue d'environ cinq cents milles. Sur ce territoire, ne se groupait qu'une population de 2.500 habitants en 1665, de 16.000 en 1700 et de 75.000 en 1760, année de la conquête. Trois petites villes, les seules du pays, comptaient, à la fin du régime : Québec, 8.000, Montréal 4.000 et Trois-Rivières, 800 âmes. Québec était la capitale de la colonie, et les deux autres, le siège des gouverneurs particuliers du même nom. Hors des territoires peuplés, s'échelonnaient, croissant avec le progrès du pays, un certain nombre de forts et de postes, tous peu considérables.

La grande fonction du gouverneur était de représenter la personne du roi et de conserver le pays sous son obéissance et domination. De là provenait le caractère particulier de ses pouvoirs dans les différentes sphères que formait l'administration coloniale. Dans le domaine militaire, qui constituait, en définitive, sa principale raison d'être, le gouverneur détenait une juridiction exclusive et souveraine. Par voie de conséquence, il était encore seul chargé des relations avec les nombreuses tribus indiennes de la colonie. Dans le domaine judiciaire, le gouverneur ne possédait qu'une juridiction accidentelle, mais il pouvait, cependant, se présenter certains cas où son autorité s'affirmait indépendante et souveraine. Egalemeut, en matière de finance, il avait des droits qui lui donnaient voix au chapitre. Même, en quelques circonstances graves, il pouvait exiger que ses décisions fussent suivies en dernier ressort. Finalement, dans les deux domaines de la religion et de la police, le gouverneur exerçait une juridiction générale, mais en commun avec l'intendant. Voilà les diverses fonctions du gouverneur qu'il convient maintenant d'étudier en détail.

En premier lieu, le gouverneur, sous les instructions de

Versailles, était le seul maître de l'administration militaire. Elle comprenait trois parties : les troupes, les milices et les fortifications.

Des troupes, soit de marine, soit de terre, il avait le commandement suprême. Il en réglait la distribution dans les villes et les forts de la colonie et leur assignait également, même quand elles étaient en campagne sous un général, leurs quartiers d'hiver dans les villes et les localités rurales (8a). Son premier devoir était de veiller à ce qu'elles fussent bien disciplinées et prêtes à servir à la première occasion. Il lui appartenait donc de s'en faire rendre un compte régulier et de s'occuper de leur instruction militaire, de la régularité des exercices et du maintien de la discipline. Enfin, il lui convenait d'entrer dans tous les détails relatifs à la conduite des troupes. Tenant la main à l'exécution des ordonnances militaires, il devait surtout empêcher les officiers de maltraiter les soldats ou de leur retenir leurs vivres et leur solde (9).

Tous les officiers relevaient de son autorité. Il les tenait comptables de l'état de leurs troupes et des conditions du service. Il devait établir une stricte justice dans leurs relations avec leurs soldats et punir toute infraction de leur part aux règlements, mais dans le cas de retenue par un officier des vivres ou de la solde de ses soldats, c'était à l'intendant d'en poursuivre la restitution. En outre, le gouverneur devait réprimer chez les militaires toute tentative de brimer les officiers de justice ou de vexer la population (10). Il ne pouvait faire ni les nominations sur l'état-major, ni les promotions dans les compagnies, mais c'était lui qui choisissait parmi les officiers les commandants des

(8a) *Arch. Col.* C1t A, vol. 101, Vaudreuil au ministre, 5 novembre 1756, pp. 152-3.

(9) *Arch. Col.* B. vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal, Capitaine de vaisseau, Gouverneur et Lieutenant Général, et Bigot, Intendant de la Nouvelle-France, 22 mars 1755, p. 56; Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, p. 72.

(10) *Ibid.*

forts et des postes de la colonie (11). Les affaires du point d'honneur, aussi bien que les délits et les crimes commis par les officiers ou les soldats, relevaient du gouverneur qui les jugeait seul ou, selon la gravité des cas, dans un conseil de guerre auquel il présidait (12).

Les milices de la colonie se rangeaient également sous l'autorité et les ordres immédiats du gouverneur. Il était libre de les appeler sous les armes, de les employer à des corvées militaires ou de les conduire à la guerre. Il veillait à ce que tous les habitants fussent enrôlés et nommait lui-même les officiers de milice (13), à qui il remettait des commissions signées de sa main. Il pouvait leur obtenir pour services particuliers des commissions du roi (14), qui parfois lui expédiait des commissions en blanc pour les accorder aux plus méritants (15). Il devait encore s'appliquer à bien discipliner les milices et pour cet effet en faire tenir de fréquentes revues, à condition de ne pas les détourner sans nécessité de la culture des terres (16). Enfin, le gouverneur devait, selon le besoin, faire distribuer aux milices les fusils que le roi expédiait dans ce but, mais il devait plutôt veiller à ce que chaque milicien possédât ses propres armes. Cependant, c'était à l'intendant de l'ordonner et de condamner à l'amende au cas de contravention (17).

Le domaine des fortifications n'était pas entièrement

(11) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 15 mars 1752, pp. 77-78.

(12) *Arch. Col. C11 A*, vol. 7, Extrait des réponses aux lettres reçues de Canada, 18 février 1685, p. 232.

Arch. Col. B, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart... 12 avril 1729, p. 360.

(13) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 15 mai 1752, p. 75.

(14) *Arch. Col. B*, vol. 83, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur de la Jonquière, 1^{er} avril 1746, p. 135.

(15) *Arch. Col. B*, vol. 107, A M. le Marquis de Vaudreuil, 16 février 1758, pp. 122-3.

(16) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 15 mai 1752, p. 74-5.

(17) *Arch. Col. F3*, vol. 143, Mémoire sur les fonctions de gouverneur et d'intendant en Canada, fol. 195 v.

laissé à la discrétion du gouverneur. S'il le jugeait nécessaire. Il pouvait bien, de son propre chef, ordonner la construction d'un fort de pieux dans les territoires éloignés. Encore le ministre lui recommandait-il de ne l'entreprendre qu'après beaucoup de réflexion et sur des motifs bien constatés de nécessité ou d'utilité publique (18). Il ne pouvait, cependant, sans consulter Versailles, entreprendre de construire un fort de pierre, non plus qu'une enceinte de muraille autour d'une ville. Mais, une fois l'autorisation obtenue, il était libre dans l'exécution du plan approuvé par la Cour. Ainsi il faut à Duquesne l'approbation du roi pour l'érection d'un fort au Sault Sainte-Marie (19), tandis que Beauharnois reçoit l'ordre d'arrêter le travail de l'enceinte de Québec, entreprise sans le consentement royal (20). Dans de tels cas, il fallait un ordre exprès du roi avant de commencer les travaux (21).

S'il ne pouvait faire ni les nominations, ni les promotions des officiers, le gouverneur pouvait, du moins, les proposer aux ministres (22). Ces derniers l'invitaient à leur recommander les officiers dignes de promotion ou méritant une gratification, une décoration ou la retraite avec solde ou demi-solde (23). Ils lui demandaient également, à l'occasion, de leur adresser des listes des officiers avec ses observations. Ce que faisait le gouverneur, appréciant les services, les qualités et les défauts, descendant dans le détail des caractères, des mœurs, de la fortune et même de la piété des sujets (24). Il proposait également l'attribution de pension

(18) *Arch. Col. B*, vol. 95, A M. le Marquis Duquesne, 16 juin 1753, pp. 122-3.

(19) *Ibid.* A M. le Marquis Duquesne, 15 may 1752, p. 124.

(20) *Ibid.* vol. 83, Marquis de Beauharnois et Hocquart, 7 mars 1746, pp. 92-3.

(21) *Ibid.* Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur de la Jonquière, 1^{er} avril 1746, pp. 136-7.

(22) *Arch. Col. C11 A*, vol. 101, Liste des officiers que j'ai l'honneur de proposer à Monseigneur le Garde des Sceaux pour remplacer ceux qui sont morts, 8 novembre 1756, p. 170.

(23) *Arch. Col. B*, vol. 37, A M. le Comte de la Galissonnière, 6 mars 1748, pp. 203-4.

(24) *Arch. Col. C. A*, vol. 120-2, voir plusieurs de ces listes, pp. 101-115.

aux officiers, à leurs veuves et à leurs enfants (25). Ces recommandations, qui passaient du ministre au roi, exerçaient une influence considérable, car il était de règle de « ne rien accorder dans les colonies que sur la proposition des gouverneurs » (26). Il arrivait parfois que le roi plaçait une somme à la disposition du gouverneur avec pleine liberté d'en faire la distribution aux sujets les plus méritants parmi les troupes ou les milices (27).

Au gouverneur appartenait aussi la discrétion d'accorder leur congé aux sergents et aux soldats des troupes de la Marine qui les sollicitaient dans le but de s'établir dans la colonie. En temps de paix, c'était l'habitude d'accéder à ces requêtes, mais, en temps de guerre, ce privilège était réservé aux seuls soldats dont l'invalidité était bien reconnue (28).

Du gouverneur aussi, les officiers et les soldats mêmes devaient obtenir la permission de contracter mariage. A la suite de certains manquements du clergé à cette règle, le roi défendit, sous peine sévère, à tout prêtre de célébrer le mariage d'un militaire sans l'autorisation du gouverneur (29).

En temps de guerre, les fonctions du gouverneur s'élargissaient singulièrement. Automatiquement, il devenait le général en chef du pays, ayant la direction absolue de toutes les opérations. Il était libre « de les régler de son chef sans aucun conseil de guerre » et sans consulter les officiers chargés d'exécuter son plan de campagne (30). Il pouvait, à sa discrétion, diriger les opérations de sa capitale, ou prendre lui-même la conduite des troupes et des milices. Il

(25) Arch. Col. B, vol. 87, à Messieurs de la Galissonnière et Hocquart, 6 mars 1748, p. 206.

(26) Arch. Col. B, vol. 107, M. de Montcalm, 3 may 1758, p. 150.

(27) Arch. Col. B, vol. 105, à M. le Marquis de Vaudreuil, 1^{er} may 1757, pp. 74-5.

(28) Arch. Col. B, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil... et Bigot... 22 mars 1755, pp. 56-7.

(29) Arch. Col. C11 A, vol. 36, Vaudreuil au Régent, février 1716, p. 126.

(30) Arch. Col. B, vol. 103, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Marquis de Montcalm, maréchal de camp, 14 mars 1756, pp. 68-9.

avait liberté complète de choisir les officiers qui devaient commander les troupes en campagne (31).

Avec l'arrivée en Canada, en 1755, des troupes de terre sous le commandement d'un général de carrière, la situation du gouverneur ne subit aucun changement. En mettant le pied dans la colonie, ces troupes passaient sous ses ordres, comme toutes les forces du pays. Le général à leur tête ne pouvait exercer son commandement « que sous l'autorité du gouverneur auquel il devait être subordonné en tout » (32). Le gouverneur restait également le maître absolu des opérations, et le général devait se conformer à ses ordres sans en rien changer, excepté dans les cas imprévus, dont il devait rendre compte sur-le-champ, ou lorsque le gouverneur lui avait laissé la liberté de le faire (33).

En conclusion à l'administration militaire du gouverneur, il convient de mentionner que, représentant du roi et chef militaire du pays, le gouverneur avait seul autorité pour correspondre et traiter avec les colonies européennes du continent. Il avait, à ce sujet, instruction du roi d'en user avec elles avec toute la politesse et les ménagements possibles, tout en faisant respecter et en maintenant avec fermeté les droits du roi de France (34).

Après l'administration militaire, la grande fonction du gouverneur, selon les termes de ses instructions, était le « gouvernement des Sauvages » ou plus exactement la direction des relations avec les nombreuses tribus indiennes de la colonie. En ce domaine, il jouissait d'une attribution exclusive et souveraine.

De ces nations sauvages, les unes habitaient la colonie même, d'autres étaient stationnées autour des postes des

(31) *Arch. Col. B*, 105, à M. le Marquis de Vaudreuil, 12 may 1757, p. 83.

(32) *Arch. Col. B*, vol. 103, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Marquis de Montcalm, 14 mars 1756, pp. 68 et suiv.

(33) *Ibid.*, pp. 68-69.

(34) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 18 may 1757, p. 86.

territoires de l'Ouest et le reste était épars dans tout le pays. Les Indiens qui vivaient au milieu des Français, les domiciliés, comme on les appelait, occupaient six villages, peu considérables, celui des Hurons, à Lorette, près de Québec, ceux des Abénaquis, à Bécancourt, et à Saint-François-du-Lac, près des Trois-Rivières, celui des Iroquois, au Sault Saint-Louis, dans le voisinage de Montréal, celui des Iroquois, Algonquins et Nipissings sur le lac des Deux-Montagnes, et celui des Iroquois, à la Présentation, sur le Saint-Laurent, entre Montréal et le lac Ontario.

Avec leurs habitudes régulières, ces domiciliés composaient le groupe le moins important et le moins nombreux des Indiens sous l'égide du gouverneur. Car, en contact continuel avec les autorités, ils acceptaient, sans difficulté, sa direction, et son influence auprès d'eux s'augmentait encore de la présence de missionnaires attachés à leurs villages.

C'étaient les Indiens stationnés autour des postes ou les Indiens nomades en diverses parties du pays, qui constituaient l'élément le plus influent et le plus utile, mais aussi le plus difficile à gouverner selon les intérêts de la colonie. Le premier de ces intérêts était de maintenir la domination française sur les territoires de ces Sauvages, et le gouverneur devait y travailler en se servant de diplomatie et d'influences pacifiques. Il avait l'ordre d'en chasser les Anglais, mais il ne devait employer la force contre les Indiens que s'ils entreprenaient de soutenir les étrangers les armes à la main (35).

Le second intérêt de la colonie était de se réserver le bénéfice de la traite avec les Indiens à l'exclusion des autres nations européennes. Dans ce but, certains gouverneurs s'appliquèrent à fixer les nations sauvages autour des postes français. Mais le roi désapprouva cette méthode, d'ailleurs fort coûteuse à son trésor. Le gouverneur devait, au

(35) *Arch. Col. B*, vol. 95, A M. le Baron de Longueil, 9 juillet 1753, p. 157.

contraire, laisser les tribus errer à leur fantaisie, mais en les empêchant de fréquenter le territoire des nations ennemies et de souffrir des étrangers dans leurs campements (36).

Guidé par ces principes, le gouverneur était libre de décider de la paix ou de la guerre avec les Indiens ou de pousser les tribus à se faire la guerre entre elles. A lui aussi appartenait de décider la question s'il valait mieux, pour le bien de la colonie, de les laisser errer par le pays ou de les fixer dans des villages (37). Il pouvait encore, s'il trouvait cette solution préférable, les amener à s'établir près des habitations françaises, à qui ils pouvaient servir de bouclier (38).

Sur la question de la guerre, la règle s'était établie, de bonne heure, de vivre en paix avec les différentes nations indiennes (39). Plus tard, prévalut le système de soumettre de force à l'autorité française les tribus indépendantes. Mais le roi intervint avec l'ordre d'éviter toutes les guerres sauvages, autant qu'il était possible, sans compromettre la dignité de Sa Majesté (40). De même, le roi défendait d'exciter des guerres entre les diverses nations, sous prétexte de les affaiblir, comme on le faisait au début. Il conseillait au gouverneur de jouer plutôt le rôle de protecteur et de pacificateur. La colonie ne pouvait qu'y gagner l'amitié des indigènes, en même temps qu'assurer sa tranquillité, sans compter l'économie de vie humaine et de dépenses. La règle était pour le gouverneur de ne recourir à la guerre que s'il ne pouvait s'en dispenser (41).

(36) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, p. 80.

(37) *Ibid.*, pp. 80-81.

(38) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, p. 381.

(39) *Arch. Col. B*, vol. 49-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Marquis de Beauharnois... 7 may 1726, p. 312.

(40) *Arch. Col. B*, vol. 95, A MM. Duquesne et Bigot, 9 juillet 1752, p. 159.

(41) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, p. 77.

Pour mettre en pratique leur politique indienne, dont les principes se modifièrent plus d'une fois au hasard des circonstances et surtout de leur caractère, les gouverneurs pouvaient compter sur divers agents plus ou moins influents. Ils exerçaient d'abord leur action personnelle. En effet, la plupart des nations sauvages étaient dans l'habitude d'envoyer, au printemps de chaque année, quelques députés à Montréal pour rendre visite au gouverneur et surtout recevoir des présents d'armes et de marchandises. Cette distribution était réglée par le gouverneur, qui, au mois de mai, séjournait dans cette ville pour présider à cette cérémonie et traiter avec les diverses nations. Il tenait de nombreuses réunions avec les délégués de chaque tribu. Au cours de ces conseils, où l'on fumait le calumet de la paix et échangeait des colliers de porcelaine, le gouverneur s'employait à inspirer à chaque nation les dispositions désirées à l'égard des Français. Là, surtout, devait-il s'attacher à resserrer leur amitié pour la France et rompre toute relation avec les Anglais (42).

Les autres agents d'influence à la disposition du gouverneur étaient les commandants des postes situés dans les territoires indiens, les missionnaires attachés à certaines tribus et les marchands qui visitaient les peuplades errantes pour la traite des fourrures. Mais l'influence la plus puissante restait encore la distribution des présents, qui coûtaient d'ailleurs au roi annuellement des sommes considérables (43). Enfin, pour s'attacher les chefs importants ou reconnaître les services rendus, le gouverneur distribuait certaines récompenses fort appréciées des Indiens : c'était le hausse-col de cuivre doré qui se portait au cou, sur la poitrine, et les médailles à l'effigie du roi, représentant, au revers, un guerrier français et un guerrier indien se donnant la main (44).

(42) *Arch. Col. B*, vol. 95, *Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne*, 15 may 1752, p. 81.

(43) Bougainville, *Journal de l'expédition d'Amérique*, pp. 34-35.

(44) *Ibid.*, p. 85.

Dans les relations avec les Indiens, toutes dépenses de vivres et de munitions, soit pour la guerre, soit pour les délégations chez les sauvages, étaient ordonnées par le gouverneur, mais examinées et arrêtées par l'intendant, qui visait également les congés des personnes qu'on envoyait dans les tribus pour les faire venir en traite (45).

Dans le domaine de la justice, qui, en principe, relevait exclusivement de l'intendant, le gouverneur détenait, cependant, une juridiction générale, s'accompagnant de certains pouvoirs particuliers. Ainsi, par sa commission, il avait « commandement sur les officiers du conseil souverain », à qui il pouvait faire prêter serment de fidélité (46). Au Conseil, dont il occupait la première place ou présidence d'honneur, il devait tenir la main à ce que la liberté des voix et des suffrages fût gardée, mais, tout en exerçant cette autorité, il devait laisser l'intendant faire les fonctions de président (47). Cependant, si, au Conseil, la justice n'était pas suivie exactement, le gouverneur pouvait travailler avec l'intendant à réprimer ces désordres, mais sans violence de personne ni déportation, en se contentant d'en informer le roi (48). Le gouverneur ne possédait pas, non plus, le droit de suspendre une procédure régulière du Conseil. Pour l'avoir oublié, Beauharnois reçut une réprimande du ministre en 1729 (49). Quand, en matière de justice, s'élevait un dissentiment entre le gouverneur et le Conseil, c'est que le Conseil ordonnait qui devait avoir son exécution (50). D'autre part, si la procédure devenait

(45) *Arch. Col.* F3, vol. 143, Mémoires sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(46) *Edits et Ord.* III, Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Isle Royale, Isle Saint-Jean et autres en dépendantes, la Louisiane et autres pays de la Nouvelle-France, pour le Marquis Duquesne, 1^{er} mars 1752, p. 78.

(47) *Arch. Col.* F3, vol. 142. Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(48) *Arch. Col.* B, vol. 8, Instructions que le Roy veut estre mises ès mains du sieur de Meules, 10 mai 1682, p. 101.

(49) *Arch. Col.* B, vol. 53-2, A M. le Marquis de Beauharnois, 12 avril 1729, p. 284.

(50) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui, sous les défenses qu'avait faites

irrégulière, outrancière, ou injuste, il semble qu'il lui fût permis d'intervenir. Ainsi, Frontenac fit libérer de prison Mareuil qui subissait son procès devant le Conseil, parce qu'il ne voulait pas souffrir plus longtemps ses procédures irrégulières et dilatoires (51). L'affaire fut référée au roi, mais Frontenac n'en reçut aucun blâme ni Mareuil aucune inquiétude. Le gouverneur pouvait même, au besoin, empêcher l'exécution des arrêts du Conseil dans les cas où ils étaient « manifestement contraires aux ordres et au service du Roy et au bien public de la colonie » (52). Mais le gouverneur ne possédait pas le droit de sévir contre les conseillers. Frontenac et Beauharnois furent tous les deux réprimandés pour s'être livrés à cet excès d'autorité. Un tel pouvoir n'appartenait qu'au roi. En cas de conduite répréhensible d'un conseiller, le gouverneur devait simplement en rendre compte au roi et attendre ses instructions (53). Mais, d'autre part, le gouverneur, de concert avec l'intendant, pouvait interdire un conseiller pour cause de méconduite ou dans un cas de nécessité par une ordonnance qu'ils adressaient au roi (54). Enfin le gouverneur recommandait des sujets aux places de conseillers et nommait directement, avec l'intendant, les quatre assesseurs du Conseil (54a).

Hors du Conseil, le gouverneur ne devait s'occuper de l'administration judiciaire que pour prêter main-forte à

le Marquis de Beauharnois, dans les villes et les campagnes, d'y recevoir les arrêts du Conseil sans sa permission, et sur le refus du Clergé de les recevoir, ordonne à tous Colonels, Capitaines et autres Officiers de Milice et à tous Huissiers, Sergents, Praticiens et Maîtres d'Ecole de recevoir tant les ordres du Roi et des Intendants que les arrêts du Conseil et d'en faire lecture au peuple, 27 mars 1728, p. 334.

(51) *Jugements et Délibérations*, III, 18 octobre 1688, p. 253.

(52) Moreau de Saint-Méry, *Lois et Constitutions*, Extrait de la lettre du ministre à M. de Gallifet touchant la suspension des arrêts rendus par les Conseils de la Colonie, 14 décembre 1701, p. 680.

(53) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, A M. de Beauharnois, 12 avril 1729, p. 285.

(54) *Arch. Col. F3*, vol. 6, Extrait de la lettre du ministre au sieur de Meules, 20 mars 1685, p. 310.

(54a) *Edits et Ord.* I, Lettres patentes en forme d'édit concernant les Assesseurs aux Conseils Supérieurs des Colonies, avril 1742, p. 562.

l'exécution des jugements (55) et fournir les secours voulus dans toutes les occasions, en détachant à cet effet un sergent et des soldats avec les huissiers (56). Cependant, il devait exercer une certaine surintendance de la justice et voir à ce qu'elle fut bien rendue. S'il constatait des abus, il devait en conférer avec l'intendant (57). Ce qui lui appartenait en particulier, c'était d'empêcher les officiers des troupes de manquer d'égards envers les officiers de justice. Il devait, en outre, rendre compte au roi de la conduite des juges et des autres officiers de justice et proposer des sujets pour les places vacantes (58).

Même en cette sphère exclusive de l'intendant, le gouverneur recevait à l'occasion certains pouvoirs personnels. Ainsi le roi reconnaissait qu'en des « cas extraordinaires et qui peuvent tirer de grandes conséquences, pour le repos de peuples », le gouverneur pouvait prendre connaissance des affaires de justice (59). Mais, même en de tels cas, il ne devait jamais s'imaginer posséder un pouvoir de vie ou de mort, hors des faits militaires (60).

Dans les postes, où ne se trouvait aucun subdélégué de l'intendant, les contestations se réglaient, selon l'usage, devant les commandants qui relevaient du gouverneur. Tout appel de leurs décisions devait se porter devant lui et l'intendant. De plus, toute exécution de jugement des cours ordinaires pour les affaires entre fermiers des postes, équipiers et voyageurs, devait se faire sur ordre du gouverneur aux commandants (61).

(55) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, p. 81.

(56) *Arch. Col. B*, 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, p. 360.

(57) *Arch. Col. B*, vol. 7, Le Roi à Frontenac, 16 avril 1676, p. 39.

(58) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, pp. 58-59.

(59) *Arch. Col. B*, vol. 6, A M. le Comte de Frontenac, 12 may 1674, p. 31.

(60) *Collection des Manuscrits*, I, Lettre du Ministre à M. de la Barre, 10 avril 1684, p. 324.

(61) *Arch. Col. B*, vol. 74-2, Le ministre à Beauharnois et Hocquart, 20 avril 1742, pp. 341-2.

Enfin, dans certains cas, fixés par le roi, le gouverneur pouvait devenir le juge autorisé. Ainsi composait-il, avec l'intendant et le premier conseiller, le tribunal devant lequel les Sauvages devaient faire, à Québec, leurs réclamations concernant les effets et marchandises saisies. A Montréal, c'était le même tribunal, sauf que le juge de la ville remplaçait le premier conseiller (63). De même, le gouverneur formait avec l'intendant le tribunal qui jugeait, à l'exclusion de tous les autres juges, les contestations qui résultaient des concessions de terre, tant au sujet de leur validité, que de leurs situations, étendues et limites (63). Enfin, le roi renvoyait parfois devant le gouverneur et l'intendant, afin de les régler, certaines contestations particulièrement difficiles (64).

Il reste à examiner une attribution relative à la justice que contiennent les commissions des gouverneurs et dans laquelle on a voulu lui reconnaître un droit d'évocation. C'est celle qui lui donne pouvoir de « prendre connaissance, composer et accommoder tous différends qui pourraient être nés et à naître dans le dit pays, soit entre les seigneurs et principaux d'iceux, soit entre les particuliers habitants » (65). Voilà bien, en effet, une étrange attribution à un fonctionnaire qui ne doit pas se mêler de justice.

Un jurisconsulte contemporain, Petit, a trouvé, semble-t-il, l'explication de cette singularité. C'est que cette attribution se rencontre pour la première fois dans la commission de Tracy, qui avait effectivement mission de composer semblables difficultés qui existaient dans les îles

(62) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roy touchant les réclamations de marchandises ou effets faites par les sauvages du Canada, 28 avril 1716, p. 355.

(63) *Ibid.* I, Déclaration du Roi concernant les Concessions dans les Colonies, 17 juillet 1743, p. 573.

(64) *Arch. Col.* B, vol. 54-2, Arrest qui commet le Gouverneur général, l'Intendant ou Commissaire ordonnateur et le Procureur général du Conseil pour connaître les contestations d'entre M. des Meloises, officier des troupes, et le nommé Le Vasseur, meunier de Québec, 20 mars 1730, p. 464.

(65) *Edits et Ord.* III, Commission de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie et Isle de Terre-neuve et autres pays de la France septentrionale, pour M. de Courcèlles, 22 mars 1665, p. 32.

de la Guadeloupe et de Saint-Christophe. Comme la commission de Tracy est devenue le modèle de celles des gouverneurs canadiens, les copistes ont fidèlement continué d'insérer cette disposition, sans se rendre compte qu'elle constituait une anomalie (66).

Le seul droit d'accommodement possédé par le gouverneur était, au contraire, bien particulier et circonscrit. Colbert le décrivait nettement à Frontenac dès 1684. Il lui écrit que, « sur le sujet des accommodements que vous faites », le roi « veut que vous agissiez avec grande retenue, son intention étant que vous laissiez les juges ordinaires et le Conseil en libre possession de leurs fonctions, sauf dans les cas extraordinaires d'intérêt public, ou lorsque les parties volontairement et sans aucune suggestion voudront s'en remettre à votre jugement. » (67) Voilà bien défini le pouvoir d'accommodement, qui n'est pas un pouvoir d'évocation. D'ailleurs, dans une lettre à l'intendant Duchesneau, le roi précise encore la doctrine reçue. « En cas, écrit le roi, que dans les procès et différends qui surviendront entre les habitants et autres, les parties d'un commun assentiment voulussent s'en rapporter au jugement » du gouverneur, Sa Majesté veut bien « lui permettre de les juger, comme arbitres et nommés et choisis par les parties, mais elle ne veut point que par autorité ni persuasion les parties soient réduites à se soumettre à son jugement. » (68)

Il existait encore un cas, où le gouverneur pouvait travailler à accommoder les différends, c'était celui où des difficultés survenaient entre Français et Sauvages libres, ne résidant pas dans la colonie. Il pouvait alors s'interposer pour les régler à l'amiable (69).

(66) Petit. *Droit public ou Gouvernement des Colonies françaises*, pp. 13-24 et 28.

(67) Arch. Col. B, vol. 6, A Monsieur le Comte de Frontenac, 17 may 1674, p. 31.

(68) Arch. Col. B, vol. 6, Instructions que le Roy a ordonné estre mises es mains au sieur Duchesneau, 7 juin 1675, p. 94.

(69) Arch. Col. C11 A, vol. 6-2, Réponses, 10 avril 1684, p. 325.

Dans le domaine des finances, qui concernait uniquement l'intendant, le gouverneur ne possédait qu'une juridiction bien limitée. Tout d'abord, il participait à la préparation du budget de la colonie, car c'était à lui de proposer les montants pour les dépenses militaires et indiennes. Il soumettait à Versailles, de concert avec l'intendant, le projet des crédits annuels. Il avait donc voix au chapitre, ce que reconnaissaient les ministres qui ne cessaient de lui recommander de travailler, avec l'intendant, à la réduction des dépenses.

Une fois le budget accepté par le roi, le gouverneur ordonnait de toutes les dépenses militaires, mais toujours avec la participation de l'intendant (70). Il décidait des partis de guerre, mais c'était l'intendant qui en dirigeait la fourniture (71). Même à l'occasion de la distribution des présents aux Sauvages, il ne pouvait donner un ordre à ce sujet aux gardes-magasins. L'ordre devait d'abord passer à l'intendant qui ne l'accordait qu'au jugement de sa « prudence » (72). Quant aux fournitures contrôlées par l'intendant avant leur envoi dans les postes, comme elles étaient naturellement délivrées par les commandants, elles étaient sous la direction du gouverneur. Afin d'être acceptés au remboursement, il fallait que les états portassent son visa (73).

Ainsi, de son chef, le gouverneur ne pouvait, en temps ordinaire, ordonner une seule dépense quelconque. Il fallait toujours au préalable l'autorisation de l'intendant. Cependant, si le gouverneur jugeait nécessaire de faire quelque dépense extraordinaire pour le service, il pouvait l'exiger et l'intendant, selon la règle posée par le roi, devait l'exécuter. Mais le gouverneur ne devait se permettre un tel

(70) *Arch. Col. B*, vol. 11, Lettre du Roy à M. de la Barre, 31 juillet 1684, p. 91.

(71) *Arch. Col. B*, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot... 23 janvier 1748, p. 310.

(72) *Arch. Nat.* F50, 2, Dossier 3 bis, N° 105, Canada.

(73) *Arch. Col. B*, vol. 94-2, Le ministre à Beauharnois, 20 avril 1743, p. 340.

acte d'autorité que dans le cas d'une nécessité absolue et, de plus, rendre compte aussitôt des motifs qui l'y avaient déterminé (74). Mais, dans le cas d'une dépense non prévue au budget, quelque minime qu'elle fût, si elle n'était pas de nécessité immédiate ou absolue, même la jonction du gouverneur et de l'intendant ne suffisait pas à la légitimer aux yeux de Versailles. La règle stricte était de ne faire aucune dépense qui n'eût été préalablement approuvée par le roi (75).

D'autre part, le gouverneur pouvait requérir de l'intendant des états des fonds et lui donner des avis au sujet de l'usage des deniers ou des effets du roi, mais sa discrétion ne devait pas aller plus loin (76). Il pouvait encore se faire délivrer des états des vivres et des munitions afin de se tenir au courant de la situation (77). Mais hors de cette limite, il ne pouvait se mêler des questions de finance. Il n'avait qu'à donner des ordonnances, quand l'intendant les demandait, pour l'exécution des ordres de ce dernier (78).

Sur la question d'imposition, le gouverneur et l'intendant ne possédaient, même conjointement, qu'une autorité d'initiative. Car le droit de lever des impôts était un droit de souveraineté que le roi ne communiquait à personne. S'il était nécessaire de faire, dans la colonie, une dépense que devaient supporter les habitants, le gouverneur et l'intendant convoquaient une assemblée des notables, afin d'en arrêter le projet et de pourvoir aux fonds nécessaires. Ils rendaient compte au roi du résultat de la délibération et attendaient ses ordres, hormis d'être dans une nécessité indispensable d'en commencer l'exécution. Mais, dans tous

(74) *Arch. Col. B*, vol. 101, *Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil... et Bigot...* 22 mars 1755, pp. 57-58.

(75) *Arch. Col. B*, 53-2, A MM. de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, pp. 389-390.

(76) *Arch. Col. C11 A*, vol. 7, *Extrait des responses aux lettres reçues de Canada*, 18 février 1685, p. 239.

(77) *Arch. Col. B*, vol. 101, *Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs Vaudreuil... et Bigot...* 22 mars 1755, pp. 57-58.

(78) *Arch. Col. B*, vol. 11, *Au sieur de Meules*, 10 avril 1684, p. 48.

les cas, il fallait une assemblée avant d'arriver à une décision (79).

Cependant, en ce domaine si fermé de la finance, le gouverneur possédait une attribution spéciale. C'était à lui qu'était remis le produit des fermes des postes, ainsi que des congés de traite qu'il accordait pour les pays de l'Ouest. De ces sommes, il se servait pour distribuer des gratifications aux officiers des postes, aux veuves pauvres d'officiers, ainsi que des aumônes et des charités dans le pays jusqu'au montant de 10.000 livres par an (80). Non seulement, il établissait la politique à suivre en ce domaine, mais il avait le maniement exclusif de cette finance, recevant la recette, ordonnant la dépense et remettant le surplus au commis des Trésoriers de la Marine (81).

Le domaine de la religion appartenait en commun au gouverneur et à l'intendant. Le premier, par sa commission, avait déjà pour premier devoir d'établir dans le pays le culte catholique à l'exclusion de tout autre. De plus, sa juridiction était souveraine quant aux missions chez les Sauvages, du fait que ces derniers relevaient exclusivement de son administration. De ces missions, il avait la surveillance et le contrôle. Il devait engager les missionnaires à convertir les Indiens et à les attacher à la France. Il devait également leur fournir les secours qui lui semblaient nécessaires à leur apostolat. Il était de ses attributions de les protéger, comme aussi de les empêcher de commettre des abus d'autorité et des vexations quelconques. Au besoin, il pouvait les retirer de leur poste, en concertant la façon de le faire avec leur supérieur (82). Mais il ne devait pas cher-

(79) *Arch. Ministère Colonies*, B, vol. 72, Mémoires du Roy aux sieurs Marquis de Champigny, Gouverneur et Lieutenant général pour S. M. aux Isles du Vent, et La Croix, Intendant aux dites Isles, 25 septembre 1741, fol. 116-117.

(80) *Arch. Col.* B, vol. 95, A M. le Marquis Duquesne, 16 juin 1752, pp. 116-117.

(81) *Arch. Col.* C11 A, vol. 100, Compte de la recette et dépense des postes des païs d'en haut que rend M. le Marquis Duquesne, 12 juillet 1751, p. 18.

(82) *Arch. Col.* B, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, pp. 80-81.

cher à restreindre leur champ d'évangélisation, mais les amener à suivre en cela les sentiments du roi (83). Les missionnaires n'étaient pas seulement des évangélisateurs, mais également des agents politiques du gouverneur auprès des nations sauvages (83a). Ils servaient à distribuer les présents et les fonds qui devaient les attacher à la France. Ils servaient aussi à faire adopter la politique française et même à faire marcher les Indiens sur le sentier de la guerre (83b).

Hors des missions, la fonction du gouverneur consistait à s'employer à tout ce qui pouvait procurer l'avancement de la religion. Ainsi devait-il se concerter avec l'évêque et l'intendant dans toutes les questions religieuses qui leur étaient communes. Avec eux, il devait s'entendre pour la fixation des cures et pour la perception des dîmes (84). Avec eux, il réglait encore les limites des paroisses de la colonie (85). Quoique l'administration des maisons religieuses appartint particulièrement à l'intendant, le gouverneur devait veiller à ce que tout s'y passât en règle, surtout dans les hôpitaux, qui devaient, de préférence, servir aux officiers, aux soldats et aux marins. Il devait exciter les communautés ecclésiastiques à remplir leurs fonctions avec zèle et leur accorder la protection nécessaire (86). Les

(83) *Arch. Col. B*, vol. 6, A M. le Comte de Frontenac, 17 may 1674, p. 34.

(83a) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, pp. 80-81.

(83b) *Arch. Col. B*, vol. 63-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1739, p. 377.

Arch. Col. C11 A, vol. 93, La Jonquière au ministre, 9 octobre 1749, pp. 180-1.

(84) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 15 mai 1752, pp. 68-69.

(85) *Arch. Col. F3*, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

Edits et Ord. I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roy, du 3 mars 1722, qui confirme le règlement fait par Messieurs de Vaudreuil et Bégon et Monsieur l'Evêque de Québec pour le district des Paroisses de ce pays, en date du 20 septembre 1721, 3 mars 1722, p. 443 et suiv.

(86) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 15 mai 1752, pp. 71-2.

stipulations de dot des religieuses devaient porter son visa avec celui de l'intendant. Il était enfin, avec ce dernier, un des administrateurs d'office des hôpitaux du pays (87).

Mais, en travaillant de concert avec l'évêque au bien spirituel de la colonie, le gouverneur ne devait pas empiéter sur les fonctions de ce dernier, ni rien entreprendre sans sa participation. D'autre part, il devait veiller à ce que celui-ci n'étendît pas l'autorité ecclésiastique au delà de ses bornes. S'il tentait de le faire, le gouverneur devait lui en faire des représentations et en rendre compte au roi, afin qu'il y portât le remède nécessaire (88).

Dans le dernier domaine de l'administration coloniale, qui portait le nom de police générale et qui avait pour but d'assurer la sûreté et la commodité des habitants, la juridiction appartenait en commun au gouverneur et à l'intendant. D'abord, par sa commission, le gouverneur avait commandement sur toutes les personnes, de quelque classe et qualité qu'elles fussent. Si elles manquaient à la soumission et à l'obéissance dues au roi, il pouvait leur faire subir leur procès comme à des sujets rebelles (89). Mais ce pouvoir se bornait à ce qui regardait le service du roi et ne lui permettait pas de faire emprisonner les citoyens sur les plaintes des officiers des troupes ou des milices, qui s'adressaient à lui (90), non plus que pour des délits de police (91). Les étrangers, qui habitaient la colonie ou s'y trouvaient de passage, tombaient sous sa surveillance directe il lui appartenait d'abréger leur séjour ou de les empêcher de s'y établir (92).

Pour sortir du pays, il fallait un permis du gouverneur,

(87) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat au sujet du Défrichement des Terres des pauvres de l'Hôpital Général de Québec... 22 avril 1725, p. 497.

(88) *Arch. Col.* B, vol. 49-3, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Marquis de Beauharnois, 7 may 1726, p. 314.

(89) *Arch. Col.* F3, vol. 143, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 194.

(90) *Documents Historiques*, Requête de Collet, mars 1720, pp. 155-6.

(91) *Arch. Col.* C11 A, vol. 46, M. Bégon, 2 novembre 1674, p. 164.

(92) *Arch. Col.* B, vol. 53-2, A M. Hocquart, 2 may 1729, pp. 401-2.

et défense était faite par le roi aux capitaines de vaisseaux royaux ou marchands d'embarquer personne sans son congé (93). Même pour aller à la pêche dans le Saint-Laurent, les maîtres de barque devaient prendre le passeport du gouverneur (94). Plus tard, les vaisseaux prirent leur congé de l'amirauté de Québec, mais cette dernière ne pouvait les délivrer qu'après en avoir averti le gouverneur et il fallait sa permission expresse pour leur permettre de prendre des passagers. L'amirauté devait aussi obtenir son consentement avant de délivrer les congés de pêche, car il devait veiller à ce qu'ils ne servissent pas au commerce de contrebande (95). Dans le cas de vaisseaux étrangers de guerre ou de commerce, obligés de relâcher dans la colonie, c'était au gouverneur de fixer la durée de leur séjour. Mais, s'ils désiraient faire des achats ou décharger leur cargaison pour fins de radoub, la question relevait en commun du gouverneur et de l'intendant (96).

Au début du régime interdisant la traite des fourrures, c'était le gouverneur qui délivrait les congés de vingt-quatre heures d'absence dans les bois (97). Quand fut institué le système des vingt-cinq congés de traite, le gouverneur en distribuait treize et l'intendant douze (98). Supprimée en 1696 et rétablie en 1716, la distribution en fut de nouveau confiée au gouverneur seul, mais avec visa par l'intendant, qui n'avait, cependant, aucune discrétion en la matière (99).

(93) *Arch. Col. B*, vol. 68-1, Ordonnance qui défend aux Capitaines de Vaisseaux du Roy et marchands d'embarquer personne en Canada sans la permission du Gouverneur général ou Commandant en son absence, 15 may 1739, p. 228.

(94) *Arch. Col. B*, vol. 37, Le ministre à Bégon, 10 juillet 1715, p. 687.

(95) *Edits et Ord. I*, Règlement concernant les sièges d'amirauté, 12 janvier 1717, p. 361.

(96) *Edits et Ord. I*, Lettres patentes du Roy en forme d'Edit concernant le Commerce étranger aux Isles et Colonies de l'Amérique, octobre 1727, pp. 514-5.

(97) *Edits et Ord. I*, Ordonnance du Roy au sujet des Vagabonds et Coureurs de bois, 5 juin 1673, p. 73.

(98) *Arch. Col. F3*, vol. 143, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(99) *Arch. Col. F3*, vol. 9-2, Déclaration du Roy portant établissement

Dans la colonie, comme en France, il était interdit de tenir des assemblées sans une permission qui s'obtenait du gouverneur (100). Il était même défendu, sans cette même permission, de solliciter des signatures à des requêtes ou à des pétitions quelconques (101).

Dans les autres matières de police, le gouverneur et l'intendant devaient agir en commun. Ainsi ils avaient, tous les deux, la surveillance des protestants de séjour dans la colonie (102) et devaient également suivre la conduite des fils de famille et des faux-sauniers envoyés au Canada, les placer chez les habitants ou les incorporer dans les troupes (103). Ils pouvaient, tous les deux, voir à l'observation du règlement qui interdit à tous ceux qui ne sont pas officiers de porter l'épée ou toute autre arme offensive et défensive dans les villes du pays (104). Ils concertaient également en commun les instructions que l'intendant donnait à l'inspecteur des bois et forêts au sujet de leur conservation (104a).

Mais, dans la Nouvelle-France, la police générale commune au gouverneur et à l'intendant, embrassait particulièrement trois objets principaux : l'augmentation de la population, les terres et le commerce.

Sur le premier objet, les instructions royales réduisaient à fort peu de choses l'action du gouverneur. Il devait traiter

des 25 congés pour aller faire la traite avec les sauvages dans les postes qui seront marqués par ces permissions, 28 avril 1716, pp. 496-8.

(100) *Ordonnances, Commissions*, II, Ordonnance de M. de Vaudreuil pour défendre des assemblées et attroupements séditieux, 12 décembre 1704 p. 326.

(101) *Ordonnances, Commissions*, II, Ordonnance de M. de Meules sur la requête de certains habitants de Québec qui s'opposent à la construction que le sieur Bailly fait sur une place publique de Québec, 8 juin 1685, p. 111.

(102) *Arch. Col. B*, vol. 49, Le Conseil de Marine à MM. de Beauharnois et Dupuy, 14 mai 1736, fol. 643 1/2. Il leur est recommandé de veiller sur la conduite de Groulx, protestant obstiné et dangereux.

(103) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 60.

(104) *Inventaire des Instruactions du Conseil souverain*, Ordonnance de Sa Majesté du 23 juillet 1720, pp. 158-9.

(104a) *Arch. Col. B*, vol. 95, MM. Duquesne et Bigot, 19 may 1753, p. 104.

les peuples avec douceur et humanité, empêcher toute vexation des habitants par les officiers des troupes (105) et des milices et surtout supprimer toute tentative de leur part de forcer les négociants à leur vendre leurs marchandises et leurs denrées à meilleur marché qu'aux autres acheteurs. Enfin, ils devaient encore surveiller l'établissement des nouveaux censitaires et chercher à les placer dans les lieux les plus convenables et les moins exposés aux attaques des ennemis (106).

A l'égard des terres en fief, le gouverneur et l'intendant en faisant la concession en commun, mais ce dernier en expédiait les titres (107). Ils procédaient également de concert à la réunion au domaine royal des seigneuries qui n'avaient pas été mises en valeur. A l'exclusion de tous autres juges, ils connaissaient des contestations relatives au titre des seigneuries, sauf dans les cas de partage dans les familles. En l'absence du gouverneur ou de l'intendant, celui qui était présent était autorisé à faire seul les concessions ou à prononcer seul les réunions. Cependant, il devait appeler, à son choix, un officier du Conseil souverain ou des juridictions royales, et faire mention dans les pièces, sous peine de nullité de tous ces actes, de la nécessité où il s'était trouvé de procéder en cette manière (108).

Dans les cas où le gouverneur et l'intendant se trouvaient d'avis différents sur une question de concession, ils devaient en suspendre l'expédition des titres et rendre compte de leurs motifs au roi qui leur faisait tenir ses ordres. Au cas de partage d'opinion au sujet d'une réunion de seigneurie ou de contestation entre les propriétaires de concessions, ils étaient tenus d'appeler le doyen du Conseil

(105) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 60.

(106) *Arch. Col. B*, 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, pp. 358-9 et 374.

(107) *Arch. Col. B. F3*, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(108) *Edits et Ord. I*, Déclaration du Roi concernant les Concessions dans les Colonies, 17 juillet 1743, p. 573.

ou, à son défaut, le plus ancien des conseillers, qui décidait de la difficulté. Les parties pouvaient se pourvoir en appel au Conseil du roi contre toutes les décisions du gouverneur et de l'intendant en ces matières. Dans l'intervalle, leurs jugements étaient exécutoires par provision, mais ils pouvaient, à leur discrétion, exiger bonne et suffisante caution par la partie gagnante (109).

C'était encore au gouverneur et à l'intendant que s'adressaient les habitants qui n'avaient pu obtenir, après sommation, des terres en censive dans les seigneuries. Ils entendaient la cause et détenaient le droit de concéder des terres dans ces seigneuries en dépit des propriétaires. Les droits seigneuriaux de telles terres se payaient au receveur du domaine du roi, sans que les seigneurs n'y pussent rien prétendre (110).

Quant aux cultures dans la colonie, le gouverneur devait concourir, avec l'intendant, à les encourager et surtout à accroître celles du blé, du lin et du chanvre (111). Mais il était de la juridiction personnelle du premier de travailler à développer la culture et l'élevage dans les postes de l'Ouest et dans les postes de l'Acadie qui pouvaient s'y prêter (112).

Enfin, le gouverneur et l'intendant devaient veiller à l'exécution de l'ordonnance qui défendait de bâtir aucune maison et étable en pierre sur les terres qui avaient moins d'un arpent et demi de front sur trente et quarante de profondeur. Il leur appartenait également de fixer les limites des bourgs et des villages, au delà desquelles cette ordonnance devait s'appliquer (113).

Sur le dernier article de la police, celui du commerce,

(109) *Ibid.*, pp. 574 et 580.

(110) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Roi qui ordonne que les terres dont les concessions ont été faites soient mises en valeur et occupées par des habitants, 6 juillet 1711, p. 325.

(111) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, pp. 60-62.

(112) *Arch. Col. B*, vol. 95, A. M. le Marquis Duquesne, 16 juin 1732, pp. 124, 126-7.

(113) *Edits et Ord.* I, Ordonnance du Roy, portant entre autres choses défense aux habitants de bâtir sur les terres à moins qu'elles ne soient d'un

qui leur était commun, le gouverneur et l'intendant n'exerçaient qu'une juridiction très générale. Leur premier soin était de favoriser le commerce de toutes façons, de protéger les marchands et de leur fournir toutes les facilités dans leurs entreprises (114). Ensuite ils devaient veiller à assurer la liberté du commerce, en prévenant toute tentative d'établir un tarif sur les marchandises en France ou en Canada, en supprimant tout obstacle aux opérations des marchands forains et en permettant aux marchands d'aller par les campagnes faire l'achat des blés (115). Surtout, et c'était la grande obligation, que le roi et les ministres ne cessaient de leur prêcher, devaient-ils prohiber sévèrement tout commerce étranger (116), et empêcher les Canadiens et les Sauvages de porter des fourrures aux colonies anglaises et d'en rapporter des marchandises de fabrication étrangère.

Un pouvoir considérable entre les mains du gouverneur et de l'intendant consistait dans la discrétion qu'ils possédaient de permettre ou d'interdire toute exportation, surtout des vivres et des produits alimentaires de la colonie. Mais ils devaient laisser passer librement les farines, biscuits et légumes destinés à la colonie française de l'île Royale, à qui ils devaient les mêmes soins qu'au Canada, et de plus encourager les Canadiens à y porter des bois et des bestiaux (117).

Dans les postes des pays de l'Ouest, c'était au gouverneur seul, par l'intermédiaire des commandants sous ses ordres, dans les endroits qui s'y prêtaient, d'exciter les habi-

arpent et demi de front sur trente à quarante de profondeur, 28 avril 1745, p. 586.

(114) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 56; Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Vaudreuil de Cavagnal... 22 mars 1755, p. 71.

(115) *Arch. Col. B*, vol. 53, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, pp. 363-7.

(116) *Arch. Col. B*, vol. 53, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, pp. 371-3.

(117) *Ibid.*, pp. 369-370.

tants à préparer des planches, du goudron et des bois de construction navale (118).

En terminant l'étude des fonctions du gouverneur, il faut mentionner qu'il faisait connaître ses décisions par des ordonnances. Il ne pouvait les faire seul que dans le domaine militaire. Dans les autres, dont le principal était celui de la police générale, il ne pouvait les faire qu'avec la jonction de l'intendant. Mais la règle s'établit, de bonne heure, qu'il ne devait se joindre à ce dernier, pour rendre des ordonnances, que sur des affaires de grande importance ou d'immédiate urgence (119). Ce n'était pas cependant une règle bien définie et les ordonnances communes des gouverneurs et des intendants sont nombreuses et portent sur une grande variété de sujets. Car la jonction des deux administrateurs conférait à leur réglementation une force et une importance particulière.

Entre le gouverneur et l'intendant, dont les juridictions s'entremêlaient ou s'opposaient, il survenait nécessairement de nombreuses divergences d'opinions. Dans ces cas, s'ils ne pouvaient parvenir à une entente, ils devaient rendre compte au roi, dans une dépêche commune, de leurs raisons, afin qu'il pût « leur faire savoir ses ordres ». « Si cependant l'affaire sur laquelle ils ne se trouveront pas d'accord requiert célérité, de manière qu'ils ne puissent pas attendre la décision de Sa Majesté, elle veut que dans ces cas le sentiment du Gouverneur Général soit suivi par préférence à celui de l'intendant » (120).

D'autre part, le gouverneur ne devait jamais prendre sur lui d'arrêter l'exécution des ordonnances de l'intendant, mais il devait au contraire lui prêter main-forte. S'il arrivait à ce dernier de commettre des actes contre l'utilité du ser-

(118) *Arch. Col. B*, vol. 95, A M. le Marquis Duquesne, 16 juin 1752, p. 124.

(119) *Arch. Col. B*, vol. 11, Au sieur de Meules, 10 avril 1684, pp. 35-36.

(120) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, pp. 55-56.

vice, le gouverneur devait se contenter d'en donner avis au roi (121).

De son côté, l'intendant ne pouvait s'opposer aux volontés du gouverneur, même si ce dernier ne remplissait pas les intentions du roi. Il devait se borner à lui faire des représentations et à informer le roi de ce qui se passait (122).

(121) *Ibid.* F3, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(122) *Arch. Col. B*, vol. 11, Au sieur de Meules, 10 avril 1684, pp. 40-41.

CHAPITRE QUATRIEME

LES FONCTIONS DE L'INTENDANT

A côté du gouverneur, chef militaire, se plaçait le chef civil qui était l'intendant. En Canada, le second parut longtemps après le premier, car le gouverneur et l'agent sur place de la Compagnie de la Nouvelle-France suffisaient amplement à diriger l'administration d'une colonie naissante.

Avant d'avoir des intendants, le pays eût des commissaires, qui ne firent que passer. En 1662, arriva M. Dumont, porteur d'une commission royale, le chargeant de faire rapport sur la situation de la colonie. De lui, on sait trop peu de chose pour risquer une appréciation de son rôle. L'année suivante, à sa reprise de possession de la Nouvelle-France, le roi, avant de créer le Conseil souverain, nomma un intendant en Canada, M. Robert, qui reçut une commission d'intendant de la justice, police et finances (1), mais qui ne mit jamais le pied dans la colonie.

En son lieu et place, le roi envoya le sieur Gaudais-Dupont, commissaire de la Marine (2). Il eut mission de s'enquérir « comment la justice y est administrée, où les établissements ont été faits pour la police et de quelle sorte les revenus ont été régis et le sont encore à présent ». Justice, police et finances, voilà bien les attributions de tout intendant. De plus, comme tout intendant, il avait « entrée, séance et voix délibérative » au Conseil souverain, où il occupait la troisième place après le gouverneur et l'évêque (3). Enfin, pendant son séjour, il signa avec eux

(1) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Commission d'Intendant de la Justice, police et finances dans la Nouvelle-France, pour le sieur Robert, 21 mars 1663, pp. 278-282.

(2) *Arch. Col.* C11 G, vol. 7, Inventaire des titres d'établissements... Commission de Commissaire de la Marine à Gaudais-Dupont, 7 mai 1663, p. 5.

(3) *Edits et Ord.* III, Commission octroyée au sieur Gaudais pour aller examiner le pays de la Nouvelle-France, 7 mai 1664, p. 23.

les arrêts du Conseil (4) et donna les commissions des officiers de justice nommés par le gouverneur et l'intendant (5). On peut donc considérer Gaudais-Dupont comme le premier intendant canadien avant le titre.

En 1665, à la suite de l'imbroglio Mésy-Laval, le roi, ayant résolu de s'occuper activement du développement de la Nouvelle-France, nomma Jean Talon, intendant du pays avec commission royale. Il fut le premier intendant en titre de la colonie. Sa commission le dénommait « intendant de justice, police et finances en nos pays de Canada, Acadie, et Isle de Terrebonne et autres pays de la France septentrionale ». Elle lui attribuait, en résumé, les droits suivants : assister aux conseils de guerre en Canada, ouïr les plaintes des citoyens et des soldats en toutes matières et leur rendre justice, informer de toutes entreprises contre le service et procéder contre les coupables de tous crimes jusqu'à exécution du jugement, appeler le nombre de juges et de gradués requis par la loi et connaître de tous crimes et délits, abus et malversations, présider au conseil souverain en l'absence du gouverneur, juger souverainement seul en matières civiles et ordonner de tout ainsi qu'il paraîtra juste et à propos (6).

De plus, sa commission lui accordait la direction et la distribution de toutes les dépenses militaires, avec le droit d'en vérifier les états et les ordonnances, de se faire représenter les revues et les registres, et d'ordonner, pour le bien du service, tout ce qui paraîtra nécessaire et dépendra de la fonction d'intendant de la justice, police et finances (7).

Les termes de cette commission se retrouvent identiques dans celle du successeur de Talon, l'intendant Boute-roue (8). Mais Talon revint en 1670 pour un second terme.

(4) *Jugts et Dél.* I, voir page 2 et suiv.

(5) *Ibid.* I, 18 octobre 1663, pp. 33-34.

(6) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Terrebonne, et autres pays de la France septentrionale, pour M. Talon, 23 mars 1665, p. 34.

(7) *Ibid.*

(8) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et

Deux ans plus tard, un arrêt du roi lui accorda des pouvoirs particuliers, qui ajoutaient considérablement à sa juridiction. En premier lieu, le roi lui conférait le droit de faire « des règlements de police tant pour le général du dit pays que pour les habitations particulières ». Ces règlements, qui devaient être soumis au roi, afin de connaître sa décision, étaient, cependant, exécutoires par provision. De plus, le roi lui permettait de nommer des juges dans tous les lieux de la Nouvelle-France et de l'Acadie où la Compagnie des Indes occidentales, propriétaire de la colonie, ne l'avait pas encore fait (9).

Mais Talon rentra en France, cette même année 1672, et le pays resta sans intendant pendant presque trois années entières.

Dans l'intervalle, le gouverneur, M. de Frontenac, dirigea seul l'administration de la colonie. Mais, en 1674, deux procès retentissants devant le Conseil souverain auquel il présidait, procès qui agitèrent considérablement l'opinion publique, révélèrent le danger de laisser dans une seule main l'autorité judiciaire et l'autorité exécutive. L'année suivante, le roi revint, pour ne plus s'en écarter, au système de placer un intendant dans le pays.

Le nouveau titulaire fut l'intendant Jacques Duchesneau. Il portait une commission qui différait sensiblement des précédentes. Le changement résidait, cependant, plutôt dans la différence de la rédaction que dans celle des pouvoirs, car elle énumérait certaines attributions, quand les autres commissions se contentaient de les impliquer. Aux pouvoirs conférés à Talon, s'ajoutaient les attributions suivantes : tenir la main à ce que les juges inférieurs et les officiers de justice ne soient pas troublés dans leurs fonctions, et que le Conseil souverain juge conformément aux lois et à la coutume de Paris ; faire, avec le Conseil souve-

Finances en Canada, Acadie, Isle de Terre-neuve et autres pays de la France septentrionale, pour M. de Bouteroue, 8 avril 1668, pp. 38-39.

(9) *Ibid.* I, Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne à M. Talon de faire des Règlements de Police, 4 juin 1672, p. 72.

rain, les règlements de police générale et voir à leur exécution par les juges subalternes, ou les faire seul, s'il le croit nécessaire au service. De plus, la commission lui accordait la connaissance souveraine et exclusive de tout ce qui concernait la levée et la perception des droits, tant en matière civile que criminelle, en prenant, au cas de peine afflictive, le nombre voulu de gradués, ses jugements étant exécutoires comme des arrêts de cours souveraines. Enfin, elle lui conférait la distribution des deniers provenant de la levée des droits (10). Mais cette commission ne contient plus le droit, accordé à Talon et à Bouteroue, de « juger souverainement seul en matières civiles ».

La commission suivante, celle de de Meulles, répéta celle de Duchesneau, avec cette seule différence qu'elle fut la première qui attribua à l'intendant la présidence effective du Conseil souverain que Frontenac et Duchesneau s'étaient disputée. Elle lui accorda, en effet, le droit de « présider au Conseil souverain, demander les avis, recueillir les voix et prononcer les arrêts » (11).

La commission de Champigny copiait mot à mot celle de son prédécesseur, mais la suivante, celle de Beauharnois, réservait une surprise, tout simplement par la suite du changement de quelques mots. Dans les commissions précédentes, l'énumération des pouvoirs de l'intendant contenait les articles suivants : « tenir la main à ce que tous les juges inférieurs du pays et tous nos officiers de justice soient maintenus en leurs fonctions *sans y être troublés, que le conseil souverain* auquel vous présiderez, ainsi que dit est, *juge toutes les matières civiles et criminelles* conformément à nos édits et ordonnances » (12). Or, dans la commission de Beauharnois, voici comment se lisait le

(10) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terrebonne, et autres pays de la France septentrionale, pour M. Jacques Duchesneau, 5 juin 1675, pp. 42-43.

(11) *Ibid.* Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terrebonne et autres pays de la France septentrionale, pour le sieur de Meules, 17 mai 1682, pp. 46-7.

(12) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et

même passage : « tenir la main à ce que tous les juges inférieurs du pays et tous nos officiers de justice soient mainnus en leurs fonctions *sans y être troublés par le conseil supérieur* auquel vous présiderez ainsi que dit est ; juger en toutes les matières tant civiles que criminelles conformément à nos édits et ordonnances » (13).

On voit d'un coup d'œil comment l'altération du texte s'est produite par l'erreur du copiste qui, après le mot *troublés*, a substitué au mot *que* le mot *par*, et qui ensuite, afin de rendre la phrase intelligible, a remplacé l'indicatif *juge*, qui se rapportait au Conseil, par l'infinitif *juger*, qui devient une attribution de l'intendant. Le résultat, c'est que ce dernier reçoit ainsi carte blanche de « juger en toutes les matières tant civiles que criminelles ». D'un coup l'intendant deviendrait le maître absolu dans le domaine de la justice, ce qui constitue une absurdité.

Les commissions des autres intendants n'offrent aucune variante du modèle établi ; elles répètent exactement celle de Beauharnois avec son anomalie. Celle de Bigot, le dernier intendant, comporte quelques changements qui sont à noter. Elle est la première qui accorde au titulaire le titre d'intendant de marine. A l'occasion du droit de faire seul des ordonnances, elle ajoute l'importante restriction « en matières civiles », ce qui voulait dire qu'en matières criminelles, l'intendant devait les faire avec le Conseil. De plus, elle omet certains détails des attributions relatives aux dépenses militaires. Enfin, au sujet des droits, au lieu de les énumérer par leurs différents noms, elle les désigne par le nom collectif de droits du domaine d'Occident en Canada (13a).

Avec leurs commissions sous les yeux, il reste mainte-

Finances en Canada, Acadie, Isle de Terrebonne et autres pays de la France septentrionale, pour M. de Champigny, 24 avril 1686, p. 50.

(13) *Ibid.* Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terrebonne et autres pays de la France septentrionale, pour M. de Beauharnois, 1^{er} avril 1703, p. 56.

(13a) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, la Louisiane et dans toutes les terres et isles dépendantes de la Nouvelle-France, pour M. Bigot, 1^{er} janvier 1748, pp. 75-6.

nant à étudier, à la lumière des instructions royales et ministérielles et des faits contemporains, les diverses fonctions qui relevaient de l'intendance en Canada.

Nommé par commission du roi, l'intendant était le plus haut dignitaire civil de la colonie, la « seconde personne dans le pays » en pouvoir et dignité (14). Il restait en office durant le bon plaisir du roi et portait le titre d'intendant de la justice, police et finances, sauf Bigot qui reçut aussi celui d'intendant de la Marine. Dans les requêtes, on lui donnait le titre de Monseigneur.

Au Conseil souverain, l'intendant avait la présidence effective, quoiqu'il n'occupât que la troisième place, après le gouverneur et l'évêque, même quand ces derniers étaient absents, car leurs places restaient vides (15). Dans la cathédrale de Québec et l'église paroissiale de Montréal, l'intendant avait droit à un prie-Dieu, à la gauche, sur la même ligne que celui du gouverneur. Dans les autres églises, il pouvait, comme le gouverneur, faire mettre un siège et un carreau. Aux processions, où assistait le Conseil souverain, l'intendant marchait en tête avec le gouverneur, à la gauche de ce dernier. Si le gouverneur était absent, l'intendant marchait seul à la tête des conseillers. A la présentation du pain bénit, il le recevait après le gouverneur et, aux feux de joie, il avait droit à la seconde torche (15a). L'intendant Dupuy se faisait précéder aux cérémonies par deux hoquetons, mais le roi désapprouva cette innovation (15b), et lui permit de se faire précéder d'un seul hoqueton dans les cérémonies qui lui étaient particulières, si elles se passaient hors la cathédrale ou de la présence du gouvernement (16).

(14) *Arch. Col. B*, vol. 52, A M. Dupuy, 15 may 1728, p. 141.

(15) *Arch. Col. C11 A*, vol. 33, *Mémoire sur l'Etat présent du Canada*, 1712, pp. 382-3.

(15a) *Edits et Ord. I*, Règlement fait au sujet des Honneurs dans les Eglises, 27 avril 1716, pp. 353-4.

(15b) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, *Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart*, 19 août 1729, p. 363.

(16) *Arch. Col. C11 A*, A M. Dupuy, 18 may 1728, p. 138.

Quant il visitait les lieux de son département, l'intendant était suivi d'une partie des archers de la maréchaussée (17).

La juridiction de l'intendant s'étendait « en Canada, Acadie, Isle de Terre-Neuve, et autres pays de la France septentrionale », et plus tard en la Louisiane même. Mais c'était là une juridiction plus théorique que pratique. Les distances géographiques la rendaient impraticable. De fait, en 1726, le roi écrivait lui-même à l'intendant que, comme la colonie de l'île Royale qui est de son intendance, ne se trouve point à portée de ses soins, il envoyait ses ordres directement au commissaire ordonnateur de la Marine en cette île (18). A plus forte raison, l'intendant du Canada ne pouvait-il pas diriger les affaires de la Louisiane. En fait, il n'avait sous ses ordres que la colonie Canadienne.

Dans les différentes sphères qui se partageaient l'administration de la Nouvelle-France, l'intendant exerçait une juridiction qui variait considérablement. Dans les deux domaines de la justice et de la finance, il possédait une autorité pratiquement absolue. Au contraire, dans les deux domaines des affaires militaires et des relations indiennes, il ne détenait que des attributions secondaires de contrôle et de surveillance. Enfin, dans les deux domaines de la religion et de la police, il possédait une juridiction générale, en commun avec le gouverneur, mais dont l'initiative et les détails relevaient principalement de lui.

Dans le domaine judiciaire, l'intendant qui portait le titre d'intendant de la justice, détenait une juridiction exclusive et souveraine. Son premier devoir était d'assurer aux peuples une « bonne et brève justice » et de procéder contre tous les coupables de quelque qualité et condition qu'ils fussent (19). Il devait également veiller à l'exécution

(17) *Arch. Col. B*, vol. 11, Lettre du Roy au sieur de Meules, 10 mars 1685, p. 199.

(18) *Arch. Col. B*, vol. 49-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Dupuy, 1^{er} may 1726, p. 304.

(19) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, la Louisiane et dans toutes les terres et isles dépendantes de la Nouvelle-France, pour M. Bigot, 1^{er} janvier 1748, p. 75.

des arrêts, règlements et ordonnances, sans s'en départir sous aucun prétexte (20). Dans ce but, il devait voir à bien faire rendre justice dans les cours subalternes et à faire cesser toutes vexations ou mauvais usages (21). Si les parties ne pouvaient obtenir satisfaction devant un tribunal, il devait le rappeler à l'ordre et, s'il ne s'amendait pas, en donner avis au roi (22). Il devait aussi tenir la main à ce que les officiers de justice s'acquittassent exactement de leurs fonctions (23).

Ainsi, s'il constatait qu'un juge refusait de rendre justice aux parties, l'intendant pouvait renvoyer l'instance devant un autre juge (24). Au cas plus grave, où certains officiers des justices subalternes et même du Conseil souverain fussent accusés et convaincus de mauvaise conduite, l'intendant pouvait informer contre eux et leur faire leur procès avec le Conseil souverain. Mais s'il n'existait que des soupçons, il devait se contenter d'en donner avis au roi pour sa décision (25). S'il voyait même que le Conseil souverain, par l'intérêt des conseillers, refusait de rendre la justice due, ou contrevenait manifestement aux ordonnances royales, l'intendant pouvait travailler à réprimer ces désordres de concert avec le gouverneur, mais sans violence et sans jamais, sous quelque prétexte que ce fût, obliger un conseiller à repasser en France. Là encore il devait se

(20) *Arch. Col. F3*, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195 v.

(21) *Edits et Ord. II*, Ordonnance portant règlement pour remédier à plusieurs abus qui se commettent dans l'administration de la Justice par les Officiers de la Juridiction Royale de Montréal, 25 juin 1739, p. 380.

(22) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart... 22 mars 1729, p. 251.

(23) *Edits et Ord. II*, Ordonnance qui règle la tenue des Registres du Greffe de la Juridiction de Montréal et autres dispositions, 26 juin 1743, p. 386.

(24) *Ordonnances des Intendants*, XII, Ordonnance renvoyant le sieur Raby à se pourvoir devant M. André, commis à cet effet à la place du sieur de l'Epinay, pour l'expédition du brigantin le *Saint-François*, 12 mai 1733, pp. 86-7.

(25) *Arch. Col. B*, vol. 8, Instructions que le Roy veut estre mise es-mains du sieur de Meules, 10 mai 1682, p. 101.

contenter de mettre le roi au courant des faits (26). Car il ne pouvait, même au cas de méconduite, interdire, de sa propre autorité, un officier de justice, mais si la chose devenait nécessaire, il pouvait le faire, mais de concert avec le gouverneur par une ordonnance qui devait être envoyée au roi (27). L'intendant pouvait, d'autre part, surseoir à l'exécution d'un jugement du Conseil souverain, s'il jugeait qu'il contenait des dispositions contraires au service du roi ou au bien public, jusqu'au temps où, après avoir conféré avec le gouverneur, ils eussent convenus d'une solution, s'ils ne préféreraient attendre là-dessus des ordres du roi (28).

Cette surveillance des juges et des cours, l'intendant l'exerçait encore, en tenant le roi et le ministre au fait de la conduite des officiers de justice. De concert avec le gouverneur, il en écrivait à Versailles et proposait, en même temps, des sujets pour les places vacantes (29). Dans ses dépêches personnelles, il était aussi dans l'habitude d'adresser au ministre des listes, avec apostilles, des magistrats et des procureurs, où il appréciait leurs bonnes et mauvaises qualités (30). Il signalait ainsi les juges incapables de tenir leur emploi ou qui s'acquittaient mal de leurs fonctions. Le roi les relevait alors ou leur adressait des réprimandes. Cependant, l'intendant ne devait jamais traiter les juges cavalièrement, mais avec douceur, et les soutenir de son autorité (31).

Toute vaste qu'elle fût, l'autorité de l'intendant ne lui permettait pas de nommer des juges, ni même des procu-

(26) *Ibid.*

(27) *Arch. Col.* F3, vol. 6, Extrait de la lettre du Ministre au sieur de Meules, 20 mars 1685, p. 310.

(28) Moreau de Saint-Méry, *Lois et Constitutions des Colonies françaises*, I, Lettre du Ministre au Gouverneur Général des Isles touchant la suspension d'un arrêt par l'Intendant des dites Isles, 26 décembre 1703, p. 717.

(29) *Arch. Col.* B, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vandreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 58.

(30) *Arch. Col.* F3, vol. 9, Le Ministre à Raudot, 6 juin 1708, p. 145.

(31) *Arch. Col.* F3, vol. 9, Extrait de la lettre du Ministre à M. Raudot, 6 juin 1708, pp. 139-140.

reurs du roi (32). Seul entre tous, Talon reçut personnellement ce pouvoir, mais seulement dans les endroits où la Compagnie des Indes n'avaient pas établi de cours (33). Cependant, les intendants pouvaient, par intérim et par provision, sous le bon plaisir du roi, faire la nomination des juges (34), des procureurs du roi (35) et des greffiers (36). Mais ils détenaient le droit de pourvoir aux charges d'huissiers du Conseil souverain et de greffier de la maréchaussée (37). De même, ils nommaient les notaires et pouvaient également les interdire (38). Avec le gouverneur, l'intendant devait veiller à prévenir l'établissement dans la colonie des avocats et des procureurs (39). Enfin, à la fin du régime, c'étaient eux qui, conjointement avec le gouverneur, faisaient la nomination des assesseurs au Conseil supérieur de Québec (40).

Mais le rôle des intendants allait encore plus loin. Il s'étendait jusqu'à créer, à l'occasion, une nouvelle procédure afin de faciliter l'administration de la loi. Ainsi Bégon autorisa les missionnaires à recevoir les testaments sur le

(32) *Arch. Col. B*, vol. 7, Le Ministre à M. Duchesneau, 15 may 1678, p. 302.

(33) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne à M. Talon de faire des Règlements de Police, 4 juin 1672, p. 72.

(34) *Ordonnances des Intendants.* I, Commission au sieur Deschambault pour continuer de faire la charge de Lieutenant général à Montréal, 13 septembre 1705, p. 21.

(35) *Edits et Ord.* III, Commission de Substitut du Procureur du Roi en la Prévôté de Québec pour M. Perthuis, 23 novembre 1753, p. 113.

(36) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui permet au sieur David, praticien, d'exercer l'office de greffier de la Juridiction Royale de Montréal conformément au bail qui lui en a été fait, 10 mars 1719, p. 290.

(37) *Arch. Col. F3*, vol. 5, Pouvoir au sieur Duchesneau de commettre aux charges d'huissier du Conseil souverain du Canada et de greffier de la Maréchaussée dudit pays, 29 mai 1680, p. 503.

(38) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui interdit Abel Michon, notaire, de ses fonctions pendant trois mois... 2 mars 1715, p. 284; Ordonnance qui commet le sieur de Courville pour faire les fonctions de Notaire Royal dans toute l'étendue de l'Acadie Française, 28 mai 1754, p. 417.

(39) *Arch. Col. B*, vol. 83, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de la Jonquière... et Hocquart... 1^{er} avril 1746, p. 153.

(40) *Edits et Ord.* I, Lettres patentes en forme d'édit concernant les Assesseurs aux Conseils supérieurs des Colonies, août 1742, p. 562.

même pied que les curés et les vicaires (41). De son côté, Raudot établit une modification dans la confection des baux judiciaires des biens des mineurs (42). Aussi Hocquart pouvait-il déclarer avec raison que le roi avait conféré aux intendants des colonies des prérogatives particulières (43).

En dehors de la direction et de la surveillance générale de la justice, l'intendant remplissait certaines fonctions de judicature fort importantes. D'abord, il avait la présidence effective du Conseil souverain, le plus haut tribunal du pays. Il remplissait toutes les fonctions de président, même en présence du gouverneur, demandait les avis, recueillait les voix, prononçait et signalait les arrêts (44). C'est lui qui convoquait les séances extraordinaires du Conseil.

De plus, par sa commission, il était de sa compétence d' « informer de toutes entreprises, pratiques et menées » contre le service du roi, de juger en dernier ressort tous les crimes contre la sûreté de l'Etat, assemblées illicites, séditions et monopoles, en appelant avec lui le nombre de juges et gradués fixé par la loi et de parfaire le procès jusqu'à exécution du jugement inclusivement (45). Car tout acte contre le gouvernement relevait de la juridiction de l'intendant (46).

Par sa commission également, l'intendant recevait exclusivement la connaissance de tout ce qui concernait la levée et la perception des droits, tant en matière civile qu'en

(41) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui autorise les Missionnaires de recevoir les testaments des Habitants en présence de trois témoins, 30 avril 1722, p. 296.

(42) *Edits et Ord.* III, Jugement qui ordonne et règle qu'à l'avenir les Baux judiciaires seront faits dans la justice des Seigneuries devant les juges lorsqu'ils tiendront leurs audiences, etc.... 26 mars 1710, p. 147.

(43) *Arch. Col.* C11 A, vol. 85, Hocquart au Ministre, 8 septembre 1746, p. 335.

(44) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, la Louisiane et dans toutes les terres et Isles dépendantes de la Nouvelle-France, pour M. Bigot, 1^{er} janvier 1748, p. 75.

(45) *Ibid.*

(46) *Ordonnances des Intendants*, I, Commission de sub-délégué au sieur Deschambault, Lieutenant général de Montréal, pour faire le procès aux rebelles de la coste, 26 octobre 1705, pp. 17-18.

matière criminelle (46a). Ainsi relevaient de lui toutes les affaires de contrebande, de fraude, de non-paiement des impôts et de fausse monnaie (46b). A quoi s'ajoutait la juridiction, fort importante au pays, des contestations relatives au castor (46c), tant au civil qu'au criminel (46d), qui était, privativement aux autres juges, réservée à l'intendant jugeant en dernier ressort (46e). C'était encore à l'intendant de connaître des contraventions résultant du commerce du castor et des marchandises avec les colonies anglaises (46f). Enfin, tout ce qui concernait le domaine du roi, propriété, usage et revenus, relevait de lui privativement aux autres juges (46g).

Par exception, l'intendant en Canada possédait une attribution spéciale : celle de juge-consul, comme on appelait les juges des tribunaux de commerce (47). La juridiction consulaire, qui avait pour but d'abréger les procès entre marchands, prenait connaissance des causes qui pouvaient naître des billets, des ventes, des salaires, des assurances, en un mot, de tous les différends qui pouvaient surgir entre gens du commerce seulement (48). La procédure suivait les formes prescrites par l'Ordonnance de 1667. Cette juridiction était acceptée par le roi qui, dans ses instructions, recommandait à l'intendant de l'exercer lui-même, le plus

(46a) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de Justice, Police et Finances au Canada, pour M. Bigot, 1^{er} janvier 1748, p. 76.

(46b) *Anciennes Lois françaises*, XVI, Edit de création des Intendants, Neufchâtel, mai 1635, 443-7.

(46c) *Arch. Col.* F3, vol. 4-2, Arrêt du Conseil d'Etat, 4 juin 1675, p. 753.

(46d) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi au sujet du commerce des Castors, 25 juin 1707, p. 304.

(46e) *Ibid.* Arrêt du Conseil d'Etat du Roi portant Règlement pour les recettes des Castors, 11 juillet 1718, p. 398; Déclaration du Roi qui rectifie son Ordonnance du 6 juillet 1709, au sujet de la fraude des Castors, 6 mai 1715, p. 347.

(46f) *Ibid.*, p. 347.

(46g) *Edits et Ord.* IV, Jugement qui, à la requête du Directeur Général des Fermes du Roi, déclare nulles les sentences et toute la procédure qui s'en est ensuivie au sujet de la succession de François Joseph Peyre dit Carpentras en déshérence, 3 mai 1724, p. 210.

(47) Cugnet, *Traité de la loi des fiefs*, p. 71.

(48) *Anciennes Lois françaises*, XVI, Déclaration sur la juridiction et la compétence des juges-consuls, 2 octobre 1610, p. 14.

sommairement possible, pour le bénéfice des marchands de France qui vendaient leurs cargaisons dans la colonie (49).

L'intendant possédait encore une juridiction qui lui était spéciale et facultative : celle de juger, à son gré, les contestations sommaires, qui embrassaient toutes les petites causes depuis une livre ou vingt sous jusqu'à cent livres. Il pouvait les entendre lui-même ou conférer ce droit à des subdélégués (50). Dans ces causes, le jugement de l'intendant était sans appel (51). Quelque fut l'origine de cette compétence, le ministre approuvait l'intendant Hocquart de la pratiquer. Il la trouvait très louable à tous égards, car elle évitait aux plaideurs des frais de voyage et de procédure. Elle permettait, en plus, de bien connaître la conduite et les caractères des habitants. Aussi le ministre suggérait-il que le commissaire de la Mariie à Montréal, qui était le subdélégué d'office de l'intendant, la mît en pratique dans cette ville (52).

En outre d'être juge, l'intendant pouvait encore être arbitre par voie d'accommodement. Quand les parties en désaccord acceptaient, d'un commun consentement, de s'en rapporter à son jugement, le roi permettait à l'intendant de régler ces différends, mais à titre d'arbitre choisi et nommé par les parties. Le roi ne voulait pas que, par autorité ou persuasion, les parties fussent aucunement amenées à se soumettre à ses décisions (53).

Une juridiction importante de l'intendant était celle qui se rattachait aux terres en seigneurie. Avec le gouverneur, il jugeait toutes les contestations entre les concessionnaires de fiefs, quand elles se rapportaient à la validité, à la situa-

(49) Arch. Col. B, 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, p. 359.

(50) Cugnet, *Traité de la loi des fiefs*, p. 70; Smith, *History of Canada*, I, Appendix, pp. 8-11.

(51) Shortt and Doughty, *Documents relating to the Constitutional History of Canada*, p. 40.

(52) Arch. Col. B, vol. 76-1, A MM. de Beauharnois et Hocquart, 15 avril 1743, p. 179.

(53) Arch. Col. B, vol. 8, Instruction que le Roy veut estre mise ès mains du sieur de Meules, 10 mai 1682, p. 102.

tion et aux limites des concessions (54). Ensemble encore, ils concédaient les terres que les censitaires, après sommation, ne pouvaient obtenir des seigneurs (54a), mais il appartenait à l'intendant seul de juger les difficultés entre seigneurs et censitaires quant à la réunion aux seigneuries des terres non mises en valeur (55).

Autre juridiction se rattachant au régime seigneurial, c'était à l'intendant de décider les différends provenant des droits de chasse et de pêche, que recevaient les censitaires par leurs titres de concession (56). Cette juridiction en matières de droits seigneuriaux allait beaucoup plus loin. Car l'intendant était, en ce domaine, l'interprète de la coutume. Il décidait, à la fois, de la lettre et de l'esprit de la loi, quand les parties portaient leurs plaintes devant son tribunal. Il n'hésitait pas à modifier les textes des contrats et à changer les dispositions habituelles (57).

A son titre de chef de la police, l'intendant était juge, à l'exclusion de tout autre, des affaires qui intéressaient la police (58). Entre autres attributions, c'était à lui qu'on en appelait des opérations et décisions du grand-voyer, qui était sous ses ordres (59). En conséquence, de lui, relevait tout le contentieux résultant de la voirie, ce qui voulait dire

(54) *Edits et Ord.* I, Déclaration du Roi concernant les Concessions dans les Colonies, 17 juillet 1743, p. 573.

(54a) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Roi qui ordonne que les terres dont les concessions ont été faites, soient mises en culture et occupées par des habitants, 6 juillet 1711, p. 325.

(55) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Roi qui déchoit les habitants de la propriété des terres qui leur avaient été concédées, s'ils ne les mettent en valeur, en y tenant feu et lieu dans un an et jour de la publication du dit arrêt, 6 juillet 1711, p. 326.

(56) *Arch. Col.* F3, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 196.

(57) *Edits et Ord.* II, Ordonnance en faveur des Habitants de Notre-Dame des Anges portant que la clause de confiscation insérée dans leurs Contrats de concession, contre ceux qui donneront de l'eau-de-vie aux sauvages, ne tirera pas à conséquence, 8 juillet 1706, p. 262; Ordonnance au sujet de la réserve que les Seigneurs ont faite dans les Contrats de concessions qu'ils ont donné à leurs tenanciers de prendre tous les bois qui leur seront nécessaires, 2 juillet 1706, pp. 262-3.

(58) Cugnet, *Traité de la Police*, p. 1.

(59) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui enjoint à tous Officiers de Milice

les chemins, ponts, bacs, entretien des rues et constructions dans les villes (60). De même, il appartenait à l'intendant de juger les contraventions, au sujet des permissions de tenir cabaret dans la campagne (61). C'était aussi à l'intendant de connaître seul les contestations qui pouvaient résulter des congés de traite (62). Par arrêt spécial, l'intendant recevait encore l'attribution des procès qui pouvaient naître de l'ouverture des mines de fer. Il en connaissait en première instance à l'exclusion des autres cours, sauf appel au Conseil du roi (63).

En outre, l'intendant, seul ou avec le gouverneur, possédait certaines juridictions très particulières. Ainsi par une décision spéciale, c'était à l'intendant et à six juges de son choix, que le roi avait remis de juger, en dernier ressort et sans appel, les procès pendants devant le Conseil souverain auxquels des conseillers étaient parties (64). En outre, l'intendant et le gouverneur formaient le tribunal compétent à connaître des réclamations faites par les Sauvages au sujet des marchandises saisies, mais avec jonction du premier conseiller à Québec ou du juge royal à Montréal (65). Ces deux administrateurs constituaient encore la cour devant laquelle devaient être portés les appels des jugements rendus par les commandants des postes, où l'intendant

et autres d'obéir au sieur Lanouillier Grand-Vager dans les fonctions de sa charge, 7 janvier 1731, p. 342.

(60) *Anciennes Loix françaises*, XVI, Edit de création des Intendants, Neufchâtel, mai 1638, pp. 443-7.

(61) *Arch. Col. F3*, vol. 10, Arrêt du Conseil d'Etat au sujet des cabarets dans les costes, 22 mai 1724, p. 332.

(62) *Arch. Col. F3*, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(63) *Arch. Col. B*, vol. 54-2, Arrêt qui attribue à l'Intendant de la Nouvelle-France la connaissance des procès qui pourraient naître à l'occasion de l'ouverture des mines de fer, 4 avril 1730, pp. 487-8.

(64) *Edits et Ord. I*, Déclaration du Roi sur le jugement des causes de récusation et autres en Canada et sur les Requêtes civiles, mars 1685, pp. 253-4.

(65) *Ibid. I*, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi touchant les réclamations de marchandises ou effets faites par les Sauvages du Canada, 28 avril 1716, p. 355.

n'avait pas de subdélégué (66). Enfin, il importe de signaler que l'intendant qui rendait de nombreux jugements et promulguait de multiples ordonnances, était, privativement aux autres juges, le seul tribunal compétent à juger les contestations qui résultaient des uns ou des autres. Il était fait défense aux autres cours de connaître de ces instances (67).

Parmi les attributions judiciaires de l'intendant, une des plus importantes était son droit d'évoquer devant lui pour les juger, s'il l'estimait préférable, toutes affaires, même de police, tant civiles que criminelles. Car sa commission lui conférait le pouvoir de connaître de « tous crimes et délits, abus et malversations » (68), et Versailles admettait que l'intendant put « s'attirer les affaires qu'il juge à propos » (69). Certains intendants usèrent, plus que les autres, de ce droit. Un ministre dut rappeler à de Meules qu'« il ne doit pas se rendre seul juge de tous les procès » (70) et un autre écrivit à Raudot de laisser aux juges « ce qui doit être de leurs fonctions » (71). Ces évocations se faisaient ou du propre mouvement de l'intendant ou à la demande de l'une des parties (72). L'intendant pouvait également évoquer devant lui une cause pendante devant la cour seigneuriale (73), devant une juridiction royale, ou

(66) *Arch. Col. B*, vol. 74-2, Le Ministre à Beauharnois et Hocquart, 20 avril 1742, pp. 341-2.

(67) *Edits et Ord.* III, Jugement qui rejette la sentence de M. Raimbault et ordonne que l'ordonnance de M. Raudot, du 2 juillet 1707, sera exécutée selon sa forme et teneur... 14 septembre 1720, p. 183.

(68) *Ibid.* Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, la Louisiane et dans toutes les terres et isles dépendantes de la Nouvelle-France, pour M. Bigot, 1^{er} janvier 1748, p. 75.

(69) *Arch. Col. F3*, vol. 9, Extrait de la lettre du Ministre à M. Raudot, père, 6 juin 1708, p. 141.

(70) *Arch. Col. B*, vol. 11, Au sieur de Meules, 10 avril 1684, p. 33.

(71) *Arch. Col. F3*, vol. 9, Extrait de la lettre du Ministre à M. Raudot père, 6 juin 1708, p. 139.

(72) *Ordonnances des Intendants*, V, Ordonnance entre Nicolas et Jean Trudel et Nolin, habitants de la paroisse Saint-Pierre en l'isle d'Orléans, 30 janvier 1718, p. 273.

(73) *Ibid.* VII, Ordonnance portant évocation d'instance entre Antoine Olivier Quiniart et Pierre Noël... 2 août 1722, p. 219.

même devant le Conseil souverain (74). De même qu'il pouvait évoquer des causes, l'intendant pouvait référer à une autre juridiction une instance pendante devant lui ou devant ses subdélégués, s'il le jugeait à propos pour la meilleure administration de la loi (75).

Avec ses multiples juridictions, l'intendant ne pouvait suffire à tout. Force lui était de se faire remplacer en vertu du droit de délégation. Il était libre de se nommer des substituts qu'on appelait ses subdélégués, parce qu'il était lui-même le délégué du roi. Ces subdélégués n'étaient point des fonctionnaires, mais de simples mandataires, qu'il nommait et révoquait à volonté. A Montréal, le commissaire de la Marine était son subdélégué de droit. En plus, l'intendant pouvait en nommer le nombre qu'il lui plaisait et leur donner la juridiction qu'il jugeait préférable. Ainsi il pouvait octroyer une commission générale pour entendre les causes sommaires ou des affaires de police (76), ou encore une commission restreinte à une certaine juridiction (77), ou même limitée à une seule affaire (78). De leurs jugements, on ne pouvait en appeler qu'à l'intendant (79). Car il n'était reçu au Conseil du roi aucun appel des ordonnances rendues par les subdélégués, sauf aux parties de s'adresser aux intendants pour y être pourvus ainsi que ce dernier le jugeait bon (80).

Dans ses multiples attributions judiciaires, l'intendant ne se considérait pas strictement lié à suivre la loi ou la procédure régulière. Sans doute, écrivait un ministre, il

(74) *Ibid.* Ordonnance portant évocation d'instance entre Marie Duval, femme de Jacques Beaufort, farinier de la Coste Lauzon, et Jean Pierre et Nicolas Demers, 8 novembre 1722, p. 280.

(75) *Ibid.* I, Entre le sieur de la Gauchetière et Villier, 4 juin 1707, p. 403.

(76) Cugnet, *Traité de la loi des fiefs*, p. 70.

(77) *Ordonnances des Intendants*, III, Commission de sub-délégué de M. l'Intendant à Montréal au sieur Raimbault, 16 novembre 1709, p. 194.

(78) *Ibid.* I, Commission de subdélégué au sieur Deschambault, lieutenant général de Montréal, pour faire le procès aux rebelles de la coste, 26 octobre 1705, p. 17.

(79) Cugnet, *Traité de la loi des fiefs*, pp. 70-71.

(80) *Anciennes Lois françaises*, XXII, Règlement concernant la procédure au Conseil, Versailles, 28 juin 1738, p. 57.

convient que l'intendant soit, « autant qu'il le pourra, le premier observateur des règles, sans quoi tout deviendrait arbitraire », mais ajoute-t-il, « je sais bien que les intendants ne doivent pas être scrupuleusement attachés à la formalité des procédures, mais enfin il convient de s'assujettir autant qu'il est possible aux ordonnances et à la coutume » (81). Ainsi l'intendant Raudot ne se gênait pas pour renverser ses propres ordonnances (82).

Des jugements de l'intendant dans les diverses sphères de sa juridiction, sauf dans les causes sommaires qui étaient sans appel (83), on pouvait en appeler au Conseil du roi en France (84). Mais ces appels ne furent guère nombreux au cours du régime, vu l'éloignement du tribunal d'appel et le coût des procédures.

Après la justice, les finances constituaient le second domaine exclusif de l'intendant, qui devait en « être chargé seul » (85). L'administration des fonds, des vivres, et des munitions et, généralement, tout ce qui se rapportait aux magasins et à la caisse lui appartenaient uniquement. Aucun paiement, aucune consommation ne devait se faire que sur ses ordres (86). A lui étaient consignés les fonds annuels qui venaient de France et seul un ordre de lui pouvait autoriser le commis des Trésoriers de la Marine à Québec à s'en servir. Sans cet ordre, ce dernier encourait le risque d'une punition ou d'une destitution, selon la gravité du cas (87).

(81) *Arch. Col.* F3, vol. 9, Extrait de la lettre du Ministre à M. Raudot père, 6 juin 1708, p. 140.

(82) *Edits et Ord.* II, Ordonnance au sujet du chemin de la Sainte-Famille, 14 juin 1710, p. 379. « Sans nous arrêter à toutes les ordonnances que nous avons rendues au sujet des dits chemins, que nous avons cassé et annulé », déclare Raudot.

(83) Shortt and Doughty, *Documents relating to the Constitutional History of Canada*, p. 40.

(84) *Anciennes Lois françaises*, XXII, Règlement concernant la procédure du Conseil, Versailles, 28 juin 1738, p. 57.

(85) *Arch. Col.* B, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, intendant de la Nouvelle-France, 23 février 1748, p. 130.

(86) *Ibid.* vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, pp. 57-58.

(87) *Ibid.* vol. 53-2, Mémoire pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 19 avril 1729, p. 326.

C'était encore à l'intendant qu'était consignées les marchandises et les munitions du roi, et les gardes-magasins n'en étaient responsables qu'à lui ; lui seul pouvait donner un ordre en permettant l'emploi (88).

Dépositaire des fonds, c'était l'intendant qui donnait ordre de payer les appointements des officiers et la solde des soldats, les traitements des officiers de justice et le salaire de tous les fonctionnaires, ainsi que les allocations aux communautés religieuses (89). Toutes les dépenses portées au budget de la colonie s'exécutaient sous sa direction, nulle ne pouvant se faire, même dans un cas d'utilité publique, sans passer par son intermédiaire.

De plus, par sa commission, l'intendant avait seul la connaissance et la direction souveraine de tout ce qui concernait la levée et la perception des droits du Domaine d'Occident en Canada et de tous les autres droits qui existaient dans le pays. C'était à lui également de faire la distribution des deniers provenant de ces droits (90). Le directeur du Domaine qui servait sous lui, remettait, sur son ordre, les fonds perçus au commis des Trésoriers, qui ne pouvait en faire usage que sur ses instructions (91). A ce même titre de chef du Domaine, c'était l'intendant qui avait la haute direction de la traite qui se faisait dans certains postes au nom et au compte du roi (91a). Tous les ans, il en faisait le sujet d'un compte rendu à Versailles (91b). Il

(88) *Arch. Col.* C11 A, vol. 33, Mémoire sur l'état présent du Canada, 1712, p. 406.

(89) *Ibid.* B, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, intendant de la Nouvelle-France, 23 février 1748, pp. 132-3.

(90) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, la Louisiane et dans toutes les terres et isles dépendantes de la Nouvelle-France, pour M. Bigot, 1^{er} janvier 1748, p. 75.

(91) *Arch. Col.* F3, vol. 142, Mémoire sur les fonctions du Gouverneur et de l'Intendant en Canada, fol. 195.

(91a) *Ordonnances des Intendants*, I, Commission au sieur de la Gorgendièrre pour exploiter le fort de Frontenac, 23 février 1706, pp. 11-12.

(91b) *Arch. Col.* B, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart... 22 mars 1729, pp. 260-1.

recevait également entre ses mains le produit de ces traites (91c). Mais l'établissement de ces postes ne pouvait se faire que sur l'ordre du roi (91d). Quant aux postes affermés, c'était à l'intendant d'en conduire l'adjudication et d'en passer les contrats, mais il devait au préalable en conférer avec le gouverneur à cause des Sauvages qui relevaient de ce dernier (91e).

Chargé du contrôle des droits royaux, l'intendant avait encore la direction des impositions qui pouvaient, à l'occasion, être établies pour des fins spéciales. Ainsi fut-il chargé de la direction des impositions levées pour la construction de l'enceinte de Montréal. Il en surveillait la perception et l'emploi (93). Mais cette autorité en matière d'impôt s'arrêtait là. Seul ou avec le gouverneur, l'intendant ne pouvait ordonner une imposition quelconque. C'était là un droit de souveraineté que le roi ne communiquait à personne. Pour ordonner une imposition nouvelle, même pour la défense du pays, et payable par ses habitants, il fallait au gouverneur et à l'intendant convoquer une assemblée des notables, y arrêter le projet et pourvoir aux fonds nécessaires. Cette délibération restait suspendue, jusqu'à ce que le roi l'eût approuvée, hormis d'une nécessité immédiate interdisant tout retard. Même dans ce cas, il fallait faire accepter l'imposition par l'assemblée des notables (93).

Dépositaire des fonds en espèces et en nature, et directeur de la levée et de l'usage des deniers royaux, l'intendant avait, en Canada, une troisième fonction extrêmement im-

(91c) *Arch. Col. B*, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, intendant de la Nouvelle-France, 23 février 1748, p. 129.

(91d) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, pp. 377-8.

(91e) *Arch. Col. B*, vol. 48-2, A. M. de Vaudreuil, 11 août 1725, pp. 141-2; C11 A, vol. 93, Bigot au Ministre, 4 octobre 1749, p. 284.

(92) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 17 avril 1728, p. 385.

(93) *Arch. du Ministère des Colonies*, B, vol. 72, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Champigny, Gouverneur et lieutenant général pour S. M. aux Isles du Vent, et La Croix, Intendant aux dites Isles, 25 septembre 1741, fol. 116.

portante. Il était le grand argentier de la colonie qui possédait un système particulier de monnaie. On l'appelait la monnaie de cartes parce qu'elle se fabriquait sur place avec des cartes à jouer. Or c'était l'intendant qui, parfois de sa propre autorité, et plus souvent sur les instructions de Versailles, dirigeait et surveillait la fabrication de cette monnaie. Le seul contrôle de ces émissions consistait dans le procès-verbal qui en était rédigé, signé par le gouverneur, l'intendant et le contrôleur de la Marine à Québec. Ces trois fonctionnaires signaient ou initialaient chacune des cartes ainsi fabriquées.

Mais, à côté de la monnaie de cartes, dont l'émission était généralement surveillée et strictement limitée par les ministres, l'intendant fabriquait encore une autre espèce de monnaie, qui était les billets de caisse reçus en blanc de France et qu'il remplissait lui-même selon les besoins et les circonstances, sans aucun contrôle immédiat (94). En outre, c'était encore l'intendant, laissé à lui-même, qui fixait le montant des lettres de change à tirer sur les Trésoriers de la Marine à Paris pour solder une partie des dépenses du pays. Quoique le chiffre en fut souvent fixé par le ministre, et l'ordre toujours donné de ne pas excéder l'état du roi (95), l'intendant ne se gênait guère, à la moindre pression des circonstances, pour dépasser le montant de l'année. Enfin, de bonne heure, ce fut l'intendant seul qui prit l'habitude de fixer le cours des monnaies dans le pays (96), quoique, parfois, le gouverneur se joignit à lui pour en faire le sujet d'une ordonnance.

Parce qu'il était contrôleur de la bourse, l'intendant était aussi le directeur des travaux publics. C'était lui qui

(94) *Ordonnances des Intendants*, I, Ordonnance pour faire valider les cartes, Raudot, 24 octobre 1705, pp. 16-17.

(95) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 14 avril 1729, p. 363.

(96) *Ordonnances des Intendants*, I, Ordonnance pour les pièces de quatre sols et les sols marquez, 5 décembre 1705, pp. 41-2.

en réglait les conditions et en passait les contrats (96a). Mais il ne devait ordonner des travaux de fortifications que sur les ordres du roi, sous peine de responsabilité personnelle. Mais il pouvait, chaque année, faire exécuter les réparations nécessaires, tant aux fortifications qu'aux bâtiments du roi (96b). A l'occasion des travaux publics, il pouvait imposer des corvées à la population, l'obligeant même à fournir certains matériaux (96c). Quant aux achats de toute espèce, matériaux ou vivres, pour le service du roi dans la colonie, ils se faisaient toujours sous la direction de l'intendant (96d).

Ainsi, dans le domaine des finances, l'autorité de l'intendant régnait souveraine. Hors de la surveillance et des instructions ministérielles, ses seules restrictions, peu importantes d'ailleurs, lui venaient du gouverneur. D'abord, l'intendant devait établir avec lui le projet du budget annuel et naturellement dans les parties qui relevaient de lui, questions militaires et indiennes, il devait accepter les propositions du gouverneur. Même dans les matières qui leur étaient communes, l'opinion du représentant du roi devait prédominer (97). Une fois le budget adopté par Versailles, il suffisait, pour les dépenses prévues sur l'état du roi et concernant le bien du service militaire, que le gouverneur en demandât l'exécution : l'intendant ne devait y apporter aucune difficulté. Mais, hors de ces cas, c'était l'avis de l'intendant, qui devait s'exécuter. Il n'était tenu que de communiquer un état de la question au gouverneur, qui

(96a) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 19 avril 1729, p. 246.

Ordonnances des Intendants, I, Ordonnance pour l'adjudication des fortifications, 29 novembre 1705, p. 37.

(96b) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 249-250.

(96c) *Ordonnances des Intendants*, I, Ordonnance pour faire des pieux de cèdre dans le gouvernement des Trois-Rivières, 23 janvier 1706, p. 62.

(96d) *Arch. Col. B*, vol. 97, A. M. Bigot, 18 juin 1753, pp. 186-7.

(97) *Arch. Col. C11 A*, vol. 83, Hocquart au Ministre, 24 septembre 1745, p. 325.

déférerait à ses raisons (98). Mais ce dernier pouvait demander à l'intendant de lui remettre des états des vivres et des munitions afin d'être bien au courant des ressources du moment. Enfin, si le gouverneur jugeait à propos de faire quelque dépense extraordinaire, l'intendant devait l'ordonner, mais le gouverneur ne devait le faire que dans un cas de nécessité absolue dont il rendait compte à Versailles (99), et cette nécessité devait être telle qu'elle ne permit pas d'attendre les ordres du roi (100). Car même la jonction du gouverneur et de l'intendant ne légitimait pas une dépense imprévue, si elle n'était pas de nécessité immédiate, la règle étant de ne faire aucune dépense, qui ne fut autorisée par le roi (101).

Dans le domaine militaire, qui relevait exclusivement du gouverneur, l'intendant possédait certaines attributions assez importantes. D'abord, il était membre de plein droit de tous les conseils de guerre. De plus, si le gouverneur ordonnait seul les partis de guerre, c'était à l'intendant de fournir l'équipement, les vivres et les munitions (102). Il pouvait alors exercer une discrétion considérable et restreindre souvent, sinon contre-carrer, les ordres du gouverneur. Mais il n'était pas dans l'ordre de pousser trop loin l'opposition : il ne devait pas refuser les demandes qui étaient pour le bien du service (103). Mais si l'entreprise n'était pas absolument pressante et si les fonds man-

(98) *Moreau de Saint-Méry, Lois et Constitutions des Colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, I, Extrait de la lettre du Ministre à M. le Comte de Blénac, Gouverneur général des Isles, touchant la Prépondérance de l'Intendant en matière de Finances, 11 juin 1680, p. 341.

(99) *Arch. Col. B*, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, pp. 57-58.

(100) *Ibid.* vol 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 14 avril 1729, p. 363.

(101) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 14 avril 1729, pp. 389-390.

(102) *Arch. Col. B*, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, 23 février 1748, p. 130.

(103) *Arch. Col. B*, vol. 11, Au sieur de Meulles, 10 juillet 1684, p. 30.

quaient, l'intendant pouvait alors se dérober, après avoir donné ses raisons au gouverneur (103a).

Au sujet des troupes, l'intendant devait veiller à ce que les capitaines remissent exactement aux soldats leur solde, leurs vivres et leurs habits. De même devait-il exiger le paiement de leurs gages, quand ils travaillaient pour les habitants du pays (104). Il devait faire tenir régulièrement par des commissaires des revues des troupes et dresser des rôles des officiers et des soldats, avec la liste des soldats morts, déserteurs, congédiés, ou devenus habitants. Il devait encore voir à ce qu'on ne mît dans les compagnies ni valet d'officier, ni passe-volant. S'il s'en trouvait, c'était à lui de faire punir les coupables, ainsi que les officiers responsables. Au cours des revues, les commissaires devaient examiner les armes, et l'intendant devait faire reprendre, sur la solde des capitaines, le prix de la réparation ou du remplacement des armes défectueuses, prix que ces derniers devaient retenir aux soldats (104a). Au cas de rétention de solde par les officiers, c'était l'intendant qui devait en poursuivre la restitution (105).

L'intendant pouvait aller plus loin ; il devait s'opposer à ce que le gouverneur, par complaisance, mît des compagnies dans les quartiers où les officiers avaient leurs établissements, afin de les faire travailler sur leurs terres (106).

Au sujet des fortifications et des travaux militaires, c'était au gouverneur à prendre les décisions, mais après en avoir conféré avec l'intendant (107). De même, la réparation et le remplacement des affûts et des canons devaient s'examiner en commun, à cause de la dépense qui regardait

(103a) *Arch. Col. B*, vol. 37, Le Ministre à Bégon, 10 juillet 1715, p. 688.

(104) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 243-6.

(104a) *Ibid.*

(105) *Ibid.* vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs de Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 56.

(106) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 244-5.

(107) *Ibid.* p. 246.

ce dernier (108). Quant aux fournitures requises dans les postes pour leurs besoins réguliers ou pour des occasions extraordinaires, l'intendant les faisait délivrer par les gardes-magasins, attachés à ses postes, mais il fallait toujours, pour valider leur emploi, le visa du gouverneur sur les états produits par les commandants. Quand il s'agissait de faire l'achat de telles fournitures, il appartenait à l'intendant d'en arrêter les prix avec les fournisseurs (109).

Il convient de mentionner que c'était l'intendant qui avait la direction du logement des troupes et de leur nourriture chez les habitants (110) et, par suite, c'était lui qui accordait l'exemption de loger les militaires (111). De plus, dans les cantines attachées aux garnisons, l'intendant avait le contrôle des liqueurs consommées et dressait le règlement que l'on devait y observer (113). D'autre part, l'intendant n'avait aucune autorité sur les officiers de milices, mais il était d'usage qu'il pût requérir leurs services pour les fins de justice et de police et leur confier l'exécution de ses ordres dans les campagnes où il n'y avait pas d'officiers de justice (113). Enfin l'intendant ne pouvait faire aucune ordonnance concernant le militaire. Il devait se contenter de faire exécuter celles du gouverneur et de faire exécuter les condamnations qu'elles portaient (114).

Dans le domaine des affaires indiennes, qui relevait souverainement du gouverneur, l'intendant ne possédait qu'une

(108) *Ibid.* vol. 52-1, A M. le Marquis de Beauharnois, 14 mai 1728, pp. 56-66.

(109) *Ibid.* vol. 74-2, Le Ministre à Beauharnois et Hocquart, 20 avril 1742, p. 340.

(110) *Arch. Col.* C11,A, vol. 11, Champigny au Ministre, 10 mai 1691, p. 351.

(111) *Ordonnances des Intendants*, I, Exemption de logement de guerre pour le sieur Bergeron, 4 février 1706, p. 68.

(112) *Arch. Col.* B, vol. 89, A MM. de la Jonquière et Bigot, 30 avril 1749, p. 133.

(113) *Edits et Ord.* II, Ordonnance au sujet des clôtures et fossés de ligne, 10 juin 1721, p. 306; Ordonnance qui enjoint au Capitaine et aux Marguilliers de Saint-Joseph, Pointe Lévy, de planter des piquets de chaque côté de l'église... 16 janvier 1739, p. 379; III, Jugement qui condamne trois habitants du Cap Santé en chacun cent sols d'amende, pour avoir vendu des boissons sans permission, 8 janvier 1732, p. 266.

(114) *Arch. Col.* B, vol 11, Au sieur de Meules, 10 avril 1684, p. 31.

vague juridiction qui se limitait à fort peu de chose. Il devait veiller à la conversion des Indiens et à l'instruction des convertis (115). Mais, en fait, son activité se résumait au contrôle de la partie financière des missions (116). Quant aux dépenses concernant les Indiens, présents, vivres, marchandises et munitions, c'était le gouverneur qui les ordonnait, mais l'intendant devait surveiller et contrôler ces dépenses (117). Il avait encore la direction des cabarets à bière établis à Montréal pour chaque nation indienne, afin de prévenir tout excès et désordre dans l'usage des boissons par des indigènes. Il devait faire punir ceux qui leur vendaient de l'eau-de-vie ou les enivraient avec d'autres boissons (118). Les Sauvages qui vivaient dans la colonie relevaient, quant à la police et la justice, de l'intendant et du Conseil souverain. Dans les différends qui survenaient entre Français et Sauvages libres, ni l'intendant ni le gouverneur n'avaient de juridiction, mais ils pouvaient travailler à les régler par accommodements (119) .

Dans le domaine de la religion, qui lui était commun avec le gouverneur, l'intendant possédait une juridiction assez étendue. Il avait l'obligation générale de procurer l'avancement de la foi et de faire exécuter les ordonnances concernant la religion et les ecclésiastiques. Il devait aux curés tous les secours de son autorité pour réprimer les débauches et les scandales, mais il veillait également à ce que les curés n'inquiétassent pas leurs paroissiens mal à propos. Si le cas s'en présentait, il devait en donner avis à l'évêque et voir à ce que l'ordre fût rétabli (120).

Il transmettait aux communautés les sommes que le roi

(115) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1759, p. 240.

(116) *Arch. Col. B*, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, 23 février 1748, p. 116.

(117) *Ibid.* p. 130.

(118) *Ibid.* vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, p. 265.

(119) *Arch. Col. C11 A*, vol. 6, Réponses du Roy, 10 avril 1684, pp. 323-5.

(120) *Ibid.* B, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 240-3.

leur accordait et il devait leur faciliter l'accomplissement de leur œuvre. A l'occasion, il faisait au roi des rapports sur l'utilité que la colonie tirait des communautés et ces dernières devaient lui remettre des états de leurs revenus, de leurs charges et de leurs dépenses, afin de le mettre en état de renseigner le roi (121). En particulier, appartenait à l'intendant la surveillance des hôpitaux qui devaient servir aux troupes et aux équipages des vaisseaux, de préférence aux habitants. Il veillait à ce que les malades fussent bien traités, tout en empêchant les abus dans la dépense. Il vérifiait les registres d'entrée et de sortie et voyait à l'augmentation du nombre des lits (122). Enfin l'intendant était, avec le gouverneur, administrateur d'office des hôpitaux et nulle religieuse ne pouvait être reçue dans la communauté à moins que les stipulations de sa dot ne fussent approuvées par le gouverneur et l'intendant (123).

Avec le gouverneur et l'évêque également, l'intendant travaillait de concert à la fixation des cures (124), et c'était eux encore qui établissaient le district des paroisses, qui restait sujet à l'approbation du roi (125). Mais c'était l'intendant seul qui rendait les ordonnances relatives à l'observance du culte, tels que le respect du dimanche (126), le paiement des dîmes (127), l'ordre de certaines cérémo-

(121) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 241-2.

(122) *Ibid.* vol 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, 23 février 1748, pp. 113-5.

(123) *Edits et Ord. I*, Arrêt du Conseil d'Etat au sujet des Dots des Religieuses, 15 mars 1732, pp. 529-530.

(124) *Arch. Col. B*, vol. 95, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au Marquis Duquesne, 15 may 1752, pp. 68-69.

(125) *Edits et Ord. I*, Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du trois mars 1722, qui confirme le règlement fait par MM. de Vaudreuil et Bégon et M. l'Evêque de Québec pour le District des Paroisses de ce pays, en date du 20 septembre 1721, p. 443.

(126) *Ibid.* III, Ordonnance qui défend à tous les habitants du pays de faire travailler leurs Harnois les dimanches et les fêtes... 25 mai 1709, p. 426.

(127) *Ibid.* II, Ordonnance rendue en faveur de M. Rescher, Curé de Saint-Antoine de Tilly, contre les habitants de sa paroisse au sujet des dîmes, 21 août 1727, p. 484.

nies (128), et autres matières semblables. Enfin, c'était de l'intendant seul que relevaient également les affaires des paroisses, c'est-à-dire tout ce qui concernait la construction des églises et des presbytères et la perception des répartitions nécessaires. C'était à lui qu'il fallait demander la permission de convoquer une assemblée des paroissiens, et c'était lui qui autorisait l'exécution de ses décisions (129) et qui ordonnait, au besoin, aux contribuables de payer leur quote-part des travaux (130).

Dans le domaine de la police, l'intendant partageait avec le gouverneur une juridiction commune (131), du moins, en théorie. En fait, recevant, par sa commission, le titre d'intendant de police, avec pouvoir de faire les règlements nécessaires (132), il en dirigeait presque toutes les parties souverainement. Car les attributions du gouverneur se limitaient surtout à la police d'entrée et de sortie du pays, avec pouvoir de faire avec l'intendant des ordonnances pour maintenir le bon ordre (133), ou portant sur des matières importantes et pressées (134). Sur les trois articles du peuplement, des terres et du commerce, il recevait, il est vrai, des instructions spéciales d'agir de concert avec l'intendant, mais la mise en œuvre relevait particulièrement de ce der-

(128) *Ibid.* Ordonnance qui sur la représentation du sieur Miniac, vicaire général, ordonne que le Pain Bénit, les Cendres, les Rameaux, etc..., seront d'abord présentés aux chantres revêtus de surplis, 15 avril 1737, p. 372.

(129) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui enjoint aux habitants de la seigneurie de la Chesnaye de s'assembler pour choisir et nommer quatre d'entre eux, pour, avec le curé, le seigneur et le capitaine, faire un état de la dépense à faire pour la construction de leur église et presbytère, 16 avril 1722, pp. 295-6.

(130) *Ibid.* Jugement qui condamne les habitants de Saint-Sulpice à contribuer aux dépenses et travaux nécessaires pour la construction d'une église, 30 juillet 1723, p. 206.

(131) *Arch. Col. B.*, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, intendant de la Nouvelle-France, 23 février 1748, p. 118.

(132) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terre-neuve, et autres pays de la France septentrionale, pour M. Jacques Duchesneau, 5 juin 1675, pp. 42-43.

(133) *Arch. Col. B.*, vol. 76-1, A M. le Marquis de Beauharnois, 26 avril 1746, p. 216.

(134) *Ibid.* vol. 11, Au sieur de Meules, 10 avril 1684, pp. 35-36.

nier. Ainsi tout le vaste domaine de la police, qui couvrait autrefois l'administration en général, tombait sous la direction de l'intendant. Par exemple, il se préoccupait d'assurer les bonnes mœurs (136) et de sauvegarder la santé publique (137), déterminait le prix et la qualité des vivres et denrées (138), réglementait la voirie : entretien des chemins, construction des maisons et prévention des incendies (139), veillait à la tranquillité publique en prévenant ou punissant (140) les crimes, s'occupait de l'éducation dans les campagnes (140), réglait le travail des métiers (141), encourageait l'industrie (142) et contrôlait la mendicité (143) et l'assistance publique (144). Enfin à cette juridiction de la police générale s'ajoutait encore celle de la police particulière des campagnes, qui étaient sans juges royaux (145), juridiction qui couvrait non seulement la voirie, mais allait de

(136) *Ordonnances, Commissions*, II, Ordonnance de M. de Meulles qui exclut de Montréal Madeleine Morizal, femme de Pierre Ponpardeau, dit le Batteur d'Antil, à cause de sa vie scandaleuse et débauchée, 3 juillet 1684, p. 67.

(137) *Ordonnances des Intendants*, VI, Ordonnance pour la visite de la goélette *La Française de Miscon*, commandée par le sieur d'Argenteuil, 9 juillet 1721, pp. 357-8.

(138) *Edits et Ord.* III, Ordonnance qui ordonne aux Bouchers de cette ville de vendre et débiter leurs viandes sur les marchés de la Haute et Basse Ville et qui en règle le prix, 15 mai 1752, p. 422.

(139) *Ibid.* II, Ordonnance pour l'établissement d'un marché sur la Place d'Armes à Montréal... et pour d'autres fins y mentionnées, 22 juin 1706, pp. 258-261.

(140) *Ordonnances des Intendants*, IX, Permission donnée pour tenir école en la paroisse de Charlesbourg à Raymond Bertrand Junceria, 16 décembre 1722, pp. 122-3.

(141) *Edits et Ord.* II, Ordonnance portant règlement pour les Tanneurs, Cordonniers et Bouchers de Montréal, 20 juillet 1706, pp. 265-6.

(142) *Ibid.* III, Ordonnance accordant la permission d'établir une brasserie, 6 mai 1710, p. 365.

(143) *Ordonnances, Commissions*, II, Ordonnance de M. de Meulles qui défend à toute personne de s'abstenir de travailler aux récoltes et qui oblige tous les vagabonds à travailler dans les localités où ils se trouvent, 13 août 1684, p. 69.

(144) *Edits et Ord.* II, Mémoire pour servir de règlement à Monsieur le Procureur du Roi en la juridiction de Montréal, au sujet des enfants trouvés, 12 mars 1748, p. 395.

(145) *Arch. Col.* C11 A, vol. 85, Hocquart au Ministre, 8 septembre 1746, p. 336.

l'élevage des bestiaux (146) et de l'entretien des clôtures (147) jusqu'à la défense aux habitants d'aller s'établir dans les villes (148).

Mais, en Canada, les instructions royales assignaient à la police générale trois objets principaux, l'augmentation de la population, les terres et le commerce, qui relevaient en commun du gouverneur et de l'intendant (149). Sur le premier objet, l'intendant devait y contribuer en traitant les habitants avec douceur, en facilitant leurs établissements et en empêchant que les puissants ne vexassent le petit et que les officiers de justice n'abusassent de leur autorité (150). De plus, il lui appartenait d'engager les garçons et les filles à se marier, les premiers à dix-huit ans et les autres à quatorze, et de leur fournir les secours et les facilités dont ils pouvaient avoir besoin (151). C'était lui qui distribuait aux nouveaux époux le présent du roi, soit vingt livres aux garçons qui se mariaient avant vingt ans et vingt livres aux filles qui prenaient un époux avant seize ans. Il payait aussi une pension de trois cents livres par an au père de dix enfants vivants et quatre cents au père de douze (152). C'était encore lui qui avait ordre de faire dresser le recensement annuel de la colonie (153).

Quant aux terres, l'intendant en faisait la concession

(146) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui fait défense aux habitants des Côtes de Montréal d'avoir plus de deux chevaux ou cavales et un poulain chacun, 13 juin 1709, p. 273.

(147) *Ibid.* Ordonnance au sujet des clôtures et fossés de ligné, 10 juin 1724, p. 305.

(148) *Ibid.* Ordonnance qui défend aux habitants de la campagne de venir s'établir en ville à peine de 50 livres d'amende et de confiscation de leurs meubles et effets, 20 avril 1749, p. 399.

(149) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, p. 243.

(150) *Ibid.* vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 60.

(151) *Arch. Col. B*, vol. 87, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Bigot, intendant de la Nouvelle-France, 23 février 1748, pp. 118-9.

(152) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi pour encourager les mariages des garçons et des filles de Canada, 1^{er} avril 1670, pp. 67-68.

(153) *Arch. Col. B*, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, p. 243.

avec le gouverneur, de même qu'ils procédaient en commun à la réunion au domaine royal des seigneuries non mises en valeur. Au cas de divergence d'opinion entre eux, ils devaient en référer au ministre dans une dépêche commune et attendre ses ordres (154). Les réunions aux seigneuries des terres non défrichées par les censitaires relevaient de l'intendant seul (155). Il faut ajouter que l'intendant avait charge de la confection du papier terrier du domaine royal et que devant lui se rendaient la foi et hommage des fiefs ainsi que les aveux et dénombrements (156).

Enfin, l'intendant devait se préoccuper de développer les cultures du pays, surtout celles du lin et du chanvre, et faire enseigner aux habitants la façon de préparer ces plantes. Il devait aussi pousser à la fabrication du goudron et encourager l'élevage des moutons (157). Il avait aussi la charge de veiller à la conservation des bois utiles, mais il devait concerter avec le gouverneur les instructions à donner à ce sujet à l'inspecteur des forêts (158), quoiqu'il nommât lui-même les gardes-forêts nécessaires au service (159).

Sur l'article du commerce qui leur était commun, l'intendant devait s'entendre avec le gouverneur pour le favoriser et protéger les marchands (160). Leur principal soin devait être d'assurer la liberté commerciale en prévenant

(154) *Edits et Ord.* I, Déclaration du Roi concernant les Concessions dans les Colonies, 17 juillet 1743, pp. 573-4.

(155) *Ibid.* Edit du Roi qui déchoit les habitants de la propriété des Terres qui leur ont été concédées, s'ils ne les mettent en valeur, en y tenant feu et lieu, dans un an et jour de la date de la publication du dit arrêt, 6 juillet 1711, p. 326.

(156) *Edits et Ord.* II, Ordonnance qui ordonne qu'il sera procédé par-devant l'Intendant, au nom de Sa Majesté, à la confection d'un Papier Terrier des fiefs relevant directement de Sa dite Majesté, 24 décembre 1722, pp. 299-300.

(157) *Arch. Col.* B, vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 255-7.

(158) *Ibid.* vol. 95, A MM. Duquesne et Bigot, 19 may 1752, p. 104.

(159) *Ordonnances des Intendants*, XVII, Commission à Antoine Dutremble pour veiller à la conservation des pinières qui se trouvent dans la seigneurie de Sorel, 6 juillet 1743, p. 84.

(160) *Arch. Col.* B, vol. 101, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction aux sieurs Vaudreuil de Cavagnal... et Bigot... 22 mars 1755, p. 56.

l'adoption d'un tarif des marchandises et en laissant les marchands forains vendre et acheter là où il leur plairait, même dans les campagnes. L'intendant pouvait, avec le gouverneur, mettre un embargo sur les exportations, surtout des provisions, mais ils devaient laisser sortir librement les vivres destinés à l'île Royale, à qui ils devaient chercher à fournir aussi des bois et des bestiaux (161).

L'intendant devait spécialement s'employer à développer la pêche du loup-marin et du marsouin, à encourager l'exportation des bois de construction (162) et à stimuler le commerce, avec les Antilles françaises, du poisson, des bestiaux et des bois de toutes sortes. Surtout devait-il veiller à prévenir tout commerce étranger (163).

(161) *Ibid.* vol. 53-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois et Hocquart, 19 avril 1729, pp. 363-9.

(162) *Ibid.* vol. 53-2, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Hocquart, 22 mars 1729, pp. 252-3.

(163) *Ibid.* pp. 258-260.

CHAPITRE CINQUIEME

LE CONSEIL SOUVERAIN SES ORIGINES ET SA COMPOSITION

Les Conseils souverains en France constituaient les plus hautes cours d'appel des provinces qui n'avaient pas de parlements. En Canada, le Conseil souverain formait aussi la plus haute cour de justice du pays. Mais il était plus que cela. Par son édit de création, il possédait des pouvoirs politiques définis et considérables. Ces pouvoirs, il les devait à deux faits particuliers, à l'absence d'un intendant dans le pays et à l'existence d'un Conseil antérieur pourvu de certaines attributions administratives, auquel il succédait directement. Aussi pour s'expliquer l'organisation du Conseil souverain, faut-il connaître son prédécesseur, le Conseil de Québec.

En 1645, la Compagnie de la Nouvelle-France, qui possédait le Canada depuis 1627, décida, ruinée et désorganisée, de céder son monopole des fourrures à la Communauté des habitants de la colonie. Elle se réserva, cependant, la propriété du pays, les revenus seigneuriaux et le droit de nommer le gouverneur et les officiers de justice. De son côté, la Communauté s'engagea à subvenir à toutes les dépenses de l'administration coloniale, à remplir les obligations de la Compagnie et à lui payer une redevance annuelle d'un millier de castor (1).

Le nouveau régime se heurta bientôt à des difficultés et le roi dut intervenir. Dans le but de réglementer plus exactement les affaires de la Communauté, il créa, en 1647, à Québec, un Conseil d'administration. Composé du gouverneur, du supérieur des Jésuites, en l'absence d'un évêque,

(1) *Arch. Col.* C11 A, vol. 1, Articles accordez entre les Directeurs et Associés en la Compagnie de la Nouvelle-France et les députés des habitants du dit pays, 14 janvier 1645, pp. 407-419.

et du gouverneur particulier de Montréal, ce Conseil reçut le droit de nommer les commis de la Communauté, d'en arrêter les comptes et les appointements et de veiller à tout ce qui était « nécessaire pour la traite et le bien du pays » (2). Les syndics de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières, élus chaque année, au scrutin, avaient leur entrée au Conseil pour y représenter les affaires de leurs habitations (3). L'année suivante, 1648, le roi décida que le Conseil comprendrait, à l'avenir, le gouverneur, le supérieur des Jésuites, l'ancien gouverneur et deux habitants du pays, nommés de trois ans en trois ans par les membres permanents du Conseil, dans une assemblée où se trouveraient les syndics des trois villes (4). En 1657, une nouvelle décision royale composa le Conseil du gouverneur, d'un directeur de traite nommé par la Compagnie de la Nouvelle-France et de quatre conseillers élus tous les deux ans, deux par Québec et les deux autres par Montréal et Trois-Rivières. Le procureur fiscal de la Compagnie avait aussi séance au Conseil (5), auquel fut adjoint, en 1661, le nouvel évêque du pays (6).

Voilà bien une curieuse complexité d'administration. Le roi exerçait une suzeraineté réelle ; la Compagnie de la Nouvelle-France possédait le pays et faisait la nomination du gouverneur et des officiers de justice ; le gouverneur dirigeait l'administration militaire et la police du pays ; la Communauté des habitants détenait le monopole de la traite ; et le Conseil réglementait cette traite et la finance de de la colonie.

En effet, les attributions du Conseil étaient les suivantes.

(2) *Arch. Col. F3*, vol. 3, Règlement pour établir un bon ordre et police en Canada, 27 mars 1647, p. 169.

(3) *Arch. Col. F3*, vol. 3, Règlement pour établir un bon ordre et police en Canada, 27 mars 1647, p. 169.

(4) *Arch. Col. F3*, vol. 3, Arrest du 5 mars 1648 portant règlement en faveur des habitants de la Nouvelle-France, pp. 182-3.

(5) *Affaires Etrangères*, Mémoires et documents, Amérique, vol. 4. Nouvelle-France, 7 mars 1657, p. 302.

(6) *Ibid.* Arrêt du Conseil, 24 mars 1661, fol. 12.

Il réglait toutes les questions de commerce et rendait des ordonnances à ce sujet (7). Il dirigeait l'administration financière de la colonie, puisque c'était lui qui en soldait les dépenses (8). De plus, il détenait même le pouvoir d'imposer des contributions directes et indirectes et c'est lui qui établit les premiers droits dans la colonie (9). Enfin, le Conseil exerçait une certaine juridiction, à peu près comme la Bourse des marchands (10), et jugeait les personnes qui contrevenaient à ses ordonnances sur la traite (11).

Tout considérables qu'ils fussent, il ne faudrait pas exagérer les pouvoirs du Conseil de Québec et voir en lui le corps politique chargé d'administrer le pays. Malgré sa présence, c'est le gouverneur qui continue réellement de gouverner. Aucun des édits qui concernent le Conseil ne modifie ses fonctions. Comme le domaine de la traite et de la finance ne relevait pas lui, mais bien de l'agent sur place de la Compagnie, c'est à ce dernier que se substitue le Conseil. Le gouverneur reste le chef de l'administration, mais sous sa direction fonctionne, sur les questions de commerce et de finance, un Conseil qui constitue une initiative remarquable à cette époque, d'autant plus qu'on y rencontre le principe de la représentation du peuple dans l'administration.

Tel était le régime administratif, en 1662, quand le roi songea, pour la première fois, à créer un Conseil souverain dans la colonie. Comme il ne s'y trouvait pas d'intendant, l'intention royale était de lui déléguer, outre les fonctions judiciaires habituelles, les pouvoirs administratifs du

(7) *Arch. Col. FA*, vol. 3, Extrait de divers arrêts et ordonnances du Conseil privé du Roy et du Conseil souverain de Québec, pp. 191 et suiv.

(8) *Ibid.* Règlement pour établir un bon ordre et police en Canada, 27 mars 1647, pp. 174-6.

(9) *Ibid.* vol. 4-1, Requête présentée par le syndic des habitants de Québec pour l'acquiescement des dettes de la communauté sur les dix pour cent, p. 140.

(10) La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval*, p. 111.

(11) *Arch. Col. F3*, vol 3, Extrait de divers arrêts et ordonnances du Conseil privé du Roy et du Conseil souverain de Québec, pp. 191 et suiv.

Conseil de Québec, dont il deviendrait le successeur et l'héritier.

Le premier projet en fut dressé, où le roi exposait les motifs de sa décision. Il y déclarait que la distance qui sépare la France et le Canada était si grande qu'il était souvent impossible d'y faire parvenir en temps les ordres utiles, d'autant plus que la situation requérait parfois une action immédiate. Il convenait donc d'établir « un Conseil souverain composé d'un certain nombre de personnes capables de régir le dit pays et y rendre la justice à nos sujets ». En conséquence, le roi décrétait ensuite la création d'un Conseil souverain, composé du gouverneur, M. d'Avaugour, de l'évêque, Mgr de Laval, et d'une troisième personne, nommée « conjointement et de concert » par les deux premiers. Ces trois premiers conseillers devaient ensuite en choisir six autres, dont trois étaient renouvelables à discrétion chaque année, et nommer également le greffier (12 et 13).

A ce Conseil, outre les fonctions judiciaires, le projet conférait le droit d'ordonner « de la dépense des deniers publics », de disposer « de la traicte des Pelleteries avec les Sauvages » et « de tout le trafic » de la colonie avec la France, et enfin d'y régler « toutes les affaires publiques et particulières » du pays (14).

Or, ce sont là les attributions mêmes du Conseil de Québec. Ainsi le fait est donc bien établi que le second dérive du premier et s'explique par lui. Mais le projet ne fut pas poussé plus loin pour l'instant. Le roi venait d'envoyer en Canada un commissaire, M. Dumont, et il préférait attendre son retour avant d'adopter une politique nouvelle (15).

Sur son rapport, sans doute, le roi prit, l'année suivante, une décision radicale. Il supprima la Compagnie de la

(12-13) *Bibliothèque Nationale*, Fonds Français 5581, Copie d'un édit de création d'un Conseil souverain en la Nouvelle-France à Québec, 1662.

(14) *Ibid.*

(15) *Journal des Jésuites*, octobre 1662, p. 313.

Nouvelle-France et réintégra la colonie au domaine royal (16). En même temps, comme dans toutes les provinces, il s'empessa de nommer un intendant de la justice, police et finances (17). Mais cette nomination resta lettre morte : le titulaire, M. Robert, ne vint jamais au Canada. Au contraire, le roi reprit immédiatement son projet d'un Conseil souverain et l'édit de création en fut signé, qui ne fait aucune mention de l'intendant. De plus, une influence s'employa, sans doute, celle de Mgr Laval, qui fit modifier le premier projet. D'abord le nom du gouverneur d'Avau-gour, dont se plaignait l'évêque, fut remplacé par celui de son successeur. Ensuite, on supprima la nomination de la troisième personne qui devait choisir les autres conseillers de concert avec le gouverneur et l'évêque, qui restèrent ainsi seuls dépositaires du droit de nomination.

L'édit de création du Conseil souverain, qui est du mois d'avril 1663, établissait une cour composée du gouverneur, M. de Mézy, de l'évêque, Mgr de Laval ou, en son absence, du premier ecclésiastique du pays, de cinq conseillers, d'un procureur du roi et d'un greffier. Le gouverneur et l'évêque recevaient le pouvoir de faire, conjointement et de concert, la nomination des autres membres du Conseil, qui pouvaient être continués ou changés tous les ans, à leur discrétion, et qui prêtaient serment entre leurs mains (18).

Ce mode de nomination présentait le danger, au cas d'un désaccord entre les deux chefs du Conseil, de les acculer à une impasse ou à un coup de force de la part du gouverneur. C'est ce qui arriva, quand M. de Mézy, en **querelle avec l'évêque**, fit, sans la participation de ce dernier, la nomination de trois conseillers (19). De graves discussions en résultèrent et le roi s'empessa d'intervenir. En mars

(16) *Edits et Ord.* I, Acceptation du Roy de la démission de la Compagnie de la Nouvelle-France, mars 1663, p. 32.

(17) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances dans la Nouvelle-France, pour le sieur Robert, 21 mars 1663, p. 278.

(18) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain, avril 1663, pp. 38-39.

(19) *Jugements et Délibérations*, I, 24 septembre 1664, p. 281.

1665, il transféra au lieutenant général en Amérique, de Tracy, au gouverneur de Courcelles et à l'intendant Talon, le droit de nommer les conseillers (20).

A part ce changement de mode de nomination, le Conseil s'augmenta d'un nouveau membre, l'intendant Talon, qui venait d'être envoyé au pays. Simultanément, le roi cédait, de nouveau, à une compagnie, celle des Indes occidentales, la colonie canadienne, et la compagnie recevait le droit, à titre de seigneur haut justicier, de nommer et présenter au roi, pour en recevoir des lettres de provision, le gouverneur et les membres du Conseil souverain (21), sauf naturellement l'évêque et l'intendant, le premier conseiller ex-officio et le second, en vertu de sa commission royale. De plus, la compagnie adjoignit au Conseil un nouveau membre, son agent général au pays, avec rang au-dessus du premier conseiller (22), et il fut reçu au Conseil cette même année, 1665 (23).

Voilà donc un troisième mode de nomination, celui-là par la Compagnie des Indes. Pour le moment, elle s'abstint de l'exercer, sauf pour placer au Conseil son propre agent. Ainsi les deux premières années de son régime, ce furent Tracy, Courcelles et Talon qui firent le choix des conseillers, en vertu du mandement spécial du roi (24). Après le départ de Tracy, ce sont le gouverneur et l'intendant qui nomment les membres du Conseil, de 1669 à 1672 (25). En 1673, Talon étant en France, le nouveau gouverneur, Fontenac, se trouva seul à la tête du pays. Il fit donc seul la nomination annuelle des conseillers jusqu'en 1674 (26). Mais, cette

(20) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Pouvoirs aux sieurs de Tracy, Courcelles et Talon pour les changements à faire au Conseil souverain de Canada, 23 mars 1665, pp. 333 et suiv.

(21) *Edits et Ord.* I, Etablissement de la Compagnie des Indes Occidentales, mai 1664, p. 46.

(22) *Edits et Ord.* I, Présentation du sieur Le Barroys pour avoir séance au Conseil, 7 avril 1665, p. 35.

(23) *Jugements et Dél.* I, 23 septembre 1665, pp. 365-6.

(24) *Ibid.* I, 6 décembre 1666, p. 366; 5 janvier 1667, p. 367.

(25) *Ibid.* I, 14 janvier 1667, p. 540; 28 mars 1672, p. 674.

(26) *Ibid.* I, 16 janvier 1673, p. 707; 15 janvier 1674, p. 786-7.

même année, la Compagnie des Indes décida soudainement d'exercer ses droits et nomma, en plus des cinq conseillers réguliers portés à l'édit, deux nouveaux membres, ainsi qu'un nouveau procureur général pour remplir la vacance de ce poste créé par l'élévation de son titulaire au rang de conseiller, et ces trois dignitaires furent les premiers conseillers qui reçurent des provisions royales (27).

En janvier 1675, le gouverneur continua en fonction les cinq conseillers qui n'avaient pas de lettres de provision du roi (28). Mais, déjà un mois plus tôt, le roi avait annulé la charte de la Compagnie des Indes et repris, définitivement cette fois, possession de la Nouvelle-France (29). Ce changement s'accompagna bientôt de la décision du roi d'envoyer de nouveau, après un intérim de deux ans et plus, un intendant dans la colonie. Pour éviter toute confusion dans le nouveau système d'administration, le roi publia un édit confirmant l'établissement du Conseil souverain avec certaines modifications. Il ordonna qu'à l'avenir le Conseil se composerait du gouverneur, de l'évêque du pays ou, en son absence, de son grand vicaire, et de sept conseillers, d'un procureur du roi et d'un greffier qu'il désigna nominativement, les conseillers prenant rang suivant l'ordre d'énumération. Enfin, le roi se réservait à l'avenir, au cas de vacances, la nomination des conseillers (30).

Voilà la dernière modification du mode de nomination. Dès lors, c'est le roi lui-même qui, par commission royale, désigne les conseillers. Le Conseil se compose alors de douze titulaires : le gouverneur, l'évêque, l'intendant, sept conseillers, un procureur et un greffier. Il en fut ainsi jusqu'en 1703, alors que, le nombre des juges se trouvant

(27) *Ibid.* I, 2 octobre 1674, p. 856; 3 octobre 1674, pp. 857 et 859.

(28) *Jugements et Dél.* I, 7 janvier 1675, pp. 889-890.

(29) *Edits et Ord.* I, Edit du Roi portant révocation de la Compagnie des Indes Occidentales et union au domaine de la Couronne, des terres, isles, pays et droits de la Compagnie, avec permission à tous les sujets de Sa Majesté d'y traffiquer, etc... décembre 1674, pp. 77-8.

(30) *Edits et Ord.* I, Déclaration du Roi qui confirme et règle l'établissement du Conseil souverain de Canada, 5 juin 1675, pp. 83-4.

souvent réduit, par l'absence ou la maladie, à un nombre inférieur à celui fixé par les ordonnances, le roi augmenta le Conseil de cinq nouveaux conseillers dont l'un était conseiller-clerc. Car le roi régla qu'à l'avenir, il se trouverait toujours au Conseil un ecclésiastique instruit des usages judiciaires en état de veiller à la conservation des droits de l'Eglise. Mais cette nomination annulait le droit du grand vicaire de remplacer l'évêque en son absence (31). Ainsi le Conseil se trouva composé régulièrement de dix-sept personnes, y compris le procureur et le greffier.

Cependant, en outre des membres réguliers réglés par les divers édits d'établissement, le Conseil pouvait encore inclure plusieurs autres membres à différents titres. Ainsi, en 1679, le roi décida qu'en attendant d'augmenter le nombre des juges ordinaires, les cas prévôtaux seraient jugés au Conseil souverain. En conséquence, il accorda au prévôt des maréchaux « séance et voix délibérative » au Conseil après le dernier conseiller, mais seulement dans ces causes, sans le droit d'y siéger dans les autres affaires (32).

En 1689, à la demande du conseiller Damours, le roi gratifia son fils d'un office de conseiller, « en l'absence et en survivance » de son père, avec tous les honneurs et privilèges, la charge ne pouvant être « ni vacante ni impétrable sur le survivant ». Mais le fils ne pouvait jouir des droits et émoluments du père qu'après le décès de ce dernier (33).

Avec l'arrivée de l'intendant Jacques Raudot, en 1705, son fils Antoine reçut une commission de substitut de l'intendant qui lui donnait pleine séance et voix délibérative au Conseil, avec rang immédiatement après son père. Quand elles s'accordaient, leurs voix ne devaient compter que pour une. Mais le fils ne pouvait présider, en l'absence de son

(31) *Edits et Ord.* I, Déclaration du Roi pour l'augmentation de cinq offices de conseiller au Conseil supérieur de Québec, 16 juin 1703, p. 300.

(32) *Edits et Ord.* I. Edit du Roi pour l'exécution de l'Ordonnance de 1667 ou réduction du Code, juin 1679, p. 238.

(33) *Edits et Ord.* II, Provision d'un office de Conseiller en survivance pour Monsieur Damours de Freneuse, 24 mai 1689, p. 90.

père, que si ce dernier se trouvait malade ou à dix lieues de Québec (34).

En 1714, le roi nomma, par avance, le sieur de Saint-Simon à la première vacance, ordonnant que, dans l'intervalle, il aurait séance régulière au Conseil (35). En 1733, le roi adjoignit au Conseil le commissaire de la Marine, résidant à Montréal. Il avait séance au Conseil après le premier conseiller, lorsque l'intendant y présidait. En l'absence de ce dernier, il passait devant les conseillers et faisait toutes les fonctions de président (36). Enfin, en 1758, le roi accorda des provisions de conseiller honoraire au sieur Estèbe, conseiller qui s'était démis de ses fonctions, ce qui lui permettait de garder son titre de conseiller et d'avoir séance au Conseil, avec tous les honneurs, mais sans gages ni émoluments (37).

De tout temps, quand l'absence, la maladie ou les récusations réduisaient le nombre des juges au-dessous de celui fixé par la loi, il était d'usage d'y appeler des personnes hors du Conseil, juges, procureurs ou greffiers des autres juridictions, ou toutes personnes susceptibles de remplir cette fonction. Vers la fin du régime, avec l'augmentation considérable des procès et dans l'intention aussi de préparer des candidats aux charges de conseillers, le gouverneur Beauharnois et l'intendant Hocquart suggérèrent de donner des commissions d'assesseurs aux jeunes gens qui suivraient les cours de droit, et le roi les approuva d'en avoir donné une au fils Guillimin (38). Reprenant l'idée, l'année

(34) *Edits et Ord.* I, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en la Nouvelle-France pour M. Raudot fils, en l'absence de M. Raudot, son père, janvier 1705, p. 62.

(35) *Insinuation du Conseil souverain*, IV, L'ordre du Roi pour retenir la première vacance de Conseiller au sieur Saint-Simon et lui donner en attendant séance au Conseil, 12 mai 1624, p. 167.

(36) *Ibid.* IV, Lettres patentes de Sa Majesté pour donner entrée, séance et voix délibérative au Conseil supérieur de Québec, immédiatement après le premier Conseiller, au Commissaire de la Marine servant à Montréal, 7 avril 1732, pp. 320-3.

(37) *Edits et Ord.* III, Provisions de Conseiller honoraire au Conseil supérieur de Québec pour le sieur Estèbe, 1^{er} février 1758, p. 116.

(38) *Arch. Col.* C11 A, vol. 73, MM. de Beauharnois et Hocquart,

suivante, le roi décida de lui donner une forme stable. Il autorisa les gouverneurs et intendants à choisir jusqu'à quatre assesseurs du Conseil. Nommés pour trois ans, ils avaient séance après les conseillers. Mais ils n'avaient voix délibérative que dans les causes dont ils étaient rapporteurs ou dans les cas où il ne se trouvait pas le nombre suffisant de juges. Dans les autres affaires, ils n'avaient que voix consultative (39).

Il ne faut pas oublier de remarquer que l'intitulation de Conseil souverain, en usage depuis 1663, se change en celle de Conseil supérieur, en 1702, quoique certains documents continuent encore, à l'occasion, pendant quelques années, l'appellation précédente.

Dans un pays sans université, l'autorité ne requérait aucun grade pour l'office de conseiller. Le roi choisissait, à son gré, les membres du Conseil parmi les notables, fonctionnaires, professionnels ou marchands. Les charges, d'ailleurs, n'étaient ni vénales, ni héréditaires (40). Les conseillers devaient avoir vingt-cinq ans, mais le roi accordait facilement des dispenses d'âge. Lors de leur réception, ils prêtaient serment de bien et fidèlement remplir leurs fonctions (41). Enfin, seuls de toutes les cours de France, les membres du Conseil de Québec recevaient un traitement de 300 livres, porté plus tard à 450, pendant que les trois premiers conseillers touchaient 600 chacun (41a).

Les membres du Conseil jouissaient, en outre, de certains honneurs. Dans les cérémonies religieuses, ils marchaient immédiatement après le gouverneur et l'intendant (42). Durant le service divin, ils recevaient, immédia-

28 octobre 1740; *Arch. Col. B*, vol. 72, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois... et Hocquart... 13 may 1741, p. 228.

(39) *Edits et Ord.* I, Lettres patentes en forme d'édit concernant les Assesseurs aux Conseils supérieurs des Colonies, août 1742, pp. 561-2.

(40) La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval*, p. 114.

(41) *Jugements et Dél.* I, 5 avril 1675, p. 822.

(41a) *Arch. Col. F3*, vol. 14, Lettre du Ministre à MM. Duquesne et Bigot, 3 juillet 1752, p. 52.

(42) *Edits et Ord.* I, Règlement du Roi qui exclut les officiers militaires d'avoir rang dans les Eglises, 3 mars 1668, p. 65.

tement après le clergé et les chantres du chœur, l'encens, la paix, le pain bénit, les cierges, les rameaux et les autres bonheurs (43).

Au début, les conseillers faisaient précéder leur nom du mot sieur. A partir de 1680, ils prirent le titre de maîtres, qui fut remplacé, en 1703, par celui de messieurs (44). Toutes les requêtes au Conseil devaient être intitulées « A nos seigneurs », comme en France (45).

Au début, les membres et les veuves des conseillers décédés durant leur terme d'office, jouissaient du privilège de plaider leurs affaires devant le Conseil immédiatement en dernier ressort (46). En 1676, le Conseil nomma, sous le bon plaisir du roi, un conseiller devant qui ces affaires devaient se plaider en première instance, ce qui laissait la voie libre à l'appel (47). Mais le roi, en 1679, régla que les officiers du Conseil et leurs veuves plaideraient en première instance en la prévôté et par appel devant le Conseil (48). Mais l'une des parties dans ces causes pouvait demander à la plaider devant l'intendant qui s'adjoignait six autres juges à cet effet (49). Au début, la présidence du Conseil appartenait au gouverneur, le titulaire le plus important. Omise dans l'édit de création, cette règle fut confirmée par le roi, en 1665, lorsqu'il accorda la présidence au lieutenant général, en son absence au gouverneur, en l'absence de celui-ci à l'évêque, et finalement à l'intendant (50), qui n'obtenait que la quatrième place. Tel fut l'usage jusqu'en 1675.

(43) *Jugements et Dél.* I, 4 mars 1675, p. 904; 5 avril 1675, p. 922.

(44) *Jugements et Dél.* IV, 16 avril 1703, p. 815.

(45) *Arch. Col.* B, 57-1, A M. le Coadjuteur, 22 avril 1722, p. 175.

(46) *Edits et Ord.* I, Ordonnance de Louis XIV, roi de France et de Navarre, du mois d'avril 1667, avec le procès-verbal contenant les modifications faites par le Conseil à la dite Ordonnance, 1678, p. 112.

(47) *Jugements et Dél.* II, 14 décembre 1676, p. 97.

(48) *Edits et Ord.* I, Edit du Roi pour l'exécution de l'Ordonnance de 1667 ou Réduction du Code, juin 1679, p. 237.

(49) *Ibid.* I, Déclaration du Roi sur le jugement des causes de récusation et autres en Canada et sur les requêtes civiles, mars 1685, pp. 253-4.

(50) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Pouvoir aux sieurs Tracy, Courcelles et Talon

Mais cette année, dans sa déclaration qui confirme l'établissement du Conseil, le roi statua que, pour rendre sa discipline conforme à celle des cours supérieurs du royaume, l'intendant, qui « a la troisième place comme président du Conseil », demandera les avis, recueillera les voix et prononcera les arrêts, faisant au surplus les mêmes fonctions que les présidents des cours françaises (51). Cependant, la commission du même jour de Duchesneau, le nouvel intendant, lui reconnaissait seulement le droit de présider au Conseil souverain en l'absence du gouverneur (52), à qui d'ailleurs sa commission décernait, en toutes lettres, cette même présidence. Evidemment le roi établissait une différence entre la présidence honorifique qui consistait à siéger à la tête du Conseil, et la présidence effective, qui était de diriger la séance. Malheureusement les textes officiels n'en disaient rien, et, de fait, accordaient une même présidence au gouverneur et à l'intendant. De cette confusion résultèrent, coupées par des compromis, des contestations entre les deux dignitaires, fort longues et acrimonieuses. Finalement, le roi dut intervenir. En juin 1680, il rendit un arrêt, leur défendant à tous deux de prendre le titre de président du Conseil, mais conférant à l'intendant les fonctions de président des séances (53). Le gouverneur gardait l'honneur de présider, mais l'intendant conservait la présidence effective des délibérations. Même plus, quand l'intendant était absent du Conseil, même en présence du gouverneur et de l'évêque, la présidence effective de la séance appartenait au premier conseiller et c'était lui qui signait le registre des arrêts (54).

pour les changements à faire au Conseil souverain de Canada, 23 mars 1665, pp. 333 et suiv.

(51) *Edits et Ord.* I, Déclaration du Roi qui confirme l'établissement du Conseil souverain de Canada, 5 juin 1675, p. 84.

(52) *Ibid.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terre-Neuve et autres pays de la France septentrionale, pour M. Jacques Duchesneau, 5 juin 1675, p. 42.

(53) *Edits et Ord.* I, Règlement pour les qualités des personnes du Conseil et autres, revêtus de charges et commissions, 29 mai 1680, p. 239.

(54) *Jugements et Dél.* III, 19 août 1684, pp. 64-66.

Les premières années, le Conseil, corps politique autant que tribunal judiciaire, se réunissait sans jour fixe, mais le mercredi était « jour ordinaire de Conseil » (55). De 1665 à 1667, le Conseil ne siégea qu'irrégulièrement, à de longs intervalles. C'est au cours de l'année 1668, semble-t-il, que la règle s'établit définitivement de faire du lundi le jour régulier de réunion. Les séances s'ouvraient à neuf heures du matin (56), avec ajournement, si nécessaire, à une heure et demie de relevée (57). Elles reprenaient l'après-midi à trois heures (58). Au début, le Conseil donnait vacances à l'époque des semences (59) et aussi des récoltes (60). Puis on fixa les termes réguliers de vacances depuis les Rois jusqu'au premier lundi de carême, depuis le lundi des Rameaux jusqu'à celui de la Quasimodo, et depuis le premier lundi de septembre jusqu'au premier lundi d'octobre (61). Quand le besoin le requérait ou que les parties le sollicitaient, le Conseil tenait des réunions extraordinaires. Il se réunissait encore en séance spéciale pour recevoir, sans retard, les édits et les pièces officielles émanant du roi, ou pour étudier certaines questions inopinées. C'était l'intendant qui convoquait les séances extraordinaires, mais après en avoir mentionné les raisons au gouverneur et fixé le jour et l'heure avec lui. Ce dernier pouvait également appeler une réunion spéciale, après en avoir donné avis à l'intendant (62).

Le Conseil ne tenait pas ses séances sur un tribunal, comme les cours de France, mais autour d'une table, comme

(55) *Jugements et Dél.* I, 24 septembre 1664, p. 280.

(56) *Ibid.* I, 5 mars 1664, p. 292; II, 20 mars 1681, p. 501.

(57) *Ibid.* II, 18 août 1681, p. 659.

(58) *Ibid.* II, 16 février 1682, p. 754.

(59) *Ibid.* I, 18 mai 1673, p. 744.

(60) *Ibid.* II, 2 septembre 1680, p. 416.

(61) *Arch. Col.* C11 A, vol. 5, Abrégé des formalités essentielles qui sont usitées en Canada pour l'administration de la justice tant en première instance, à la prévôté et amirauté, qu'en cause d'appel au Conseil supérieur, pp. 135-6.

(62) *Arch. Col.* F3, vol. 5, Le Ministre à Duchesneau, 1^{er} may 1677, p. 21; *Jugs et Dél.* II, 7 mars 1679, p. 293.

les académies. Le gouverneur était à la tête avec l'évêque à sa droite et l'intendant à sa gauche. Ils faisaient ainsi une ligne au haut bout de la table. Le premier conseiller se mettait à la gauche de l'intendant et commençait le rang de ce côté. Le doyen commençait le rang de l'autre côté et se mettait à la droite de l'évêque. Après lui venait le conseiller-clerc dont la place était fixe. Les autres membres se plaçaient dans l'ordre de leur réception. Au contraire de l'usage en France, les conseillers ne siégeaient pas en robe noire, mais en habits ordinaires, avec l'épée au côté (63). Enfin, les séances du Conseil n'étaient pas ouvertes au public (64).

(63) La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval*, p. 113.

(64) *Registres du Conseil supérieur*, vol. 17, 19 septembre 1735, pp. 623-5.

CHAPITRE SIXIEME

LES FONCTIONS DU CONSEIL

L'édit de création du Conseil souverain lui conférait des pouvoirs divers et considérables, qui d'ailleurs se modifièrent au cours de son existence. Ils se divisaient en deux grands groupes: pouvoirs politiques et pouvoirs judiciaires, qu'il convient d'étudier séparément.

Les pouvoirs politiques du Conseil comprenaient le droit d'ordonner de la dépense des deniers publics, de disposer de la traite des pelleteries avec les Sauvages, de régler le commerce avec la France, de nommer les juges et les autres officiers de justice et de réglementer les affaires de police publiques et particulières (1). A part ces droits directement conférés, le Conseil possédait encore, en sa qualité de cour souveraine, le droit d'enregistrement et de remontrances, et le droit de faire des arrêts de règlement.

Chose surprenante à cette époque de centralisation autocratique, l'édit de 1663 commence par accorder au Conseil cette prérogative, si jalousement réservée, de régler la dépense des deniers publics. Cette étonnante dévolution de pouvoirs s'explique par l'absence d'un intendant et l'existence de cette attribution dans l'ancien Conseil de Québec.

Les finances publiques mises à la disposition du Conseil provenaient de quatre sources : produit des droits sur les pelleteries, qui étaient le quart du castor, le dixième des originaux et la traite de Tadoussac (2) ; effets, vivres et munitions envoyés par le roi (3) ; remboursement des avances faites par le roi pour les colons venus de France (4) ;

(1) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain, avril 1663, p. 63.

(2) *Jugements et Dél.* I, 23 octobre 1663, p. 40.

(3) *Ibid.* 29 octobre 1664, p. 223.

(4) *Ibid.* 23 août et 27 août 1664, pp. 264 et 268.

produit des droits de dix pour cent sur les marchandises importées dans le pays (5). De ces fonds, le « Conseil avait la direction, dépense et vérification » (6). Il en disposait pour payer tous les frais de l'administration : salaire du gouverneur, solde des garnisons, allocations au clergé et aux maisons religieuses, traitement des juges, salaires des chirurgiens et les dépenses inopinées (7). Il fixait aussi le coût des travaux publics (8) et faisait le paiement des dettes de la Communauté (9).

Il faut remarquer que ces pouvoirs du Conseil n'étaient pas absolus. Il existait un état des charges indispensables du pays, établi sous le régime précédent, et que dressaient le gouverneur et l'évêque (10). Quant à cet état, le pouvoir du Conseil se réduisait à en autoriser le paiement et à indiquer le fonds où puiser. Au sujet des dépenses militaires, il ne pouvait les faire que sur certificat signé et visé par le gouverneur (11). Dans le cas des autres dépenses, imprévues et secondaires, fort peu considérables d'ailleurs, qui ne figuraient pas sur l'état régulier, le Conseil était maître de les ordonner. Ainsi, en définitive, son rôle se résumait plutôt au contrôle qu'à l'initiative financière de l'administration.

D'autre part, le Conseil possédait le droit de changer l'assiette des impositions. Ainsi en 1664, il supprima la levée du dix pour cent sur les marchandises et la maintint seulement sur les vins et le tabac (12), pour la remettre, dès l'année suivante, sur les marchandises, les boissons et le tabac, comme auparavant (14).

(5) *Ibid.* 16 janvier 1664, pp. 92-3.

(6) *Ibid.* 11 mars 1665, p. 323.

(7) *Ibid.* 24 avril 1664, p. 183.

(8) *Ibid.* 14 novembre 1663, p. 55; 12 décembre 1663, p. 83.

(9) *Ibid.* 31 octobre 1663, p. 43.

(10) *Jugements et Dél.* 11 mars 1685, pp. 323-4.

(11) *Ibid.* 27 août 1664, p. 268.

(12) *Ibid.* 10 juin 1664, p. 193.

(13) *Arch. Col.* F3, vol. 4-1, Requête présentée par le syndic des habitants de Québec pour l'acquittement des dettes de la communauté sur les dix pour cent, 1672, p. 142.

Mais ce pouvoir financier du Conseil fut de brève durée. Dès 1665, à la suite des difficultés survenues entre ses deux chefs, le gouverneur et l'évêque, le roi décida d'envoyer en Canada un intendant qui fut Talon. Par sa commission, il reçut « la direction, maniement et distribution » des finances royales, des vivres, des munitions et des impôts, en un mot, la gestion de toute l'administration financière de la colonie, en sa qualité d'intendant des finances (14).

Cette commission n'annulait pas le pouvoir du Conseil « d'ordonner de la dépense des deniers publics ». En théorie le droit subsistait, mais, en pratique, la direction des finances passa sans retour aux mains de l'intendant. Du jour de la réception de Talon, les attributions financières du Conseil cessèrent définitivement. Cependant, rien n'empêchait le Conseil d'être saisi par l'intendant de questions de finance. Ainsi en 1670, il décida, siégeant avec le gouverneur et l'intendant, que le dix pour cent sur les marchandises ne serait pris, à l'avenir, que sur les liqueurs et le tabac (15), et le roi approuva cette décision (16). Ce fut là, semble-t-il, le dernier acte financier du Conseil. La commission d'intendant de Duchesneau devint encore plus explicite : elle arrêta qu'en plus des pouvoirs de Talon, l'intendant aurait seul connaissance de tout ce qui concernait les droits perçus dans la colonie (17). Cette dernière stipulation mettait fin, si besoin était, à la carrière financière du Conseil.

Par son édit de création, le Conseil avait encore reçu le droit de « disposer de la traite des pelleteries avec les Sauvages » (18) qui était pratiquement l'unique ressource

(14) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Terre-neuve et autres pays de la France septentrionale, pour M. Talon, 23 mars 1665, p. 34.

(15) *Jugements et Dél.* I, 20 octobre 1670, pp. 637-8.

(16) *Arch. Col. B.*, vol. 3, A M. Talon, 1671, p. 60.

(17) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terre-neuve et autres pays de la France septentrionale, pour M. Jacques Duchesneau, 5 juin 1675, p. 43.

(18) *Edits et Ord.* Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 38.

économique du pays. Ce trafic était frappé d'un droit d'un quart sur les castors et d'un dixième sur les originaux. De plus, il comprenait ce qu'on appelait la traite de Tadoussac, qui était le monopole de la traite sur la côte et aux environs de Tadoussac. Vu la difficulté de percevoir ces droits, le Conseil décida de les affermer ainsi que la traite de Tadoussac (19) et, de fait, les afferma pour trois ans (20).

Mais, l'année suivante, 1664, le roi céda la Nouvelle-France à la Compagnie des Indes occidentales avec le monopole des fourrures (21). De ce moment, la traite ne releva plus du Conseil, mais de la compagnie, qui la laissa libre aux habitants, mais en percevant les droits dont elle était frappée et en se réservant la traite de Tadoussac, arrangement que confirma le roi lui-même en 1665 (22).

Ainsi, par la création de la compagnie, le Conseil perdit, dès le début, son pouvoir de disposer de la traite des fourrures, pouvoir qui, lorsque disparut la compagnie, ne revint pas au Conseil. Car le roi, dans l'intervalle, avait pris en mains, dès 1673, la direction de la traite (23) et continua d'en réglementer l'exploitation, même après l'avoir réunie à la Ferme du Domaine d'Occident.

Cependant, en vertu du droit que lui conféraient les commissions des intendants de participer à la police générale du pays, le Conseil rendit, à l'occasion, avec le gouverneur et l'intendant, des règlements qui concernaient les opérations de traite (24).

Parmi ses attributions particulières, le Conseil avait également celle de disposer « de tout le trafic que les habi-

(19) *Jugements et Dél.* I, 6 octobre 1663, p. 14.

(20) *Jugements et Dél.* I, 23 octobre 1663, p. 40.

(21) *Edits et Ord.* I, Etablissement de la Compagnie des Indes Occidentales, mai 1664, pp. 41-42.

(22) *Ibid.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui accorde à la Compagnie le quart des Castors, le dixième des Originaux et la traite de Tadoussac, 8 avril 1666, pp. 60-61.

(23) *Edits et Ord.* I, Ordonnance du Roi au sujet des vagabonds et coureurs de bois, 5 juin 1673, p. 73.

(24) *Jugements et Dél.* II, 11 mai 1676, p. 72; IV, 14 mars 1701, pp. 533-5.

tants peuvent faire avec les marchands de ce royaume » (25). Cette réglementation du commerce, qui était dans l'esprit de l'époque, il l'exerça dès le début. Il commença par défendre aux marchands de débarquer leurs marchandises avant d'en avoir remis la déclaration au Conseil (26). Quelque temps après, il établit un tarif des marchandises et le pourcentage de profit auquel les marchands pouvaient légalement prétendre (27).

Mais la création de la Compagnie des Indes occidentales, en 1664, qui reçut, à l'exclusion de toutes les autres personnes, le droit de faire « tout le commerce et navigation dans le dit pays » (28), annula, en fait, le droit de réglementation que possédait le Conseil. Bientôt cependant, le roi rétablit la liberté commerciale, mais la présence au pays, à ce moment, d'un intendant qui avait la police du commerce parmi ses attributions, enlevait toute valeur pratique au pouvoir du Conseil en matière de commerce. En vertu de son droit, reconnu par les commissions des intendants, de participer à la police générale, le Conseil adopta souvent des règlements de commerce de concert avec l'intendant. Mais un jour, il s'avisa de les faire seul. Mis au courant par l'intendant, le roi cassa l'arrêt du Conseil et lui interdit de faire à l'avenir de tels règlements sans la présence du gouverneur et de l'intendant (29). L'ancien droit était devenu caduc.

Une attribution spéciale conférait au Conseil souverain le droit de « commettre à Québec, à Montréal et aux Trois-Rivières, et en tous autres lieux, autant et en la manière qu'ils jugeront nécessaire, des personnes qui jugent en

(25) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain, avril 1663, p. 38.

(26) *Jugements et Dél.* I, 26 septembre 1663, p. 7.

(27) *Jugements et Dél.* I, 17 novembre 1663, p. 58; 30 juin 1664, p. 222.

(28) *Edits et Ord.* I, Etablissement de la Compagnie des Indes Occidentales, mai 1664, pp. 43-44.

(29) *Insinuations du Conseil souverain.* II, Arrêt qui casse celui du Conseil souverain de Québec sur la vente des vins et eaux-de-vie, 10 mars 1685, p. 303.

première instance, sans chicane et longueur de procédures. des différents procès ». Ce droit s'accompagnait de celui « de nommer tels greffiers, notaires et tabellions, sergents, autres officiers de justice qu'il jugerait à propos » (30).

Le Conseil ne négligea pas d'user de son droit et de façon assez curieuse. A Montréal, où les seigneurs de la ville avaient établi une cour seigneuriale, il fut décidé d'établir une juridiction royale, mais ce ne fut pas le Conseil qui en nomma le juge, le procureur et le greffier, mais le gouverneur et l'évêque, et les nouveaux officiers reçurent leurs commissions, non plus du Conseil, mais du commissaire de la Marine, Gaudais-Dupont, qui remplissait en Canada les fonctions d'intendant temporairement. Tout ce que fit le Conseil, fut de confirmer les nominations (31). Cependant, à Trois-Rivières, ce fut le Conseil qui nomma le juge, le procureur et le greffier (32).

Quant aux autres officiers de justice, notaires, huissiers et sergents, on voit encore le gouverneur et l'évêque en faire la nomination qui, cependant, est aussi confirmée par le Conseil (33). Cependant, ce dernier nomma lui-même des notaires (34) et des huissiers (35).

Mais le Conseil ne conserva pas longtemps cette attribution de nommer les officiers de justice et les notaires. Elle passa, dès 1665, à la Compagnie des Indes occidentales en vertu de sa charte qui lui conférait le droit d'établir, partout où besoin serait, des juges et des officiers de justice (36). De plus, en 1672, le roi délégua à l'intendant Talon le pouvoir d'établir des juges dans les endroits où la Com-

(30) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 38.

(31) *Jugements et Dél.* I, 18 octobre 1663, pp. 33-34.

(32) *Ibid.* 17 novembre 1663, pp. 58-59.

(33) *Ibid.* 20 mai 1664, pp. 189-190.

(34) *Ibid.* 20 septembre 1663, p. 5.

(35) *Ibid.* 17 novembre 1663, p. 59.

(36) *Edits et Ord.* I, Etablissement de la Compagnie des Indes Occidentales, mai 1664, p. 46.

pagnie n'avait fait aucune nomination (37). Mais, en 1674, quand disparut la Compagnie des Indes, la nomination des juges et autres officiers de justice fut reprise par le roi lui-même (38) qui nommait également les notaires à l'occasion (39). C'est ainsi qu'il déclara à l'intendant Duchesneau qu'il n'avait pas le droit d'établir, de son chef, un juge et un procureur en Acadie (40). Mais il lui accorda, en 1680, le pouvoir de nommer aux charges d'huissier du Conseil et de greffier de la maréchaussée (41). Quand il était besoin de nommer un officier de justice par provision, c'était l'intendant qui faisait la nomination lui-même (42) ou en séance du Conseil à l'occasion (43). Enfin, c'était encore l'intendant qui nommait les notaires (44) et les huissiers qui exerçaient dans la colonie (45).

En dernier lieu, l'édit de création attribuait au Conseil un pouvoir considérable, d'autant plus remarquable qu'il n'était soumis à aucune restriction, celui de « régler de toutes les affaires de police publiques et particulières de tout le pays » (46). Il ne se contentait même pas d'en faire une sorte de Conseil d'Etat dans la colonie qui décidait des

(37) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne à M. Talon de faire des Règlements de Police, 4 juin 1672, p. 72.

(38) *Ibid.* I, Edit du Roi portant révocation de la Compagnie des Indes Occidentales et union au domaine de la Couronne des terres, isles, pays et droits de la dite Compagnie, avec permission à tous les sujets de Sa Majesté d'y trafiquer, etc... décembre 1674, p. 77.

(39) *Edits et Ord.* III, Provisions de l'office de Notaire-Gardenotes à Québec pour M. Gilles Rageot, 17 mai 1665, p. 89.

(40) *Arch. Col. B.* vol. 7, A M. Duchesneau, 15 mai 1678, p. 201.

(41) *Insinuations du Conseil souverain.* II, Pouvoir au sieur Duchesneau de commettre aux charges d'huissier au Conseil souverain de Canada et de greffier en la maréchaussée du dit pays, 29 mai 1680, p. 125.

(42) *Jugements et Dél.* III, 13 octobre 1687, p. 186.

(43) *Ibid.* 21 janvier 1686, p. 8.

(44) *Ordonnances, Commissions.* II, Commission de M. de Meulles à François Genaple, praticien, pour exercer l'office de notaire royal en la prévôté de Québec en remplacement de Romain Becquet, 22 octobre 1683, p. 9.

(45) *Ibid.* Commission de M. de Beauharnois à Jean-Baptiste Pottier pour exercer la charge d'huissier royal dans toute la Nouvelle-France, 17 octobre 1703, p. 319.

(46) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 38.

affaires qui lui étaient soumises, mais il lui conférait une certaine initiative de corps représentatif, en permettant à ses membres de rapporter et de régler au Conseil les affaires « dont ils pourront être chargés par les syndics des habitations du dit pays, habitants d'icelui, étrangers, passagers et autres » (47).

C'est bel et bien une délégation du pouvoir administratif que le roi a voulu faire : il s'en explique dans le préambule de l'édit, en déclarant que « la distance des lieux est trop grande pour pouvoir remédier d'ici à toutes choses avec la diligence qui serait nécessaire », et que « les conjonctures et les maux pressants ont besoin de remèdes plus prompts » (48). Une autre raison de cette délégation de pouvoir, c'est que le roi voulait « eslever un peu les esprits de ceux qui le composent (le Conseil), et augmenter plus l'amitié pour ce pais-là, par la part qu'ils auront dans le gouvernement politic » (49).

Cette attribution était d'ailleurs dans la tradition de l'institution qui la recevait. Car les parlements et les cours souveraines de France participaient, en certaines circonstances et sous certaines formes, à la police générale et faisaient de véritables règlements administratifs (50). Il se peut aussi que le roi, en faisant si large sa juridiction, ne vit aucun inconvénient à confier des pouvoirs politiques au Conseil souverain d'une colonie naissante, incapable de se soutenir par ses propres forces, sans le constant appui du royaume.

Quoiqu'il en fût, le Conseil prit effectivement en main la police générale de la colonie. Il adopta toute une série de règlement, entre autres, sur les conditions de travail dans la colonie et les causes de renvoi en France (51),

(47) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 39.

(48) *Ibid.* pp. 37-38.

(49) *Arch. Col. B.*, vol. 6, A. M. le Comte de Frontenac, 17 may 1674, p. 30.

(50) Esmein, *Histoire élémentaire du droit public français*, pp. 582 à 595.

(51) *Jugements et Dél.* I, 15 octobre 1663, p. 29.

sur le cours de la monnaie (52), sur la garde des bestiaux (53), sur le prix du blé (54), sur la vente des boissons aux Sauvages (55) et les salaires des juges subalternes (56).

Ces règlements, le Conseil les adoptait avec le concours du gouverneur et de l'évêque, mais il pouvait les faire avec le seul gouverneur (57), ou le seul évêque (58), et même les adopter hors de la présence de l'un et de l'autre (59). Non seulement il pouvait agir indépendamment de ses deux chefs, mais, avec des formules polies, il les priait d'exécuter les décisions prises et d'en faire rapport au Conseil (60). Enfin, il arrivait au Conseil d'écrire directement au roi ou au ministre et de discuter la politique à suivre dans l'administration et la colonisation du pays (61).

Ainsi le Conseil dirigeait effectivement la police de la colonie. De plus, il était le représentant de l'opinion publique. Toute personne pouvait présenter elle-même ses griefs au Conseil verbalement ou par écrit (62). On pouvait également s'adresser à un conseiller (63) ou au procureur général (64). La plupart du temps, c'était le syndic des habitants qui présentait les réclamations des citoyens (65).

Cet âge d'or de l'influence politique du Conseil ne dura que deux ans, de 1663 à 1665. Cette dernière année, à la suite de la querelle Mézy-Laval, le roi changea le mode de nomination des conseillers et dota la colonie d'un intendant. Tracy, Courcelles et Talon reçurent le pouvoir, non seulement de changer les conseillers, mais de modifier « l'éta-

(52) *Ibid.* 17 avril 1664, p. 171.

(53) *Ibid.* 12 mai 1664, p. 189.

(54) *Ibid.* 29 mai 1665, p. 355.

(55) *Ibid.* 29 avril 1665, p. 340.

(56) *Ibid.* 12 novembre 1664, p. 297.

(57) *Ibid.* 12 mai 1664, p. 189.

(58) *Ibid.* 20 août 1664, p. 263.

(59) *Ibid.* 12 mai 1664, p. 189; 25 juin 1664, p. 215.

(60) *Ibid.* 10 octobre 1663, p. 19; 24 avril 1664, p. 185.

(61) *Ibid.* 18 juin 1664, pp. 201-206.

(62) *Jugements et Dél.* I, 24 avril 1665, p. 336; 29 mai 1665, p. 353.

(63) *Ibid.* 14 février 1666, p. 377.

(64) *Ibid.* 12 novembre 1664, p. 297.

(65) *Ibid.* 17 décembre 1664, p. 305.

blissement et le pouvoir » du Conseil (66). A leur arrivée, les nouveaux administrateurs réunirent les conseillers pour l'enregistrement de leurs commissions, en juillet 1665 (67), et ne les convoquèrent de nouveau qu'en décembre 1666 (68) et en janvier 1667 (69). On voit à quelle nullité d'importance était soudainement tombé ce Conseil, maître pendant deux ans de la police du pays. Pendant cet intervalle de réorganisation, ce sont les administrateurs, ensemble ou séparément, qui rendent les ordonnances de police (70).

L'année 1667 vit, cependant, la reprise assez régulière des séances et le Conseil adopta, de concert avec les chefs, plusieurs arrêts sur les boissons (71) et sur la monnaie (72). Mais, autre signe des temps, c'était l'intendant qui préparait les règlements « sur les matières les plus considérables et importantes ». Il les présentait au Conseil qui en ordonnait simplement l'enregistrement et la publication (73). La règle s'établit alors que le Conseil ne pouvait faire de règlements qu'avec la jonction du gouverneur et de l'intendant, règle non écrite, mais régulièrement suivie. Le Conseil reprenait donc, quoique limitée par la règle précédente, la pratique de son droit de participer à la police du pays. Mais, en 1672, sa juridiction reçut une rude atteinte. Un arrêt de cette année accorda à l'intendant le droit de faire seul « des règlements de police tant pour le général du dit pays que pour les habitations particulières » (74). C'était une réelle

(66) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Pouvoir aux sieurs de Tracy, Courcelles et Talon pour les changements à faire au Conseil souverain de Canada, 23 mars 1665, pp. 333 et suiv.

(67) *Jugements et Dél.* I, 6 juillet 1665, p. 363.

(68) *Ibid.* 6 décembre 1666, p. 366.

(69) *Ibid.* 24 janvier 1667, p. 367.

(70) *Ordonnances, Commissions.* I, Ordonnance qui fait défense d'enlever aucun grain semé de jour ou de nuit, les propriétaires pourront cependant en cueillir avant la maturité à cause de la disette, mais en plein jour, 22 may 1667, p. 65; Ordonnance de MM. de Tracy, Courcelles et Talon pour la levée des dîmes et l'entretien des curés en Canada, 23 août 1667, p. 70.

(71) *Jugements et Dél.* 6 janvier 1667, pp. 368-9.

(72) *Ibid.* 10 janvier 1667, p. 370.

(73) *Ibid.* 24 janvier 1667, p. 374.

(74) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne à M. Talon de faire des Règlements de Police, 4 juin 1672, p. 72.

diminution de pouvoir, car, si l'intendant pouvait rendre des règlements sans le Conseil, ce dernier ne pouvait en faire sans la jonction de l'intendant.

Heureusement pour le Conseil, Talon quittait le Canada un mois après l'enregistrement de cet arrêt. Comme il n'eut pas de successeur immédiat, le Conseil resta seul en face du gouverneur jusqu'en 1675. Ce dernier, l'autoritaire Frontenac ne tarda pas, se réclamant du précédent de Tracy et de Talon et de l'absence de l'intendant, à promulguer, de son propre chef, un règlement de police (75). Le résultat fut une surprise. Le roi qui avait accepté les règlements de Tracy et permis à Talon d'en faire, sans tenir compte ni dans un cas ni dans l'autre du Conseil souverain, blâma le gouverneur, par la plume de Colbert, d'avoir « en cela passé les bornes [de son] pouvoir, car « ce règlement de police devoit être fait par le Conseil souverain auquel vous devez présider et non par vous seul » (76). Evidemment, ce que le roi permettait chez un envoyé extraordinaire, comme Tracy, et chez un intendant comme Talon, il ne voulait pas le permettre à un gouverneur, qui, comme Frontenac, se trouvait seul, sans intendant, à la tête du pays, réunissant le commandement militaire à l'administration civile. Il eût craint de remettre en ses mains une autorité trop absolue. Ainsi peut s'expliquer l'apparente contradiction de la conduite royale.

Voilà donc le Conseil remonté en dignité et en puissance, et redevenu partie essentielle de l'administration civile du pays. Son concours devenait nécessaire pour l'adoption des règlements de police générale.

Mais bientôt le roi reprit l'habitude de nommer un intendant dans la colonie et, par sa commission, lui conféra naturellement le droit de faire des règlements de police générale avec le Conseil, mais il lui donna, de plus, « pouvoir

(75) *Ordonnances, Commissions*. I, Règlements de police pour la ville de Québec, faits par M. de Frontenac, 28 mars 1673, pp. 130-141.

(76) *Arch. Col. B*, vol. 6, A M. le Comte de Frontenac, 17 may 1674, p. 146.

et faculté de les faire seul », s'il le jugeait à propos pour le bien du service (77).

Cette fois le Conseil est revenu au point où il en était sous Talon, c'est-à-dire qu'il peut participer à l'adoption de règlements généraux avec l'intendant, si ce dernier veut bien ne pas les faire seul. L'intendant Duchesneau, d'ailleurs, n'usa pas de son droit exclusif. Au contraire, il recherchait l'assistance du Conseil et préférait travailler avec lui (78), car il tenait à s'en faire un allié dans sa lutte contre le gouverneur. Ce fut, sans doute, par ce qu'il comptait sur cette sympathie de l'intendant, que le Conseil se permit, sans la présence de Frontenac et de Duchesneau, de passer un règlement au sujet des terres ensemencées, mais il mentionna par prudence que c'était « par provision » (79).

Mais, un jour, l'intendant, parce qu'il voulait plaire à l'évêque et se défiait, sur ce point, du Conseil, édicta seul une ordonnance sur le paiement des dîmes (80). Sur-le-champ, en dépit des termes de sa commission, le ministre écrivit à Duchesneau que cette ordonnance n'était pas de sa fonction, mais regardait le Conseil et que, si on se pourvoyait au Conseil du roi, elle serait cassée (81).

La raison apparente de cette décision royale, contraire aux termes de la commission de l'intendant, c'était que Duchesneau favorisait, avec Mgr de Laval, l'amovibilité des cures contre le sentiment du roi. Aussi Louis XIV décida, par un édit, de remettre au Conseil, à l'avenir, les décisions concernant le supplément de la dîme (82).

(77) *Edits et Ord.* III, Commission d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terre-neuve et autres pays de la France septentrionale, pour M. Jacques Duchesneau, 5 juin 1675, pp. 42-3.

(78) *Jugements et Dél.* II, 14 janvier 1676, pp. 43-4.

(79) *Ibid.* II, 6 janvier 1676, p. 3.

(80) *Ordonnances, Commissions.* I, Ordonnance de M. Duchesneau sur le paiement des dîmes et la manière de les estimer sur le champ, 25 juillet 1677, p. 213.

(81) *Arch. Col. B*, vol. 7, A M. Duchesneau, 15 mars 1678, pp. 198-200.

(82) *Edits et Ord.* I, Edit du Roi concernant les Dîmes et Cures fixes, mai 1679, p. 231.

Il semble donc qu'à ce moment le roi inclinait à rehausser les pouvoirs de ce Conseil que, précédemment, il avait réduit à n'être que l'adjoint de l'intendant. Après lui avoir donné la juridiction en matière de dîme, il donna instruction à l'intendant que, s'il était nécessaire, à cause des circonstances particulières du pays, de faire des règlements relatifs à la justice, il pourrait y pourvoir par provision, mais avec le Conseil souverain (83). Même, à l'occasion de la perception des droits, domaine qui relevait directement de lui, à son titre d'intendant des finances, le ministre écrivit à de Meules que le roi « souhaite que le Conseil ayt cette juridiction », hormis qu'il ne soit pas disposé à rendre justice au fermier. Alors le roi voulait qu'il usât de son droit d'en connaître seul, mais uniquement dans le cas de nécessité (84). Enfin, au sujet d'une querelle de juridiction, le ministre écrivit qu'à l'égard des « Ordonnances pour la police le gouverneur et l'intendant ne doivent en rendre que sur les affaires pressées et importantes, « parce que la police générale appartient au Conseil souverain » (85).

Voilà le Conseil bien muni de nouveau de l'attribution de la police générale. Aussi rendit-il, de concert avec le gouverneur et l'intendant, plusieurs règlements généraux (86). Ce qui n'empêchait pas l'intendant de rendre seul de son côté des ordonnances de police générale (87). Ainsi les deux pouvoirs s'exerçaient simultanément.

Le Conseil sentait-il son influence lui revenir ? Peut-être. En tout cas, en août 1684, un jour que le gouverneur et l'intendant étaient absents et même après un avertissement du procureur qu'il ne pouvait pas adopter seul un tel règlement sans leur participation (88), il se risqua à passer un

(83) *Arch. Col. B*, vol. 8, Instructions que le Roy veut estre mise ès mains du sieur de Meules, choisy par Sa Majesté pour Intendant de Justice, Police et Finances en la Nouvelle-France, 10 may 1682, pp. 101-2.

(84) *Ibid.* p. 111.

(85) *Arch. Col. B*, vol. 11, Au sieur de Meulles, 10 avril 1684, pp. 35-6.

(86) *Jugements et Dél.* II, 13 janvier 1683, p. 849; p. 860; 26 avril 1683, p. 870.

(87) *Ordonnances, Commissions.* II, passim.

(88) *Jugements et Dél.* II, 14 août 1684, pp. 956-7.

arrêt fixant par provision le prix du vin et de l'eau-de-vie (89).

De retour à Québec, à la séance suivante, l'intendant représenta qu'il était « à propos de ne pas faire exécuter l'arrêt » précédent, mais le Conseil s'abstint de se déjuger (90). Dès le lendemain, l'intendant de Meulles rendit une ordonnance décrétant que, par provision, sous le plaisir du roi, les marchands étaient libres de vendre les vins et liqueurs « en toute liberté » (91). C'était déclarer publiquement que le règlement du Conseil restait lettre morte.

L'intendant mit le ministre au courant des faits, ajoutant : « Jugé de quoi les conseillers de ce pays sont capables et s'ils n'étoient retenus par des puissances supérieures » (92). Versailles ne fut pas lent à répondre. Par un arrêt du 10 mars 1685, le roi cassa celui du Conseil souverain. A cette rebuffade, il ajouta l'ordre catégorique suivant : « Fait Sa Majesté deffense au dit Conseil de faire aucun règlement sur la police générale dudit pays en l'absence du gouverneur et de l'intendant » (93). La doctrine qui s'élaborait depuis Tracy et Talon venait de recevoir sa promulgation officielle par la plume du roi : le Conseil n'était plus, dans l'administration, un agent indépendant, mais seulement auxiliaire ; il n'était plus un agent indispensable, mais seulement facultatif.

A la suite de cette brimade royale, la carrière du Conseil se continue uniforme et régulière, jusqu'en 1710, alors que se produit un nouvel incident. Pendant une absence du

(89) *Ibid.* 16 août 1684, p. 959.

(90) *Ibid.* 21 août 1684, p. 960.

(91) *Ordonnances, Commissions.* II, Ordonnance de M. de Meulles qui porte permission à tous particuliers, marchands forains ou habitants, de traiter ou vendre en toute liberté vins, eaux-de-vie et tabacs. 22 août 1684, pp. 72-3.

(92) *Arch. Col.* C11 A, vol. 6, De Meulles au Ministre, 12 novembre 1684, p. 154.

(93) *Insinuations du Conseil souverain.* II, Arrêt qui casse celui du Conseil souverain de Québec sur la vente des vins et eaux-de-vie, 10 mars 1685, p. 303.

gouverneur et de l'intendant, le Conseil se réunit et discute un projet de règlement sur la police du blé, du pain et de la viande, avec instruction au procureur d'en dresser un mémoire pour la prochaine réunion à laquelle le gouverneur et l'évêque seront priés d'assister (94). Au retour des deux administrateurs, la censure s'abattit sur le Conseil. Dans un écrit, lu en séance, Vaudreuil et Bégon admonestèrent les conseillers de s'être permis d'agiter, en leur absence, des matières de police générale, contrairement à l'arrêt du roi du 10 mars 1685. De plus, ils posèrent, en principe, que seuls le gouverneur et l'intendant pouvaient prendre connaissance de « tout ce qui a rapport au gouvernement » et que l'intendant pouvait faire des règlements avec le Conseil, seulement s'il l'estimait nécessaire, et pouvait les faire seul, s'il le jugeait à propos. D'où ils conclurent que la conduite du Conseil était une entreprise sur leur autorité, car il ne pouvait pas plus agiter des matières de police que faire des règlements de police (95).

Ainsi se précise et s'accroît la doctrine de l'incapacité complète du Conseil en matière de règlement et de police générale sans la participation du gouverneur et de l'intendant. Cette doctrine, le roi la poussera plus loin dans ses instructions de l'année 1726 au gouverneur et à l'intendant, quand il écrira que « le Conseil ne doit se mêler directement ny indirectement de ce qui regarde le gouvernement. Sa Majesté lui a communiqué une partie de son autorité pour rendre la justice, c'est à quoi ils doivent s'appliquer » (96).

La théorie était bien établie, quand elle parut vouloir changer. L'intendant Dupuy, homme remuant, avait rendu, coup sur coup, plusieurs nouveaux règlements qui avaient inquiété la population. Le ministre lui écrivit qu'il allait

(94) *Jugements et Dél.* VI, 1^{er} juillet 1714, pp. 794-9.

(95) *Ibid.* 30 juillet 1714, pp. 804-5.

(96) *Arch. Col. B.*, vol. 49-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois, Gouverneur et Lieutenant Général de la Nouvelle-France, et Dupuy, Intendant, 14 may 1726, p. 386.

trop vite en besogne, mais qu'il était dans son droit de rendre ces ordonnances puisqu'elles ne concernaient point la police générale. Cependant, comme il connaissait peu les habitudes du pays, il était mieux de n'en point faire d'autres sans le Conseil ou sans l'approbation du roi. Enfin, il ne devait pas rendre seul des ordonnances relatives à la police générale (97). Cette lettre renversait la doctrine admise et contre-disait le texte des commissions des intendants, qui établissaient tous les deux le droit de l'intendant de faire seul des règlements de police générale. Il faut donc y voir, non une règle générale, mais une recommandation particulière à un intendant, qui manquait de discrétion et de connaissance du pays.

Bientôt ce fut au tour du gouverneur d'émettre une nouvelle doctrine sur ce point. A l'occasion des contestations qui surgirent devant le Conseil entre le grand vicaire et le Chapitre de Québec, après la mort de l'évêque, Beauharnois demanda la suspension des procédures et se plaignit de ce que le Conseil eût rendu un arrêt sans sa présence, quand le roi avait déclaré que les règlements généraux ne pouvaient s'adopter qu'en la présence du gouverneur et de l'intendant (98). A cette prétention, l'intendant répondit que l'arrêt du 10 mars 1685 ne comportait pas une telle interprétation, et que la présence de l'intendant suffisait, puisque, par sa commission, ce dernier pouvait faire des règlements généraux avec le Conseil ou sans le Conseil. L'intention du roi n'était pas que la présence du gouverneur fût également nécessaire (99). Cette déclaration reçut une confirmation royale, car le roi fit savoir au gouverneur qu'il avait excédé son pouvoir en voulant suspendre la procédure du Conseil (100), et l'incident fut clos, qui maintenait, en somme, la doctrine en cours.

(97) *Arch. Col. B*, vol. 52-1, A M. Dupuy, 18 may 1728, p. 139.

(98) *Registres du Conseil supérieur*. IX, 8 mars 1728, p. 292.

(99) *Ibid.* X, 23 juillet 1729, pp. 265-8.

(100) *Arch. Col. B*, 53-2, A M. le Marquis de Beauharnois, 12 avril 1729, p. 284.

A partir de ce moment, rien ne changea plus dans la carrière du Conseil. Il ne rendait des règlements qu'avec l'intendant et quand ce dernier était forcément absent, il les rendait de concert avec le gouverneur (101). S'il lui arrivait d'adopter seul un règlement, ce n'était qu'après entente avec les administrateurs (102).

De plus, l'importance du Conseil déclina rapidement avec les années, dès le début même du XVIII^e siècle. Absorbés davantage par le développement militaire du pays, les gouverneurs prennent vite l'habitude d'en négliger les séances. En outre, au fur et à mesure que la colonie complète, au cours des années, son corps de lois, les nouveaux règlements se font moins fréquents et moins importants qui s'élaborent au Conseil. D'ailleurs, les intendants préférèrent, d'habitude, les faire seul. Puis les intendants eux-mêmes, débordés par l'accroissement de leurs fonctions, commencent à se relâcher de leur assiduité aux réunions. Les registres révèlent que le Conseil souverain, au début pièce essentielle, et dans la suite pièce encore importante dans l'administration civile, n'est pratiquement plus, à la fin du régime français, que la cour suprême d'appel de la colonie.

En conclusion, il convient peut-être de noter que l'édit de création attribuait au Conseil certain pouvoir exécutif, stipulant que des conseillers seraient commis « pour avoir l'œil et tenir la main à l'exécution des choses jugées au dit Conseil » (103). Formule vague, sans doute, mais qui acquiert une certaine force de l'absence d'un intendant. En tout cas, dans les années qui précèdent l'arrivée de Talon, le Conseil exerça une certaine juridiction exécutive. Ainsi, il chargea le procureur général d'exécuter son arrêt qui ordonnait de renvoyer en France les personnes incapables de travail ou inutiles au pays à cause de leur infirmité ou

(101) *Registres du Conseil supérieur*. X, 26 novembre 1728, pp. 151-2; 16 mai 1729, p. 235.

(102) *Ibid.* 23 juillet 1729, pp. 265-8.

(103) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 39.

de leur mauvaise conduite (104). Il nomma encore trois conseillers pour assurer l'exécution du règlement qui fixait le tarif des marchandises (105). Deux conseillers donnèrent eux-même l'ordre d'arrêter des Indiens qui avaient vendu des boissons en contravention aux arrêts au Conseil (106). Le Conseil pouvait également nommer des personnes, autres que des conseillers, pour suivre l'exécution de ses décisions. Ainsi il confia à des particuliers la perception des droits dûs à la Communauté (107). Enfin, il nomma un huissier pour arrêter les Sauvages qui enfreignaient ses défenses au sujet de la vente des boissons (108). Mais ce pouvoir exécutif disparut complètement avant l'arrivée de l'intendant.

Outre les attributions politiques particulièrement conférées au Conseil par l'édit de création, il possédait encore, en sa qualité de cour souveraine, des attributions politiques générales, qui étaient le droit d'enregistrement et de remontrances, et le droit de faire des arrêts de règlement (109 et 110).

Le droit d'enregistrement et de remontrances appartenait, dans son ressort, à chaque cour souveraine du royaume. Né de la nécessité de faire connaître les lois, il consistait, sur l'ordre de la cour qui les recevait, dans la transcription sur ses registres des édits et ordonnances émanés de la volonté royale. Mais les cours ne se contentèrent pas d'enregistrer les lois transmises. Elles prirent l'habitude de les examiner avant d'ordonner leur enregistrement, ce qui les amena à y suggérer des modifications ou à refuser de les enregistrer. Dans l'un ou l'autre cas, elles en dressaient leurs raisons sous le nom de remontrances qui étaient envoyées au roi lui-même.

Telle était la pratique, quand le Conseil souverain

(104) *Jugements et Dél.* I, 15 octobre 1663, p. 29.

(105) *Jugements et Dél.* I, 16 janvier 1664, p. 95.

(106) *Ibid.* 11 may 1664, p. 188.

(107) *Ibid.* 16 octobre 1663, p. 29.

(108) *Ibid.* 24 avril 1664, p. 181.

(109 et 110) Esmein, *Cours élémentaire de droit public français*, p. 585.

s'établit à Québec en 1663. Quatre ans plus tard, parut l'ordonnance de 1667 qui régla que les cours devaient procéder sans retard à l'enregistrement des lois qui leur étaient adressées, mais qu'il leur était loisible de présenter des remontrances dans un certain délai, qui, pour le Canada, fut étendu à un an (111). Ce temps écoulé, les lois étaient tenues pour publiées et, en conséquence, devaient être observées (112). En 1673, allant plus loin, Louis XIV défendit aux cours toutes oppositions à l'enregistrement des ordonnances, qui devaient être enregistrées purement et simplement sans modification ni restriction, mais avec liberté pour les cours, après l'enregistrement, de présenter leurs remontrances (113).

Ce droit d'enregistrement et de remontrances, le Conseil le posséda et l'exerça tout au long de sa carrière, car s'il n'existe aucun cas de refus d'enregistrement, d'ailleurs vite défendu par la loi, on trouve des exemples nombreux de remontrances. De fait, le Conseil usa fréquemment, avec intelligence aussi, de son droit de faire des représentations à l'occasion des nouvelles lois qu'il recevait de l'autorité royale. A plusieurs reprises, ses remontrances furent adoptées et firent, en conséquence, entrer dans la loi d'utiles modifications. Les représentations, au sujet de l'ordonnance de 1667, furent acceptées par le roi, qui en fit l'objet d'un édit spécial (114). De même, les remontrances, sur l'ordonnance du roi de 1678, qui supprimait les congés de traite et le droit de chasse hors de l'étendue des terres

(111) *Edits et Ord.* I, Ordonnance de Louis XIV, roi de France et de Navarre, du mois d'avril 1667. Avec le procès-verbal contenant les modifications faites par le Conseil à la dite Ordonnance, 1678, pp. 107-108.

(112) *Ibid.* p. 108.

(113) *Anciennes lois françaises*, XIX, Lettres patentes portant règlement sur l'enregistrement dans les Cours supérieures des édits, déclarations et lettres patentes relatives aux affaires publiques de justice et de finances, émanés du propre mouvement du Roy, 24 février 1673, pp. 71-72.

(114) *Edits et Ord.* I, Edit du Roi pour l'exécution de l'Ordonnance de 1667 ou réduction du Code, juin 1679, p. 238.

défrichées (115), obtinrent du roi un nouvel édit qui permettait d'accorder des congés de chasse (116).

Cependant, en dépit de ces faits, il s'est élevé toute une controverse au sujet de savoir si, pour être obligatoires dans la colonie, les lois de France devaient être, oui ou non, enregistrées préalablement au Conseil souverain de Québec (117). Il n'est pas question de reprendre ici cette polémique. Il suffira de présenter rapidement quelques principes juridiques et quelques faits historiques qui semblent solutionner la difficulté. D'abord, il est de principe admis que les ordonnances royales ne devenaient exécutoires en France qu'après leur enregistrement par les cours souveraines. De plus, il est également de doctrine que chaque cour souveraine possédait au même degré le droit d'enregistrement dans son ressort (118). Enfin, la jurisprudence française déclare que la nécessité de l'enregistrement s'appliquait, dans les colonies comme en France, aux lois postérieures à l'établissement des cours souveraines (119). De là, il faut conclure que le Conseil souverain de Québec devait nécessairement enregistrer les lois royales afin de les rendre exécutoires dans la colonie.

Historiquement, la preuve n'est pas moins solide. D'abord Louis XIV reconnut au Conseil la possession du droit d'enregistrement, puisqu'il lui accorda, par exception, le délai d'un an pour présenter ses remontrances. Ensuite, durant toute sa carrière, Louis XIV et Louis XV expédièrent au Conseil leurs édits et ordonnances avec ordre de les enregistrer. C'était donc que l'enregistrement était nécessaire à leur validité. De plus, en 1746, le roi adressa deux lettres, l'une au gouverneur et à l'intendant, l'autre au Conseil

(115) *Jugements et Dél.* II, 31 octobre 1678, p. 255.

(116) *Ibid.* II, 16 octobre 1679, p. 320.

(117) Voir, entre autres, Doutre et Lareau, *Le Droit Civil canadien*, pp. 120-129.

(118) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 585.

(119) *Recueil général des lois et arrêts*, par Devilleneuve et Carette, VIII, Jugement de la Cour de Cassation, 29 décembre 1827, pp. 735-6.

supérieur, ordonnant de n'enregistrer les lois et lettres royales que sur son mandement particulier (120). Donc existait bien, chez le Conseil, le droit de l'enregistrement, nécessité de la validité des lois. Cette conclusion, le roi la confirmait, quand il écrivait : « L'ordonnance du mois d'août 1669 n'est point suivie en ce pays [de la Nouvelle-France]... parce qu'elle n'y a point esté envoyée ni enregistrée » (121). Une dernière preuve s'en trouve dans l'instruction que donne le ministre à l'intendant de faire enregistrer deux édits, imprimés dans un recueil, afin de les faire exécuter (122). De tout cela, il faut donc conclure à la nécessité de l'enregistrement par le Conseil pour la validité en Canada des ordonnances royales.

Cependant, chose assez curieuse, la pratique ici contredit, à maintes reprises, la théorie. Ainsi les grandes ordonnances de droit civil, criminel, commercial et maritime n'ont pas été enregistrées au Conseil souverain et pourtant elles étaient suivies par les cours canadiennes (122a). Certains auteurs expliquent qu'il suffisait à ces lois générales, s'appliquant à tout le royaume, de subir l'enregistrement au Parlement de Paris pour être valides dans les colonies comme en France. Mais cet argument est inexact juridiquement, car l'enregistrement du Parlement de Paris ne dispensait aucunement de l'enregistrement devant la cour souveraine d'un ressort particulier. De plus, l'argument devient nul devant le fait que certaines lois, par exemple, l'Ordonnance du roi, du 16 novembre 1683, qui défend de saisir les bestiaux, ont dû passer par l'enregistrement au Conseil de Québec (122b), quoique déjà enregis-

(120) *Edits et Ord.* I, Lettre du Roi adressée au Conseil supérieur concernant les enregistrements, 9 décembre 1746, p. 588; II, Arrêt du Conseil supérieur sur une lettre de Sa Majesté concernant l'enregistrement des édits, arrêts et déclarations du Roy, 18 juillet 1746, p. 224.

(121) *Arch. Col.* C11 A, vol. 2, Réponse aux observations sur certains articles des Ordonnances de 1667, 1669 et 1681, fol. 364 et suiv.

(122) *Jugements et Dél.* III, 21 juillet 1687, pp. 176-7.

(122a) *Edits et Ord.* I, Ordonnance de Louis XIV, roi de France et de

trées au Parlement de Paris. D'ailleurs, il se trouve aussi que même des lois particulières, par exemple, la déclaration contre les Bohémiens, de 1682, étaient reçues par les tribunaux du pays, sans avoir connu la formalité de l'enregistrement en Canada (122c).

En conclusion, il faut admettre un principe qui est contredit par les faits, c'est-à-dire la nécessité de l'enregistrement des lois au Conseil de Québec pour assurer leur validité et, d'autre part, l'acceptation par les tribunaux canadiens de l'autorité de certaines lois qui n'ont pas été enregistrées dans la colonie.

Quelle est l'explication de cette contradiction ? Il faut peut-être la chercher dans l'édit de création du Conseil souverain, qui lui donne, entre autres choses, le pouvoir de juger « selon les lois et ordonnances de notre royaume et y procéder autant qu'il se pourra en la forme et manière qui se pratique et se garde dans le ressort de notre cour de Parlement de Paris » (122d). Quoique cette phrase ne recommande strictement que de suivre la procédure du Parlement de Paris, il semble que le Conseil souverain lui ait donné une signification plus étendue, et qu'il ait accepté, comme devant s'appliquer au Canada, non seulement la procédure, mais aussi la législation qui s'observait au Parlement de Paris. Sans cette interprétation, on ne comprend pas comment le Conseil de Québec, qui proclamait la nécessité de l'enregistrement local, par exemple, pour les lois particulières aux colonies, eût permis l'application par les tribunaux de lois générales ou particulières, qui, faute

Navarre, du mois d'avril 1667, p. 106; *Abstract of the Criminal Laws that were in force in the Province of Quebec in the time of the French Government*, pp. 161-2; *Ibid.* p. 171; *Edits et Ord.* I, Règlement concernant les sièges d'amirauté, 24 mars 1717, pp. 358 et suiv.

(122b) *Edits et Ord.* I, Ordonnance du Roy du seizième novembre 1683, qui défend de saisir les bestiaux, pp. 250-1.

(122c) *Abstract of the Criminal Laws that were in force in the Province of Quebec in the time of the French Government*, p. 165.

(122d) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, p. 38.

d'enregistrement canadien, n'avaient aucune autorité dans le pays.

Le second droit politique du Conseil, en sa qualité de cour souveraine, était celui de rendre des arrêts de règlement. Ce qui veut dire que, dans les matières de sa compétence, il pouvait édicter de nouvelles dispositions qui formaient une véritable législation. On la disait provisoire, parce qu'elle existait seulement par provision, et supplétoire parce qu'elle avait pour but d'obvier au silence de la loi ou à la différence des circonstances. On en trouve plusieurs exemples dans les registres du Conseil. Ainsi, en enregistrant un privilège royal, au sujet de certains moulins, le Conseil le prolongea d'une année sous le bon plaisir du roi (123). Ce qu'il fit de nouveau, plus tard, au sujet d'un privilège de pêche (124). En 1686, lors de l'enregistrement de la déclaration du roi de 1683, qui défendait de saisir les bestiaux, le Conseil la modifia en ordonnant, sous le bon plaisir du roi, qu'elle serait exécutée sans limite de temps (125). Par un autre arrêt de 1707, le Conseil modifia son premier arrêt, en rétablissant le terme original de durée, mais il fit une autre modification, en statuant que, vû le peu de chèvres et de brebis dans le pays, il serait laissé au débiteur une deuxième vache au lieu de trois brebis (126). Plus important encore, fut son arrêt de 1728, par lequel le Conseil établit des règles nouvelles de succession dans le cas de Français mariés à des Indiennes et défendit à l'avenir ces mariages jusqu'à ce que le roi eut fait connaître sa décision (127). Voilà bien une véritable législation en marge des ordonnances.

A côté des pouvoirs politiques du Conseil souverain, pouvoirs d'exception, se placent ses pouvoirs judiciaires,

(123) *Jugements et Dél.* II, 8 novembre 1677, pp. 173-4.

(124) *Ibid.* II, 21 mars 1678, pp. 184-5.

(125) *Ibid.* III, 12 novembre 1686, p. 97.

(126) *Jugements et Dél.* V, 24 janvier 1707, pp. 500-1.

(127) *Arch. Col.* F3, vol. 11, Arrêt du Conseil de la Chambre en Canada qui exclut les Sauvages des successions des Français, déclare acquis au Domaine les biens des femmes sauvages décédées sans enfants, et assigne

pouvoirs essentiels, car le Conseil était de sa nature une cour de justice. L'édit de création lui attribuait, à cet égard, une juridiction d'appel et une juridiction de première instance. Il lui conférait, en effet, le droit « de connaître de toutes causes civiles et criminelles pour juger souverainement et en dernier ressort selon les lois et ordonnances de notre royaume » et de plus pour les conseillers celui d'entendre et de « terminer les procès et affaires de peu de conséquence » (128).

Dans une colonie naissante, qui comptait environ 2.500 habitants, cette double juridiction pouvait fort bien se cumuler sans inconvénient. Jusqu'en 1666, le Conseil remplit cette double fonction, surtout celle du tribunal de première instance, car les appels étaient fort peu nombreux. Mais, en 1666, la Compagnie des Indes occidentales, devenue maîtresse du pays, établit une prévôté à Québec, dont la création fut enregistrée au Conseil, le 10 janvier 1667 (129). Dès cette date, le Conseil ne siégea plus qu'en appel. Mais, lors de la disparition de la Compagnie des Indes, en 1674, le roi supprima la prévôté de Québec, rétablissant la juridiction de première instance du Conseil (120), du moins sur papier. Mais cette suppression n'eut pas le temps de s'exécuter, car le 13 mai 1675, il nomma Louis Théandre Chartier juge à la prévôté de Québec, de sorte que cette nomination, enregistrée au Conseil (131), maintenait la prévôté en existence, et de fait cette dernière fonctionna sans interruption. Mis sans doute au courant de la situation, le roi rétablit officiellement la prévôté en 1677 (133). Ainsi le Conseil redevint uniquement une cour d'appel.

le partage des dites femmes veuves dans la succession des Français leurs maris, 18 décembre 1728, p. 285.

(128) *Edits et Ord.* I, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, pp. 38-39.

(129) *Jugements et Dél.* I, 10 janvier 1667, p. 371.

(130) *Edits et Ord.* I, Edit du Roi portant révocation de la Compagnie des Indes Occidentales, décembre 1674, p. 78.

(131) *Jugements et Dél.* I, 23 septembre 1675, p. 993.

(132) *Edits et Ord.* I, Edit pour l'établissement du siège de la Prévôté et justice ordinaire de Québec, mai 1677, p. 90.

La juridiction du Conseil embrassait « toutes causes civiles et criminelles », même jugées avant sa création (133), et son ressort s'étendait à toute la colonie. Au début, on pouvait y appeler des sentences de la prévôté de Québec (134), de la juridiction royale des Trois-Rivières (135) et des justices seigneuriales de Montréal (136) et des autres cours seigneuriales (137). Mais à la suite de divers édits du roi, il fut réglé que les appellations seigneuriales ne ressortiraient plus directement au Conseil, mais aux justices royales de leur district.

Le Conseil souverain constituait encore la cour d'appel du tribunal ecclésiastique de l'officialité (138), et de son tribunal relevaient encore les appels des jugements de la cour d'amirauté, soit qu'ils fussent rendus par la prévôté de Québec, qui en remplissaient au début les fonctions (139), soit qu'ils le fussent par la cour d'amirauté elle-même créée en 1717 (140). Même le Conseil réglait, par provision, toute difficulté qui pouvait se présenter, en l'absence d'un tarif royal, au sujet des frais de justice, des expéditions de congé et des autres procédures de l'amirauté (141).

Quoique le Conseil souverain rendît des jugements en dernier ressort dans la colonie, les parties avaient cependant la liberté de se pourvoir en appel au Conseil du roi. Cet appel n'empêchait pas l'exécution des jugements, mais obligeait la partie victorieuse à donner caution (142). A cause de l'éloignement du Canada, le délai des assignations au

(133) *Jugements et Dél.* I, 31 octobre 1664, p. 44.

(134) *Ibid.* 2 mai 1673, p. 735.

(135) *Ibid.* 29 janvier 1674, p. 789.

(136) *Jugements et Dél.* I, 5 mars 1674, p. 295.

(137) *Ibid.* 24 avril 1669, p. 555; 8 avril 1669, p. 550.

(138) *Ibid.* 28 juin 1675, p. 250; VI, 10 septembre 1714, pp. 828-830.

(139) *Ibid.* VI, 71 mars 1710, p. 37.

(140) *Edits et Ord.* I, Règlement concernant les sièges d'amirauté que le Roi veut être établis dans tous les ports des Isles et Colonies françaises en quelque partie du monde qu'elles soient situées, 12 janvier 1712, p. 360.

(141) *Ibid.* p. 363.

(142) *Arch. Col.* C11 A, vol. 5, Abrégé des formalités essentielles usitées en Canada pour l'administration de la justice tant en première instance, à la prévôté et amirauté, qu'en cause d'appel au Conseil souverain, p. 131.

Conseil, qui était d'un an pour les colonies, pouvait être prolongé par les lettres ou les arrêts portant permission d'assigner (143).

Toute générale que fut, en théorie, la juridiction du Conseil souverain, elle rencontrait, en pratique, un certain nombre de restrictions. D'abord ne relevait pas de lui la juridiction de l'intendant qui était considérable, car il était juge privatif en matières seigneuriales et financières et dans certaines causes fixées par le roi, sans mentionner son pouvoir d'évocation. De ces jugements, on devait en appeler directement au Conseil d'Etat du roi (144). De plus, le Conseil ne pouvait « connaître des ordonnances ci-devant rendues par les sieurs intendants » (145), et il condamna un jour à l'amende un appelant qui avait interjeté appel d'une sentence de l'intendant (146). De son côté, le gouverneur pouvait soustraire une personne à la juridiction du Conseil pour cause de déni de justice. Ainsi Frontenac fit libérer des prisons Mareuil (147) qui subissait son procès devant le Conseil, et l'envoya en France où il ne fut pas inquiété. Enfin le roi pouvait toujours s'évoquer une cause pendante devant le Conseil.

D'autre part, la juridiction du Conseil pouvait, à l'occasion, recevoir une extension de pouvoir par décision du roi ou même de l'intendant. Ainsi, à la veille de son départ pour la France, Hocquart lui transmet la connaissance, en première instance, du crime de fabrication et distribution de fausse monnaie de cartes, privativement aux autres cours (148). De son côté, le roi transféra de l'intendant au Conseil les appels dans les causes de réunion des

(143) *Anciennes Loix françaises*, XXII, Règlement concernant la procédure du Conseil, Versailles, 28 juin 1738, p. 61.

(144) *Anciennes Loix françaises*, XXII, Règlement concernant la procédure du Conseil, Versailles, 28 juin 1738, p. 57.

(145) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi pour la réunion des terres concédées par les MM. du Séminaire de Saint-Sulpice, 5 mai 1716, p. 358.

(146) *Jugements et Dél.* I, 21 avril 1670, p. 609.

(147) *Ibid.* III, 29 novembre 1694, pp. 946-953; 6 décembre 1694, pp. 954-5.

(148) *Registres du Conseil supérieur*, XIX, 1^{er} octobre 1736, pp. 336-9.

terres seigneuriales du séminaire de Saint-Sulpice (149). Il lui attribua de même la punition des coureurs de bois qui, jusque-là, appartenait à l'intendant (150).

Il faut aussi noter que, comme il n'y avait pas de chancellerie dans la Nouvelle-France, le Conseil souverain en remplissait toutes les fonctions. Il accordait les lettres de restitution, de révision (151) et d'émancipation d'âge (152). Tout ce qui s'expédiait à la Chancellerie se poursuivait en Canada par une simple requête (153) devant le Conseil.

En terminant la revue des fonctions judiciaires du Conseil souverain, il importe de remarquer qu'il exerçait une surveillance sur les cours inférieures, royales ou seigneuriales, quant à la conduite des officiers et l'administration de la justice. Dès 1664, il interdit aux juges subalternes et aux procureurs de « prendre aucuns salaires ny vacations » (154). Plus tard, il réprimanda le procureur de la prévôté de Québec (155), et en suspendit même le lieutenant général (156). Il ordonna aux cours royales de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières de mieux suivre les prescriptions de la loi criminelle (157). Enfin il porta un règlement pour l'administration de la justice seigneuriale à Château-Richer (158). Cette surveillance et cette discipline, il pouvait

(149) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi pour la réunion des terres concédées par les MM. du Séminaire de Saint-Sulpice, 5 mai 1716, pp. 357-8.

(150) *Arch. Col. B*, vol. 11, Au sieur de Meulles, 10 avril 1684, p. 39; *Edits et Ord.* I, Edit du Roi qui défend d'aller à la traite des pelleteries dans la profondeur des bois et les habitations des sauvages, mai 1681, p. 249.

(151) *Edits et Ord.* I, Ordonnance de Louis XIV, roi de France et de Navarre, du mois d'avril 1667. Avec le procès-verbal contenant les modifications faites par le Conseil à la dite Ordonnance, 1678, p. 131.

(152) *Jugements et Dél.* VI, 25 février 1710, pp. 31-32.

(153) La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval*, p. 115.

(154) *Jugements et Dél.* I, 12 novembre 1664, p. 297.

(155) *Ibid.* II, 20 juin 1628, pp. 209-210.

(156) *Ibid.* III, 3 août 1676, p. 13.

(157) *Ibid.* VI, 13 septembre 1714, p. 823.

(158) *Edits et Ord.* II, Arrêt du Conseil souverain portant Règlement au sujet de l'administration de la justice au Château-Richer, 16 mars 1750, p. 226.

l'imposer à ses propres membres. Ainsi il interdit aux conseillers Crespin et d'Artigny de se présenter aux séances avant d'avoir reçu la décision du roi à leur égard (159).

(159) *Registres du Conseil supérieur*, IX, 6 avril 1738, p. 329; X, 4 octobre 1728, p. 135.

CHAPITRE SEPTIEME

LA PARTICIPATION DU PEUPLE DANS LE GOUVERNEMENT

Quelle part avait le peuple de la Nouvelle-France dans l'administration politique du pays ? A cette question, la réponse varie suivant l'époque. La colonie se fonda en 1608, mais ne constitua, en fait, jusqu'en 1632, qu'un comptoir de commerce, où le gouverneur réunissait tous les pouvoirs. La véritable colonisation commença en 1633, avec le retour du pays à la France, mais, jusqu'en 1645, la colonie canadienne fut administrée par son gouverneur et la petite population n'eût rien à voir à la direction des affaires. A cette date, la communauté des habitants obtint le monopole de la traite. Deux ans plus tard, en 1647, le roi établit le Conseil de Québec et lui confia la réglementation du trafic et de sa finance. En même temps, il ordonnait la nomination de syndics pour les postes de Québec, Montréal et Trois-Rivières qui devaient être élus « par les habitants des dits lieux chacun an par scrutin ». Ces syndics avaient entrée et séance au Conseil, sans voix délibérative, pour y représenter les droits de leur charge et l'intérêt de la communauté (1). En 1648, le roi modifia la composition du Conseil en y faisant entrer deux habitants du pays, choisis par les membres réguliers du Conseil dans une assemblée où se trouvaient les syndics (2). Enfin, en 1657, un nouvel arrêt établit que le Conseil compterait, en outre du gouverneur et du directeur de la traite, quatre conseillers élus par le suffrage général (3). Ainsi la colonie possédait une repré-

(1) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Règlement pour établir un bon ordre et police en Canada, 27 mars 1647, p. 176.

(2) *Ibid.* Arrest du 5 mars 1648 portant Règlement en faveur des habitants de la Nouvelle-France, pp. 182-3.

(3) *Affaires Etrangères*, Mémoires et Documents, IV, Nouvelle-France, 7 mars 1657, p. 307.

sensation populaire directe et ses élus exerçaient, avec les conseillers nommés par le roi, le droit de réglementer la traite des fourrures et le commerce général, d'établir des impôts et d'administrer la finance du pays. Ainsi, de 1647 à 1663, le peuple participa réellement à l'administration politique d'une façon remarquablement en avance sur son époque.

En 1663, le Conseil de Québec disparut devant le Conseil souverain. Les attributions politiques du nouveau corps dépassaient encore celles de l'ancien. Il réglementait la traite et le commerce, ordonnait de la dépense des deniers publics, déterminait la police publique et particulière du pays et faisait la nomination des juges et des officiers de justice (4). Il est vrai, que les conseillers n'étaient pas les élus du peuple, mais, choisis parmi les notables du pays, ils le représentaient et par eux la colonie participait encore à l'administration de la chose publique.

Mais, dès 1665, le roi nomma au pays un intendant et bientôt le nouveau fonctionnaire et ses successeurs absorbèrent, les uns après les autres, les différents pouvoirs du Conseil souverain. Après 1675, la finance appartenait uniquement à l'intendant et il possédait le droit de faire seul les règlements de police générale. Le roi s'était réservé la réglementation de la traite et la nomination des officiers de justice. En dehors de ses attributions judiciaires, il ne restait plus au Conseil que la faculté de participer aux affaires que le gouverneur et l'intendant voulaient bien lui soumettre et aux règlements de police que l'intendant ne jugeait pas à propos de faire seul. Le nombre et l'importance de ces affaires et de ces règlements diminuèrent d'année en année, et dès le début du dix-huitième, le rôle politique du Conseil s'abolit presque complètement devant l'attitude des intendants qui lui défendaient même de discuter « des matières de police générale » (5) et les déclarations

(4) Edits et Ord. III, Edit de création du Conseil souverain de Québec, avril 1663, pp. 38-39.

(5) *Jugements et Dél.* VI, 30 juillet 1714, pp. 804-5.

des ministres qu'il ne devait se mêler « directement ny indirectement de ce qui regarde le gouvernement », mais se limiter à rendre la justice aux sujets du roi (6).

En dehors du Conseil souverain, réduit bientôt à n'être qu'une cour de justice, il n'existait dans la colonie aucun corps public qui put exprimer l'opinion des citoyens. Seule une institution secondaire réussit à durer une trentaine d'années et à servir d'interprète, à l'occasion, au sentiment public, ce fut l'office de syndic.

Sous l'ancien régime, le syndic était l'officier élu par les membres d'un corps ou d'une communauté pour veiller aux affaires communes. Il présentait les demandes et les vues de la communauté aux autorités, qui, de leur côté, le chargeaient de faire connaître à ses mandataires leurs décisions et leurs volontés (6a). Le syndic restait constamment sous l'œil de l'administration. Il fallait une permission officielle pour en tenir l'élection (7) qui avait lieu devant le commandement ou le juge, et le résultat était proclamé et confirmé par l'autorité (8). De plus, le syndic était très limité dans ses fonctions. Il devait toujours solliciter la permission, s'il voulait tenir une réunion de la communauté. Il ne devait signer aucun document en qualité de syndic ni faire signer des requêtes, sans l'autorisation du juge ou du commandant (9). Il pouvait être suspendu de ses fonctions par les autorités (10).

(6) Arch. Col. B, 49-2, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Beauharnois, Gouverneur et Lieutepant Général de la Nouvelle-France, et Dupuy, Intendant, 14 may 1726, p. 386.

(6a) Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, XVI, p. 633; Ferrière, *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, II, p. 809.

(7) *Registres judiciaires de Montréal*. Permission de M. Perrot, Gouverneur, pour faire assembler les habitants pour l'élection d'un Procureur syndic, 15 mars 1672.

(8) *Collection Baby*, Proclamation par Jacques Leneuf de la Potherie de l'élection de Michel Leneuf du Hérisson comme syndic des Trois-Rivières, 10 septembre 1648.

(9) Arch. Col. F3, vol. 4-1, Interrogatoire de Louis Chevalier, syndic des habitants de Montréal, 11 may 1674, pp. 344-8.

(10) *Ibid.* Deffences à Louis Chevalier, syndic à Montréal, de faire aucune fonction du syndicat, 12 may 1674, pp. 347-8.

Ce fut l'arrêt de 1647, établissant le Conseil de Québec, qui créa les premiers syndics canadiens. Ils jouirent alors d'une assez grande influence, puisqu'ils avaient entrée et séance au Conseil pour y représenter l'intérêt de leur communauté (11). Pendant qu'ils continuaient d'exister à Montréal, les syndics furent supprimés à Québec, en 1661, par ordre du gouverneur d'Avaugour, « sans ordre de justice observée » (12). Mais, en 1663, après la création du Conseil souverain, ce dernier permit, à la suite de représentations, d'élire, non pas un syndic, mais un maire et deux échevins (13). L'institution n'eût pas l'heur de plaire et le Conseil, cinq semaines plus tard, décida de rétablir le syndic (14). Mais des dissensions se produisirent: une première élection, en juillet 1664, fut mise de côté et ce ne fut qu'en septembre de cette année qu'un nouveau syndic fut élu, qui prêta le serment d'office devant le Conseil Souverain (15).

Dès lors, le syndic de Québec joua un rôle actif et important. Exerçant consciencieusement sa charge de représentant de la communauté, il venait fréquemment devant le Conseil souverain exposer les demandes de ses concitoyens, leurs plaintes et même leurs suggestions de tout ordre et de toute nature (16). Et son rôle était d'autant plus important et plus utile que le Conseil, durant cette brève période, tint effectivement en main l'administration de la colonie. En 1665, au cours de la querelle Mézy-Laval et de la réorganisation du Conseil souverain qui fut des mois sans se réunir, le syndic disparut de la vie publique. Mais le système avait donné de si bons résultats que les citoyens en demandèrent au Conseil la réinstallation ce qui se fit en 1667 (17). Et le syndic reprit auprès du Conseil son rôle d'interprète de

(11) *Arch. Col.* F3, vol. 3, Règlement pour établir un bon ordre et police en Canada, 27 mars 1647, p. 176.

(12) *Jugements et Dél.* I, 20 septembre 1663, p. 5.

(13) *Ibid.* 7 octobre 1663, p. 15.

(14) *Ibid.* 14 novembre 1663, p. 57.

(15) *Ibid.* 19 septembre 1664, p. 279.

(16) Voir *Jugements et Dél.* I, pp. 285 à 343.

(17) *Jugements et Dél.* I, 28 mars 1667, p. 387.

l'opinion publique, faisant des représentations, entre autres, au sujet du prix des marchandises (18), de l'établissement d'une brasserie (19), du tarif du castor, et de la liberté du commerce (20), de la suppression des droits sur les liqueurs (21) et de toutes questions intéressant la petite communauté. Là-dessus arriva un nouveau gouverneur Frontenac, bientôt laissé seul à la tête du pays, sans intendant. Il convoqua, en octobre 1672, une réunion des citoyens, à Québec, qu'il divisa en quatre ordres, le Clergé, la Noblesse, la Justice et le Tiers-Etat, à qui il fit prêter serment de fidélité (22). En mars 1673, en place du syndic de Québec, il établit trois échevins dont le premier était juge de police avec les deux autres comme adjoints. Renouvelables un par an, leur élection devait être confirmée par le gouverneur qui était libre de les changer à sa discrétion (23).

Ces innovations déplurent fortement à Versailles. Le ministre écrivit à Frontenac qu'il ne fallait jamais donner au corps des habitants cette forme des Etats-Généraux. Il conviendrait même, un jour, de supprimer insensiblement le syndic, car il était préférable que « personne ne parle pour tous » (224). En apprenant, plus tard, le remplacement, déjà fait, du syndic par les échevins, le ministre fit savoir au gouverneur qu'il avait dépassé les bornes de son pouvoir, en donnant aux échevins des attributions judiciaires qu'on ne pouvait enlever aux juges. Cependant le roi ne voulait pas révoquer la nomination des échevins, mais désirait qu'à l'avenir on suivit ses volontés (25). Et les échevins, qui furent moins actifs que les syndics, semblent

(18) *Ibid.* 30 juillet 1667, p. 432.

(19) *Ibid.* 5 mars 1668, p. 477.

(20) *Ibid.* 30 octobre 1668, p. 524.

(21) *Ibid.* 20 octobre 1670, p. 637.

(22) *Arch. Col. F3*, vol. 3, Frontenac au Ministre, 2 novembre 1672, pp. 180-1.

(23) *Ibid.* vol. 4-1, Règlement de Police fait pour M. de Frontenac, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roy en Canada, 23 mars 1673, pp. 188-9.

(24) *Ibid.* B, vol. 5, A M. le Comte de Frontenac, 13 juin 1673, pp. 31-32.

(25) *Arch. Col. B*, vol. 6, Colbert à Frontenac, 17 mai 1674, pp. 28-30.

avoir existé jusqu'en 1677, où ils apparurent encore devant le Conseil (26).

A Trois-Rivières, le syndic disparut en 1661, comme à Québec, pour reparaitre en 1664, mais sans laisser de trace après 1665 (27).

A Montréal, l'institution dura jusqu'en 1674, alors que le syndic fut démis de sa charge par les commissaires du Conseil (28). Ainsi, de bonne heure, sans doute à la suite de l'avis de Colbert à Frontenac de les supprimer insensiblement, disparurent de la vie publique le syndic et les échevins.

Quarante ans après la disparition des syndics de la communauté, apparurent les syndics négociants de Québec et de Montréal avec des attributions naturellement beaucoup moins importantes. Ce fut, en 1717, que le roi permit aux marchands de ces deux villes de s'assembler tous les jours au sujet de leurs affaires et d'élire l'un d'entre eux « pour faire au nom de tous les représentations qui seront nécessaires pour le bien de leur commerce » (29). L'élection s'en faisait, sur la permission des autorités, en présence de l'intendant ou d'un magistrat et le résultat en était officiellement approuvé (30). L'institution dura jusqu'à la fin du régime. Les syndics des marchands devinrent naturellement les interprètes de leur corporation, au point que le roi refusa de considérer une requête des négociants qui n'avait pas passé par leurs mains (31). Forcément, puisqu'ils étaient les seules personnes possédant une qualité officielle,

(26) *Jugements et Dél.* II, 27 juillet 1677, p. 147.

(27) *Ibid.* 9 avril 1665, p. 340. La dernière mention de cette fonction est peut-être l'attribution de ce titre au sieur des Colombiers, en 1678, *Arrière Fiefs*, Actes de Foy et Hommage de Nicolas Juchereau, août 1678.

(28) *Arch. Col.* F3, vol. 4-1, Défenses à Louis Chevalier, syndic à Montréal, de faire aucune fonction du syndicat, 12 mai 1674, pp. 347-8.

(29) *Edits et Ord.* I, Arrêt qui permet aux négociants des villes de Québec et de Montréal de s'assembler tous les jours dans un endroit convenable pour y traiter de leurs affaires de commerce, 11 mai 1717, p. 369.

(30) *Ordonnances des Intendants*, XV, Assemblée faite au Palais des marchands et négociants de cette ville par laquelle le sieur Dézauniers est nommé syndic des marchands, 6 octobre 1740, p. 427.

(31) *Arch. Col.* B, vol. 48, Le Ministre à M. de Chazel, 11 août 1725, fol. 891.

ils furent aussi amenés à représenter, parfois, toute la population de leur ville. Ainsi le syndic de Québec, s'intitulant syndic « des bourgeois, négociants et habitants de cette ville », devint l'intermédiaire entre les autorités et les citoyens à l'occasion de l'imposition pour l'entretien des casernes (32). Cette représentation fut acceptée par le roi lui-même (33), et ce fut lui qui fut chargé d'établir avec le lieutenant général de la prévôté l'assiette de la nouvelle taxe (34). Mais cette représentation générale n'avait aucun caractère officiel permanent et ne s'exerçait qu'en de très rares occasions.

Devant cette indigence d'organes représentatifs dans la colonie, il convient peut-être, tout restreint que fut leur objet, de signaler les assemblées de police. Ce fut Frontenac qui en eût la première idée. Dans ses règlements de police de mars 1673, il établit qu'à l'avenir, il se tiendrait, tous les six mois, une assemblée publique où tous les habitants du pays pourraient se trouver pour communiquer leurs vues sur la culture des terres, les entreprises et les commerces qui pourraient enrichir la colonie, et régler le tarif des marchandises. Les conclusions de l'assemblée devaient être mises devant le gouverneur qui, à sa discrétion, pourrait en faire l'objet d'une ordonnance pour le bien public (35). Cette initiative de Frontenac resta lettre morte ; les dépêches ministérielles qui suivirent lui signifièrent, en effet, que le roi désapprouvait toute idée de réunir en corps les citoyens, et le gouverneur n'osa pousser plus loin dans les circonstances.

Trois ans plus tard, l'intendant Duchesneau, à qui le roi

(32) *Arch. Col.* F3, vol. 14, Premières représentations des Bourgeois Négociants et habitants de la ville de Québec, à l'occasion de l'imposition à faire sur eux pour l'entretien des casernes de la dite ville, 30 avril 1750, p. 8.

(33) *Edits et Ord.* I, Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, au sujet de l'imposition faite et à faire sur les habitants de la ville de Québec pour les dépenses de l'entretien des casernes, 1^{er} juin 1753, p. 620.

(34) *Arch. Col.* C11 A, vol 96, Bigot au Ministre, 22 octobre 1750, p. 44.

(35) *Arch. Col.* F3, vol. 4-1, Règlement de police concernant la police de

avait donné instruction d'examiner « par l'avis des principaux habitants et dans le Conseil souverain », quels réglemens pouvaient être à l'avantage du pays (36), fit adopter au Conseil un règlement à ce sujet. Ce règlement décrétait qu'il serait tenu tous les ans par le lieutenant général « deux assemblées de police générale, une au quinze novembre et l'autre au quinzième avril, où les principaux habitants de cette ville seront appelés, dans lesquelles le prix du pain sera arrêté, et il sera avisé aux moyens d'augmenter et d'enrichir la colonie, et auxquels le conseil nommera deux conseillers pour y présider, s'il le juge à propos ; et ce qui sera résolue aux dites assemblées sera rapporté au dit conseil par les dits conseillers ou lieutenant général pour résoudre ce qui devra estre exécuté » (37).

Ces assemblées de police, qui ne réunissaient, à l'encontre du projet de Frontenac, que les citoyens de la ville de Québec, semblent avoir commencé en 1677 (38). Assez régulières au début, où elles avaient lieu à peu près annuellement, elles s'espacèrent bientôt au point que trois ou quatre ans s'écoulaient parfois entre deux réunions (39). Elles portaient toujours sur des questions d'administration municipale : prix du pain, entretien des rues, inspection des poids et mesures, construction des maisons, cabarets, prévention des incendies, etc. (40). En définitive, ces assemblées ne concernaient que la police de la ville. Tout utiles qu'elles fussent, elles n'étaient que des réunions délibératives, dont les conclusions restaient sans effet, hormis d'être acceptées et incorporées dans un règlement du Conseil souverain. Il convenait, cependant, de les signaler, puisqu'elles consti-

Québec, fait par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur, Lieutenant Général pour le Roy en Canada, 23 mars 1673, p. 201.

(36) *Arch. Col. B*, vol. 6, Instructions que le Roy a ordonné estre mise ez mains du sieur Duchesneau... 7 juin 1675, p. 94.

(37) *Jugements et Dél.* II, 11 mai 1676, p. 73.

(38) *Jugements et Dél.* II, 20 décembre 1677, pp. 175-7.

(39) *Ibid.* IV, 3 février 1698, p. 253.

(40) Voir par exemple *Jugements et Dél.* III, 18 janvier 1687, pp. 110-1; 24 janvier 1688, pp. 206-7; 31 mars 1695, pp. 369-371; V, 1^{er} décembre 1705, p. 195-6.

tuaien la seule représentation en matières municipales dans la colonie

En effet, en dehors de ces assemblées de police de Québec, les citoyens de la colonie ne participaient en rien à l'administration municipale. Dans les villes, elle appartenait soit à l'intendant, à ses subdélégués ou à son grand voyer, soit au lieutenant général de la juridiction. Dans les campagnes, comme il n'existait aucune institution municipale, ni juridiction royale, la police en relevait directement de l'intendant. Le seul droit des habitants était de se faire représenter lors du règlement des chemins royaux. Le tracé devait en être réglé par le grand-voyer, mais de concert avec les propriétaires des seigneuries, les officiers de milice, s'il n'y avait pas de juge fiscal, et six des notables de l'endroit (40a). Plus tard, l'usage s'établit de consulter tous les habitants présents à la réunion et de prendre une décision à la pluralité des voix (40b). Au cas de division d'opinions, le grand voyer donnait sa décision, de laquelle on pouvait en appeler à l'intendant qui rendait le jugement final (40c).

Ainsi, voilà toutes les institutions plus ou moins représentatives, de la Nouvelle-France. En résumé, deux institutions, le Conseil de Québec et le Conseil souverain, participèrent, l'une après l'autre, on peut dire, en somme, jusqu'au début du XVIII^e siècle, à l'administration de la colonie; et deux institutions, le syndicat des communautés et le syndicat des marchands, à différents degrés, servirent d'intermédiaires à l'opinion publique auprès des autorités, la première pour une brève période jusqu'en 1677 et la seconde, plutôt par exception, dans les quarante dernières années

(40a) *Edits et Ord.* II, Règlement du Conseil supérieur concernant la Police, 1^{er} février 1706, p. 137.

(40b) *Ibid.* III, Ordonnance qui ordonne à tous les habitants de la Grande Anse, de la Rivière Ouelle, et des Kamouraskas, de faire les Chemins, les Clôtures et les Fossés suivant le règlement qu'en fera le Grand-Voyer, à la pluralité des habitants assemblés, 12 juillet 1713, p. 434.

(40c) *Ordonnances des Intendants*, XV, Ordonnance au sujet des chemins dans la seigneurie de La Chine, 22 juin 1740, pp. 35-4 et suiv.

du régime. Enfin une institution municipale, les assemblées de police, fonctionna à Québec, plus ou moins régulièrement, avec un rôle de moins en moins important dans une sphère déjà fort restreinte. En définitive, existe au début une représentation remarquablement effective, qui décline rapidement au bout de quelques années et s'abolit ensuite au point de devenir pratiquement nulle à la fin du régime.

Cette transformation ne fut pas le résultat des circonstances, mais bien l'effet de la volonté royale. En refusant à la colonie toute institution représentative, trois principes semblent avoir dirigé la politique de Versailles. Le premier fut que « l'obéissance et la fidélité dues au prince souffrent plutôt altération dans les pays de l'état éloignés que dans les voisins de l'autorité souveraine » et que, par conséquent, il est de toute prudence « dans l'état naissant au Canada », de diviser la puissance de l'autorité entre les sujets (41). Le second principe se résume à déclarer qu'il est préférable que « chacun parle pour soy et que personne ne parle pour tous » (42). Enfin le troisième principe affirme que toute « partie si intéressante de la police générale ne saurait être confiée à des particuliers » (43).

Privé, en vertu de ces principes, d'institutions représentatives, le peuple canadien n'était cependant pas dépourvu de tout moyen de faire connaître à ses supérieurs politiques ses besoins, ses réclamations et ses sentiments. Il pouvait le faire de deux façons, ou par les consultations auxquelles le convoquaient les chefs de l'administration ou par les requêtes et les remontrances qu'il était libre de leur adresser.

La première méthode fut peut-être la plus fréquente. Car, si Versailles se refusait à confier certains pouvoirs au peuple, il n'hésitait pas à admettre les avantages de con-

(41) *Edits et Ord.* II, Projets de règlement qui semblent être utiles en Canada, proposés à MM. de Tracy et de Courcelles par M. Talon, enregistrés le 24 janvier 1667, p. 34.

(42) *Arch. Col. B.*, vol. 5, A M. le Comte de Frontenac, 17 juin 1673, p. 32.

(43) *Ibid.* vol. 97, A MM. Duquesne et Bigot, 8 juin 1753, pp. 133-4.

naître l'opinion publique en certaines circonstances importantes. Aussi, durant tout le régime, convoque-t-on continuellement les habitants de la colonie pour prendre leur avis sur diverses questions d'intérêt général. C'était, à la fois, se renseigner et les flatter, en obtenant parfois leur assentiment aux projets de l'administration, et cela sans rien leur céder, puisque ces assemblées étaient purement délibératives, sans qu'il s'y attachât la moindre obligation d'en accepter les décisions. D'autre part, c'était pour le peuple un heureux système qui lui permettait, avant toute décision des autorités, de faire connaître ses vues et de les faire passer dans le règlement à intervenir, ou de s'opposer à un projet et de le ruiner avant sa mise en œuvre.

Il suffira de mentionner les plus considérables de ces consultations populaires pour en montrer, outre leur fréquence, surtout au xvii^e siècle, la très grande importance pour les habitants du pays. Dès 1667, le Conseil convoqua les habitants afin de prendre leur avis pour fixer le prix du castor (44), le grand article de commerce de la colonie. En 1675, sur l'initiative de Duchesneau, l'ordre fut donné d'assembler les citoyens de Québec et des députés de la campagne pour discuter la question des droits perçus sur les fourrures (45).

Ce fut le roi lui-même, en 1678, qui fit tenir une assemblée des vingt principaux habitants du Canada pour donner leur avis sur la vente de l'eau-de-vie aux Sauvages (46), question qui divisait toute la colonie. En 1680, les seigneurs du pays furent réunis afin de fixer le montant de la subsistance nécessaire à l'entretien des curés (47). L'année suivante, l'intendant consulta les habitants avant de fixer le

(44) *Jugements et Dél.* I, 5 janvier 1667, p. 369.

(45) *Ibid.* 7 octobre 1675, pp. 1006-7.

(46) *Arch. Col.* F3, vol. 5, Arrêt qui ordonne qu'il sera fait une assemblée des vingt principaux habitants du Canada pour donner leur avis sur la traite de l'eau-de-vie aux Sauvages, 12 may 1678, pp. 44-6.

(47) *Ibid.* vol. 6 (Opinion de Saurel), 25 octobre 1680, p. 217; C11 A, vol. 5, Duchesneau au Ministre, 13 novembre 1680, p. 171.

cours des monnaies étrangères (48). En 1682, le gouverneur de la Barre tint une assemblée au sujet des besoins et de la guerre contre les Iroquois (49). Une importante assemblée eut lieu, en 1684, devant l'intendant pour débattre la question de convertir le droit sur les fourrures en une capitation quelconque, d'offrir aux habitants la ferme du pays et d'abolir le monopole du castor (50).

En 1702, eut lieu une assemblée de tous les états pour délibérer sur la suppression des droits du quart sur les castors (51), et l'année suivante, le roi ordonna d'en convoquer une autre au sujet de la modification des droits en existence (52). Après la prise de Louisbourg, en 1745, le gouverneur réunit les habitants de Québec afin d'étudier la construction immédiate d'une enceinte de pierre (53). Le roi désapprouva cette initiative qu'il n'avait pas autorisée, mais ordonna de convoquer une nouvelle assemblée (52).

En outre des consultations auxquelles les conviait le gouvernement, il restait encore aux Canadiens, pour exposer aux autorités leurs opinions et leurs demandes, le moyen de la requête et des représentations ou de la réunion publique. Mais le droit de réunion n'existait pas sous l'ancien Régime. Tenir une assemblée était un privilège qu'il fallait solliciter et toute assemblée devait se faire en présence d'un représentant de l'autorité (53). Une réunion illicite était chose extrêmement grave « ce crime constituait un cas

(48) *Jugements et Dél.* II, 17 septembre 1681, p. 693.

(49) *Arch. Col.* C11 A, vol. 6 (Assemblée du), 10 octobre 1682, p. 101.

(50) *Ibid.* F3, vol. 6 (Procès-verbal de l'Assemblée du), 4 novembre 1684, pp. 220-2.

(51) *Arch. Col.* C11 A, vol. 20, Callières et Beauharnois au ministre, 3 novembre 1702, p. 55.

(52) *Ibid.* F3, vol. 8-3, Arrest qui établit de nouveaux droits en Canada au lieu du quart en espèces sur le Castor, 18 avril 1703, pp. 401-2.

(52a) *Arch. Col.* C11 A, vol. 83, Hocquart au Ministre, 24 septembre 1745, pp. 323-4.

(52b) *Ibid.* Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur de la Jonquière, 1^{er} avril 1746, p. 138.

(53) *Anciennes Loix françaises*, XVI, Ordonnance sur les plaintes des états assemblés à Paris en 1614, et de l'Assemblée des notables réunis à Rouen et à Paris en 1577 et 1626; janvier 1629, p. 275.

Royal » (54). Cette législation s'appliquait littéralement à la Nouvelle-France.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner de la rareté des assemblées. En 1675, avec permission du commandant, les habitants de Montréal tinrent une assemblée, où ils rédigèrent un placet à l'intendant, dans lequel ils lui demandaient le rétablissement de leur syndic récemment supprimé par le Conseil souverain (55). La réponse leur vint sous la forme d'une ordonnance du gouverneur, prohibant à l'avenir toute réunion, assemblée ou conventicule quelconque (56). Quelques années plus tard, un groupe de citoyens de Québec se réunirent et signèrent une requête pour s'opposer à certaines constructions sur la place publique de la basse-ville. L'intendant y répondit par une ordonnance, déclarant que « telles assemblées publiques » étaient prohibées par les gouverneurs, et condamnant les assistants à vingt livres d'amende (57). Cette sévère condamnation n'était pas encore oubliée quand, à son tour, le gouverneur défendit, en 1704, à tous les habitants, « sous quelque prétexte que ce puisse être, de faire aucunes assemblées », ajoutant que, s'ils se réunissaient sans son ordre ou celui des commandants, « ils seront poursuivis et punis comme séditeux, suivant la rigueur des Ordonnances de Sa Majesté en pareil cas » (58).

Devant le ton comminatoire de ces défenses, on comprend que, pour exposer leurs vues aux autorités, les citoyens aient préféré à l'assemblée la voie de la requête ou des remontrances, selon le terme de l'époque. Au début du

(54) Furetière. *Dictionnaire de Droit et de pratique*, I, pp. 132-3.

(55) *Registres judiciaires de Montréal*, Acte d'assemblée des habitants de Montréal concernant le bien de leur communauté, 20 octobre 1675.

(56) *Ibid.* Ordonnance de M. le Juge d'Ailleboust portant à la connaissance du public que par une ordonnance du 23 mars dernier, M. de Frontenac a défendu à tous de faire aucune assemblée, conventicule, ni signature communes, 3 avril 1677.

(57) *Ordonnances, Commissions*, II, Ordonnance de M. de Meulles sur la requête de certains habitants de Québec qui s'opposent à la construction que le sieur Bailly fait sur une place publique de Québec, 8 juin 1685, pp. 110-111.

(58) *Arch. Col.* F3, vol. 8-3, Ordonnance de M. de Vaudreuil, Gouverneur

régime royal, les citoyens firent devant le Conseil souverain de fréquentes représentations, par exemple, au sujet de la traite du castor (59), du prix des marchandises (60), et de la réparation des chemins (61). Puis, avec la diminution des pouvoirs du Conseil, ils commencèrent de s'adresser de préférence au gouverneur ou, plus souvent, à l'intendant et parfois au roi lui-même ou à son ministre. Ainsi en 1675 et 1676, les habitants présentèrent des requêtes à Duchesneau au sujet des marchands forains (62). En 1684, ce fut au gouverneur qu'ils présentèrent leur plainte relativement aux boissons (63) et, la même année, les habitants de Montréal sollicitaient du roi, ce qu'ils obtinrent d'ailleurs, le rétablissement de la foire de cette ville (64). En 1700, la colonie envoya des députés à Pontchartrain lui remontrer très humblement « la situation du commerce des fourrures » (65). En 1714, un groupe de femmes vinrent devant le Conseil souverain, se plaindre avec force de la mauvaise qualité du pain (65a). En 1730, les habitants de Montréal adressèrent, par l'intermédiaire du gouverneur et de l'intendant, de « très humbles remontrances » au roi contre l'imposition pour l'enceinte de Montréal (66). En 1750, les habitants de Québec présentèrent au gouverneur et à l'intendant des

Général de la Nouvelle-France, pour défendre les assemblées et les attroupe-
ments séditieux, 12 décembre 1704, p. 492.

(59) *Jugements et Dél.* I, 5 janvier 1667, p. 369.

(60) *Ibid.* 24 janvier 1667, p. 372.

(61) *Ibid.* 6 juin 1667, pp. 398-9.

(62) *Jugements et Dél.* II, 23 mars 1676, p. 56.

(63) *Arch. Col.* F3, vol. 8, Plainte et requête présentée au Gouverneur
Général par les Bourgeois de Québec au sujet des boissons, 16 août 1684,
p. 197.

(64) *Ibid.* C11 A, vol. 7, Extrait des responses par lettres reçues de
Canada, 18 janvier 1685, p. 236.

(65) *Ibid.* F3, vol. 8-3, Délibérations des habitants de la Colonie de la
Nouvelle-France touchant le commerce du Castor, en date du 15 octobre 1700,
p. 133.

(65a) *Jugements et Dél.* VI, 16 juillet 1714, p. 796.

(66) *Arch. Col.* F3, vol. 11, Copie des très humbles remontrances faites
à Sa Majesté et adressées à MM. le Marquis de Beauharnois et Hocquart par
les députés de la ville et communauté de Montréal, 4 mars 1730, p. 407.

remontrances au sujet de l'imposition pour l'entretien des casernes (67).

Mais la voie de la légalité contemporaine, assemblée, requête ou remontrances, ne suffisaient pas toujours à canaliser le sentiment populaire, surtout dans les campagnes, peu au courant des dispositions des ordonnances. A certaines heures de crise, le peuple, qu'on laissait sans chefs et sans voix, n'avait à sa disposition qu'un moyen pour exprimer son mécontentement, et c'était l'émeute. Ainsi en 1704, une partie des habitants des environs de Montréal s'assemblèrent autour de la ville dans le but de réclamer qu'on leur fournit le sel et les marchandises à des prix raisonnables (68). Le soulèvement fut vite calmé, mais le roi désapprouva le gouverneur d'avoir bénévolement pardonné « un pareil crime » sans faire, au moins, quelques exemples (69).

Quelques années plus tard, en août 1714, une mutinerie semblable éclatait, cette fois, aux environs de Québec. Les habitants de Lorette et de Saint-Augustin s'assemblèrent, quelques-uns armés de fusils, pour protester contre la cherté des marchandises, menaçant d'envahir la ville, si on n'écoutait pas leurs remontrances. Mais, à la nouvelle que les troupes avaient ordre de marcher contre eux, ils se dispersèrent et les deux chefs prirent la fuite dans les bois (70).

Une autre émeute se produisit, en 1733, quand le gouverneur de Montréal, Vaudreuil, voulut engager des habitants de Longueuil à contribuer à l'imposition pour la muraille de

(67) *Arch. Col.* F3, vol. 14, Premières représentations des Bourgeois Négociants et habitants de la ville de Québec à l'occasion de l'imposition à faire sur eux pour l'entretien des casernes de la dite ville, 30 avril 1750, p. 8.

(68) *Ibid.* vol. 8-3, Ordonnance de M. de Vaudreuil, Gouverneur Général de la Nouvelle-France, pour défendre les assemblées et attroupements séditieux, 12 décembre 1704, pp. 492-3.

(69) *Arch. Col.* C11 G, vol. 1, Mémoire du Roy aux sieurs Marquis de Vaudreuil, Gouverneur et Lieutenant Général, et Raudot, Intendant de la Nouvelle-France, 9 juin 1706, pp. 92-3.

(70) *Ibid.* C11 A, vol. 34, Vaudreuil et Bégon, 20 septembre 1714, p. 298; *Jugements et Dél.* VI, pp. 834-5, 838-9, 842, 997 et suiv.

cette ville. Ce fut une brève échauffourée, mais qui força le gouverneur à rentrer diligemment à Montréal avec son escorte (71).

Mais ces manifestations violentes furent si rares chez le peuple canadien qu'on peut à peine les considérer comme un mode, même exceptionnel, d'exprimer ses sentiments. Elles ne représentent que l'explosion spontanée d'un mécontentement local et passager. Car les habitants de la Nouvelle-France n'avaient aucune idée d'une action commune dans le domaine politique. Sans organisation quelconque qui put les grouper et les diriger, ils avaient pris l'habitude de se soumettre passivement aux ordonnances des intendants, aux ordres du gouverneur et aux édits de Versailles. Parfois ils cherchaient à les faire retirer ou modifier, en présentant aux autorités leurs représentations à ce sujet, mais, la plupart du temps, ils acceptaient de les subir. Si une loi ou un projet de l'administration leur répugnait tout particulièrement, ils ne manifestaient pas : ils lui opposaient la force irrésistible de l'inertie. Les gouverneurs et les intendants n'insistaient pas : ils connaissaient trop bien la profondeur de l'opiniâtreté canadienne et la proximité de la forêt sans fin. En voici deux exemples caractéristiques. Dès le début de la colonie, le roi ne cessa de recommander aux administrateurs de la colonie d'empêcher les habitants de construire leurs maisons sur leurs terres, mais de les forcer à les grouper en villages pour mieux se défendre contre l'ennemi (72). Remise continuellement de l'avant, la décision royale resta lettre morte, parce que le paysan canadien préféra toujours se bâtir une maison isolée, mais sur sa propre terre, soit en bordure du fleuve ou de la grande route.

(71) *Ibid.* vol. 60, Hocquart au Ministre, 30 septembre 1733, pp. 18-20.

(72) *Arch. Col. B.*, vol. 1, Mémoire du Roy pour servir d'Instruction au sieur Talon s'en allant Intendant de la Justice, Police et Finances dans la Nouvelle-France, 27 mars 1663, p. 65; F3, vol. 6, Ordre du Roy pour assembler en villages les habitants qui sont répandus dans la Colonie de Canada, 1^{er} may 1689, p. 468.

Il en fut de même du projet royal de lever une imposition en Canada. Dès 1704, le roi proposa d'établir une capitation ou une taille dans la colonie, afin de la faire contribuer aux dépenses de son administration (73). L'idée une fois lancée, les ministres ne cessèrent d'en rappeler la nécessité au gouverneur et à l'intendant, mais ces derniers, de leur côté, ne cessèrent de répondre que les Canadiens étaient opposés à toute imposition, ajoutant d'abord qu'il faudrait une augmentation de troupes si l'on voulait l'exécuter (75), et déclarant plus tard que cet établissement présentait des difficultés qui le rendaient « impraticable » (76). Et les années passèrent et un ministre, impatienté de la continuité de son échec, écrivit un jour qu'il fallait établir l'imposition ou de gré ou de force (77). Mais la menace resta sans résultat et la Nouvelle-France cessa d'être française sans avoir jamais connu ni la taille ni la capitation. L'entêtement des Canadiens avait triomphé de la volonté royale.

(73) *Arch. Col.* C11 A, vol. 22, Premier mémoire sur les impôts que le Roy veut imposer sur le Canada, 1704, p. 153.

(74) *Ibid.* B, vol. 35-4, A M. Bégon, 8 juillet 1713, p. 435; vol. 59-1, A M. Hocquart, 24 avril 1733, pp. 251-2.

(75) *Ibid.* vol. 61-1, A MM. de Beauharnois et Hocquart, 5 mai 1735, pp. 194-5.

(76) *Ibid.* C11 A, vol. 40, Canada, Droits Royaux, mars 1743, pp. 132-3.

(77) *Ibid.* B, vol. 97, A MM. Duquesne et Bigot, 8 juin 1753, p. 181.

CHAPITRE HUITIEME

CONCLUSION

Après avoir étudié en détail les fonctions des diverses parties de l'administration de la Nouvelle-France, il convient peut-être, au risque de parfois se répéter, d'en établir un raccourci qui permette d'en saisir, d'un coup d'œil, l'organisation essentielle.

En définitive, l'administration de la colonie canadienne était extrêmement simple. Au début, le gouverneur, étant seul, réunissait dans sa main tous les pouvoirs : il était chef militaire, administrateur civil et juge en dernier appel. Seule, lui échappait la gestion financière qui restait confiée à l'agent de la compagnie de la Nouvelle-France, propriétaire du pays et, à ce titre, responsable des frais de son administration.

Mais, en 1645, la Compagnie ayant cédé le monopole des fourrures à la Communauté des Habitants de la colonie, le roi créa, pour la direction de la traite, le Conseil de Québec. Formé d'abord, sous la présidence du gouverneur, de sonseillers nommés directement par le roi, il se composa bientôt également de deux habitants du pays, choisis par les membres permanents du Conseil, avec l'avis des syndics des trois villes de la colonie. Peu après, le roi y fit entrer quatre conseillers élus par le peuple par la voie du suffrage. A cette institution possédant la représentation populaire, le roi confia, chose exceptionnelle à cette époque, des pouvoirs remarquablement étendus : la direction de la traite des pelleteries et du commerce général, ainsi que le manie-
ment des finances du pays.

Ce régime, résultat de circonstances particulières, dura peu, seulement de 1647 à 1663. Avec le retour de la Nouvelle-France au domaine royal, un Conseil souverain, à qui le roi conféra des attributions politiques, prit la place du Conseil de Québec. Avec ce dernier disparut la représentation du

peuple par voie de suffrage dans l'administration publique. D'autre part, le Conseil souverain, dont les membres étaient choisis conjointement par le gouverneur et l'évêque, reçut des pouvoirs administratifs extrêmement importants et considérables : gestion des finances, y compris les impôts, administration de la traite des fourrures, réglementation du commerce, direction de la police générale et particulière et nomination des juges et des officiers de justice. Quoique ses membres fussent nommés par les autorités, on peut, cependant, dire que, par eux, les citoyens participaient à l'administration. Ce nouveau régime fut encore plus bref que le précédent. En 1665, le roi envoya un intendant dans la colonie à qui il conféra, les uns après les autres, les attributions administratives du Conseil, les finances, le commerce, la police, pendant que la traite des fourrures passait aux mains de la Compagnie des Indes occidentales et que le roi se réservait à lui-même le droit de nommer les juges royaux. La nomination des membres du Conseil fut remise au gouverneur et à l'intendant, jusqu'en 1675, et, à cette date, prise en main par le roi lui-même.

A cette époque se fonde définitivement l'organisme de l'administration canadienne, qui met en présence deux rouages essentiels, le gouverneur et l'intendant, qu'accompagne un rouage auxiliaire, le Conseil Souverain. Dépouillé de certaines modifications et contradictions temporaires, voici comment se formule, sommairement, l'organisation constitutionnelle de la Nouvelle-France. A la tête du pays, se place, le premier en puissance et le plus haut en dignité, le gouverneur, lieutenant général du roi, représentant personnel de Sa Majesté. Sa fonction primordiale est de maintenir intacte la souveraineté royale et de défendre le pays contre tout ennemi. A lui de supprimer tous troubles, soulèvements et rebellions des sujets, comme à lui de repousser toute attaque et toute invasion des peuplades indigènes ou des nations étrangères. A ce titre, il commande toutes les forces de la colonie, troupes de la marine, troupes de terre et milices. Il peut construire des postes et même des forts

et ordonner la levée en masse du pays. Dans ce domaine, son autorité est exclusive, absolue et souveraine.

Par voie de conséquence, il est chargé des relations avec les colonies européennes établies en Amérique, mais là il ne fait que suivre la politique de Versailles à l'égard de ces nations en Europe. Surtout il possède, et c'est là son second domaine exclusif, la direction souveraine, — initiative et exécution, — de la politique à suivre avec les tribus indiennes du pays. De son propre chef, il peut contracter alliance et signer des traités avec elles, leur faire des présents et leur envoyer des ambassades. Il détient même le droit suprême de leur faire la guerre et de conquérir leur territoire.

Dans les autres domaines, son autorité qui s'augmente, à l'occasion, d'attributions spéciales, se limite à une juridiction très restreinte. Dans celui de la justice, outre la présidence honorifique du Conseil souverain, la fonction du Gouverneur se réduit, en somme, à prêter main-forte à l'exécution des lois. Dans le domaine des finances, il se contente de préparer de concert avec l'intendant, les articles du budget relatifs à l'administration militaire du pays. Cependant, il possède le pouvoir discrétionnaire, au cas de nécessité pour le bien du service, d'ordonner les dépenses qu'il juge bon, et l'intendant ne peut se refuser de les faire. Dans le domaine de la religion, le gouverneur ne reçoit en commun avec l'intendant que des attributions générales de surveillance. Quant au domaine de la police générale, qui les concerne en commun, la participation du gouverneur se confine à la considération de la politique à suivre. Son pouvoir de faire des ordonnances avec l'intendant doit se limiter aux matières importantes et pressées. En résumé, le rôle du gouverneur durant les dernières années du régime, alors que s'accroît le nombre des postes, à mesure que recule la frontière canadienne, se borne surtout à diriger l'administration militaire et les relations indiennes de la colonie. Car en matières de justice, de finances et même de police, il doit se limiter à donner son appui à l'intendant.

Second en titre et en dignité, l'intendant reste le grand administrateur du pays. D'abord, il est le chef exclusif et souverain des finances canadiennes. Il a le maniement de tous les deniers royaux et nul paiement ne peut se faire que sur son ordre. Il gère également la perception de tous les droits. De plus, il a la disposition de toutes les ressources en nature, munitions, vivres, marchandises et matériaux, qui se trouvent dans les magasins du roi. Rien ne se consomme et rien ne se construit sans l'ordre de l'intendant.

Dans le domaine de la justice, l'intendant possède la direction souveraine de toutes ses parties. Chef du Conseil souverain, il détient une juridiction exclusive en matières d'impôt, de censive et de police. Il remplit privativement les fonctions de juge-consul. Par ses subdélégués, dont appel de leurs jugements relève de lui, sa juridiction s'étend sur toute la colonie. Enfin il peut, quand il lui plaît, exercer, dans toutes les sphères, le droit souverain de l'évocation.

Finalement, c'est à lui qu'appartient à peu près tout le domaine de la police. Quoiqu'il en délibère avec le gouverneur et passe avec lui des ordonnances, quand la gravité de l'événement le requiert, il reste, en pratique, le chef véritable de la police générale du pays, à laquelle il joint toute la police particulière de la campagne. Par ses ordonnances, il la régleme effectivement et complètement. Par sa direction de la justice, de la police et des finances, l'intendant reste celui qui gouverne la colonie dans sa vie ordinaire et quotidienne.

A côté des deux rouages essentiels, le gouverneur et l'intendant, le Conseil souverain ne joue que le rôle d'un rouage auxiliaire. Utile instrument de consultation, il ne peut rien par lui-même, pas même discuter des questions de police générale, mais, avec la jonction de l'intendant, il peut édicter des règlements généraux, si cet administrateur, qui a le pouvoir de les faire seul, veut bien accepter sa collaboration. Or, les intendants inclinent, au cours des ans, à se passer davantage du Conseil. De là vient que sa fonction administrative décroît constamment au point que le

Conseil se trouve de plus en plus limité à son rôle de cour d'appel en dernier ressort. Mais il lui reste le droit de faire des remontrances et celui d'adopter des arrêts de règlements, deux droits dont l'exercice bénéficie également à la colonie.

Dans ce système administratif, quelle est la part du peuple ? Elle est nulle. Après avoir, par voie de représentation avec le Conseil de Québec, et par voie de nomination, avec le Conseil souverain, possédé une participation réelle dans les affaires publiques de la colonie, il cesse, avant la fin du xvii^e siècle, d'exercer une influence quelconque dans la direction politique. Les faibles institutions représentatives, le syndicat et l'échevinage, disparaissent de bonne heure. Il n'existe, en dernière analyse, aucune institution qui le représente ou qui lui permette d'exprimer ses opinions. Il n'est plus qu'une masse inerte que l'autorité consulte, quand elle a besoin de trouver une solution, ou de lui faire accepter un projet. Hors de ces circonstances, son seul droit est celui de présenter des remontrances au roi, au ministre ou aux administrateurs du pays, le gouverneur et l'intendant.

Ainsi le régime ne laissait subsister dans l'administration du pays que deux hommes, le gouverneur et l'intendant, le chef militaire et l'administrateur civil. Il en résultait une centralisation extrême des pouvoirs. C'était au point que Montcalm pouvait écrire que l'autorité, dans la colonie, « réside dans deux, quasi dans un seul » (1), qui était l'intendant. Ainsi deux hommes tenaient toute la vie du pays dans leurs mains. Encore l'un d'eux, le gouverneur ne dirigeait-il que l'administration militaire et les relations indiennes. Toute l'existence normale de la colonie, tous les faits de sa vie quotidienne, police, finances et justice, relevaient d'un seul homme, pratiquement absolu dans sa sphère, vû l'éloignement de la métropole. C'était une dictature en permanence dont les dangers outrepassaient les

(1) *Journal de Montcalm*, p. 516.

avantages relatifs, car on ne pouvait espérer que, dans une suite d'intendants, tous fussent des hommes de talent, de progrès et d'intégrité, et cependant on laissait en leurs mains toute la fortune d'un pays.

Une faiblesse du régime administratif provenait de l'enchevêtrement des attributions et de la communauté des fonctions. Les juridictions du gouverneur et de l'intendant empiétaient les uns sur les autres, d'où il en résultait constamment des conflits d'autorité. C'était à ce point que des années entières, la marche du pays fut arrêtée par les querelles qui surgirent et se perpétuèrent entre les deux administrateurs. Il suffit de citer les querelles de Frontenac et de Duchesneau et celles de Beauharnois et de Dupuy.

Malgré l'étendue de leurs fonctions, il ne faut pas oublier que le gouverneur et l'intendant n'étaient que les interprètes de l'autorité souveraine de Versailles. Le roi et ses ministres se tenaient en contact avec les deux administrateurs par l'échange de dépêches nombreuses et volumineuses. Sur les matières qui leur appartenaient en commun, le gouverneur et l'intendant écrivaient des dépêches communes. Sur les autres matières, ils rédigeaient des lettres séparées. Le roi et le ministre répondaient par des dépêches, des mémoires et des instructions. Ces pièces révèlent la surveillance minutieuse que Versailles exerçait sur l'administration de la colonie. Le roi ne laissait aucune initiative importante entre les mains du gouverneur et de l'intendant. Non seulement ils devaient, ce qui était sage, présenter un projet du budget de l'année à venir, mais il leur était sévèrement défendu de s'en éloigner en quoi que ce fut. Surtout ils ne devaient faire aucune entreprise, dont ils n'eussent pas soumis le projet au ministère. Seule l'approbation royale, leur permettait d'en commencer l'exécution. Mais, pour cela, il leur fallait attendre un an pour le retour du courrier, ou plus longtemps, si le ministre n'avait pas eu le temps d'étudier le projet et de le soumettre au roi. Le retard s'allongeait encore, si le ministre désirait obtenir des ren-

seignements additionnels, car entre la colonie et la France, il ne s'échangeait qu'un courrier par année.

En résumé, l'administration de la colonie présentait un mélange de faiblesses et de défauts. Elle offrait d'abord un excès de centralisation qui s'opposait à l'action bienfaisante de plusieurs initiatives personnelles. Ensuite par la communauté de certaines juridictions mal définies, elle mettait en conflit les deux chefs de la colonie. Enfin, Versailles la tenait trop en laisse dans les opérations d'utilité publique, et n'en surveillait pas assez sévèrement la gestion financière. D'autre part, il faut reconnaître au régime administratif une bien grande simplicité d'organisation. Son action s'exerçait directement et rapidement. Elle coûtait peu à la France et n'exigeait pratiquement rien du contribuable canadien. Avec un Talon elle pouvait produire les plus excellents résultats, mais avec un Bigot donner libre cours aux pires excès. Elle manquait absolument de contrepoids qui peut assurer la continuité de son fonctionnement normal.

Vu le 6 mai 1929,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et Permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES DES COLONIES.

SÉRIE B. — *Correspondance ministérielle et ordres et dépêches du roi. Lettres envoyées*

C'est la collection des dépêches du roi et des ministres aux gouverneurs et aux intendants de la Nouvelle-France, ainsi qu'à d'autres fonctionnaires. Elle comprend aussi les instructions et les mémoires du roi. Il existe un sommaire de cette série dans le *Supplément du Rapport du Dr Brymner sur les Archives canadiennes*, 1899, pp. 237-533, dans le *Rapport concernant les Archives canadiennes pour l'année 1904*, Appendice K. pp. 1-358, et dans le *Rapport concernant les Archives canadiennes pour l'année 1905*, vol. 1, 6^e partie, pp. 1-668.

SÉRIE C¹¹ A. — *Lettres reçues*

Cette collection se compose des lettres et dépêches reçues du Canada, principalement des gouverneurs et des intendants. Il existe un sommaire insuffisant de cette collection dans les *Rapports concernant les Archives canadiennes pour les années 1885, 1886 et 1887*.

SÉRIE F3. — *Collection Moreau de Saint-Méry*

Cette collection comprend à la fois des originaux et des copies de la correspondance échangée entre Versailles et Québec. Elle complète ainsi les deux séries précédentes. Il en existe un sommaire dans le *Supplément du Rapport du Dr Brymner sur les Archives canadiennes*, 1899, pp. 36-186 et dans le *Rapport concernant les Archives canadiennes pour l'année 1905*, vol. I, pp. 442-502.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Mémoires et Documents. Amérique

Cette collection comprend des mémoires et des lettres réunis pour la documentation du ministère. Voir Roy (J. E.), *Rapport*

sur les Archives de France relatives à l'histoire du Canada, pp. 571-578.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

Division des Manuscrits. Fonds français

Cette collection renferme des pièces intéressantes de nature diverse sur le Canada. Voir Roy (J. E.), *Rapport sur les Archives de France*, pp. 787-803.

ARCHIVES DU CANADA.

Actes de Foy et Hommage, 1667-1864

Ce sont les actes de foi et hommage rendus par les seigneurs de la Nouvelle-France. On en trouvera un sommaire dans *Inventaire des Concessions en fief et en seigneurie, Fois et Hommages, et Aveux et Dénombrements, conservés aux Archives de la province de Québec*. Par Pierre-Georges Roy, Beauceville, L'Eclaireur, 1908.

Insinuations du Conseil souverain, 1663-1758

Cette série se compose de toutes les pièces enregistrées au greffe du Conseil souverain de Québec. On en trouvera un sommaire dans *Inventaire des Insinuations du Conseil souverain*. Voir plus loin aux *Sources imprimées*.

Registres du Conseil supérieur, 1717-1760

Cette collection renferme les jugements et délibérations du Conseil supérieur de Québec. La partie qui va de 1663 à 1716 a été publiée sous le titre : *Jugements et Délibérations du Conseil supérieur de Québec*. Voir plus loin aux *Sources imprimées*.

Ordonnances des Intendants, 1705-1760

C'est la collection des ordonnances des intendants de la Nouvelle-France. Mais la collection ne commence qu'en 1705. On en trouvera un sommaire dans *Inventaire des ordonnances des intendants de la Nouvelle-France, conservées aux Archives de la province de Québec*. Par P.-G. Roy, Beauceville, L'Eclaireur, 1919, 4 vol. in-4°.

Les ordonnances antérieures qu'on a pu retrouver ont été publiées par M. P.-G. Roy, dans *Ordonnances, Commissions, etc.*,

etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France. Voir plus loin aux Sources imprimées.

Registres judiciaires de Montréal

Très importante collection de pièces diverses, comprenant surtout des ordonnances des gouverneurs et des intendants, des arrêts du Conseil souverain, et des ordonnances des juges de Montréal. M. Massicote en a publié un sommaire sous le titre : *Répertoire des arrêts, édits, mandements, ordonnances et règlements, etc.* Voir plus loin aux *Ouvrages auxiliaires.*

Collection Baby

Très importante et riche collection de pièces diverses, dont les originaux se trouvent à la Bibliothèque Saint-Sulpice de Montréal (Conservateur, M. Aegidius Fauteux). Elle se compose de lettres officielles et privées, de commissions, etc.

N. B. — Comme, pour les Sources manuscrites, l'auteur a utilisé les copies collationnées qui se trouvent aux Archives canadiennes d'Ottawa (Conservateur, M. A.-G. Doughty), il lui a paru inutile de répéter la mention de ce dépôt à chaque référence. Il s'est contenté d'indiquer le dépôt d'origine de la collection. Mais il faut se rappeler que la pagination n'est pas celle du dépôt original, mais celle des Archives d'Ottawa.

II. — SOURCES IMPRIMÉES

Sous ce titre, l'auteur a rangé tous les livres qui ne sont que des éditions ou des compilations de documents et qui, par conséquent, constituent des sources de première main, au même titre que les manuscrits.

ARCHIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

Ordonnances, Commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706. Par Pierre-Georges Roy. 2 vol. Beauceville, L'Eclaireur, 1924, in-4°, I, 328 p.; II, 352 p.

Inventaire des Insinuations du Conseil souverain de la Nouvelle-France. Par Pierre-Georges Roy. Beauceville, L'Eclaireur, 1921, in-4°, 325 p.

Inventaire des procès-verbaux des grands voyers conservés aux Archives de la province de Québec. Par Pierre-

Georges Rox. Beauceville, L'Eclaireur, 1923, 2 vol. in-4°. I. vol. 251 p.; II, 304 p.

BIGGAR. — *The Voyages of Jacques Cartier*. Publications of the Public Archives of Canada, n° 11. Ottawa, Acland, 1924, in-8°, xiv-330 p.

Collection de manuscrits contenant lettres, mémoires, et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France, recueillis aux Archives de la province de Québec, ou copiés à l'étranger. Québec, Côté, 1883, 4 vol. in-4°. I, viii-637 p.; II, xvii-580 p.; III, 576 p.; IV, xvii-545 p.

Collection des Manuscrits du maréchal de Lévis. (De cette collection de douze volumes, l'auteur n'a utilisé que les suivants :)

Journal du Marquis de Montcalm, durant ses campagnes en Canada, de 1756 à 1759. Québec, Demers, 1895, 626 p.

Lettres du Marquis de Montcalm au chevalier de Lévis. Québec, Demers, 1894, in-4°, 240 p.

Lettres et pièces militaires, instructions, ordres, mémoires, plans de campagne et de défense, 1756-1760. Québec, Demers, 1891, 367 p. avec plans.

Edits et Ordonnances, vol. I-II-III. Sous ce titre, avec indication du volume, il est d'usage de citer les trois volumes suivants, quoiqu'ils portent chacun un titre distinct :

Edits, Ordonnances royaux, Déclarations et Arrêts du Conseil d'Etat du roi concernant le Canada. Québec, Fréchette, 1854, in-8°, 648 p.

Arrêts et Règlements du Conseil supérieur de Québec, et Ordonnances et Jugements des intendants du Canada. Québec, Fréchette, 1855, in-8°, 650 p.

Complément des Ordonnances et Jugements des gouverneurs et indendants du Canada, précédé des commissions des dits gouverneurs et intendants et des différents officiers civils et de justice. Québec, Fréchette, 1856, in-8° 776 p.

Journal des Jésuites (Le), publié d'après le manuscrit original conservé aux Archives du Séminaire de Québec, par MM. les abbés Laverdière et Casgrain. Québec, Brousseau, 1871, in-4°, x-403 p.

Jugements et Délibérations du Conseil supérieur de Québec.
6 vol. Québec, in-4°, Côté, 1885-1888, Dussault, 5-6, 1888-1891, in-4°. Vol. I, XII-1084 p.; II, 1142 p.; III, 1163 p.; IV, 1194 p.; V, 1110 p.; VI, 1276 p.

Mémoires sur le Canada depuis 1749 jusqu'à 1760. Publiés sous la direction de la Société littéraire et historique de Québec. (Réimpression). Québec, Middleton et Dawson, 1873, in-8°, VII-207 p.

MICHELANT et RAMÉ. — *Voyage de Jacques Cartier au Canada, en 1534.* Nouvelle édition, publiée d'après l'édition de 1598 et d'après Ramusio. Par M. H. Michelant. *Documents inédits sur Jacques Cartier et le Canada communiqués par M. Alfred Ramé.* Paris, Tross, 1865, in-12, 71-53 p.

MICHELANT et RAMÉ. — *Relation originale du voyage de Jacques Cartier au Canada, en 1534. Documents inédits sur Jacques Cartier et le Canada.* Paris, Librairie Tross, 1867, in-12, VII-76-54 p.

MOREAU DE SAINT-MÉRY. — *Loix et constitutions des Colonies françoises de l'Amérique sous le vent.* 5 vol. Paris, Quillan, 1784, 5 vol. in-4° I, II-770 p.; II, XVI-851 p.; III, III-936 p.; IV, VIII-914 p.; V, XIV-976 p.

Nouvelle-France. Documents historiques. Correspondance échangée entre les autorités françaises et les gouverneurs et intendants. Vol. I. Publiés par ordre de la Législature de la province de Québec. Québec, Demers, 1893, in-4° 244 p. (Seul volume publié).

Pièces et documents relatifs à la tenure seigneuriale demandés par une adresse de l'Assemblée législative, 1851. Québec, Fréchette, 1852, in-8°, 484 p.

Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789. Par MM. ISAMBERT, DECRUSY et TAILLANDIER, 29 vol. Paris, Belin-Leprieur, 1822-1833, in-8°.

SHORTT et DOUGHTY. — *Documents relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1761.* Ottawa, 1907, in-8°, XIV-734 p.

III. — OUVRAGES AUXILIAIRES

Abstract of the Criminal Laws That were in Force in the Province of Quebec in the Time of the French Government, (An). London, Eyre et Strachan, 1773, in-4°, 157-174 p.

Abstract of the Several Edicts and Declarations, and Provincial Regulations and Ordinances that were in force in the Province de Quebec in the Time of the French Government; and of the Commissions of the Several Governors-general and Intendants of the said Province, during the same Period, (An). Faithfully collected from the Registers of the Superior Council of Quebec. By Francis Joseph Cugnet. London, Eyre, and Strachan, 1772, in-4°, 14 p.

Abstract of Those Parts of the Custom of the Viscounty and Provostship of Paris, which were received and practised in the Province of Quebec, in the Time of the French Government, (An). Drawn up by A Select Committee of Canadian Gentlemen, well skilled in the Laws of France, and of that Province. London, Eyre et Strachan, 1772, in-4°, iv-33 p.

Abstract of those Parts of the Custom of the Viscounty and Provostship of Paris, which were received and practised in the Province of Quebec, in the time of the French Government, (The Sequel of the). London, Eyre et Strachan, 1773, in-4°, 154 p.

Abstract of the Loix de Police, of Public Regulations for the Establishment of Peace and good Order that were of force in the Province of Quebec, in the Time of the French Government, (An). Drawn up by a Select Committee of Canadian Gentlemen, well skilled in the Laws of France, and of that Province. London, Eyre et Strachan, 1772, in-4°, 31 p.

ANTIER (Louis). — *La Survivance de la seconde Coutume de Paris, Le Droit civil du Bas-Canada.* Thèse pour le Doctorat. Rouen, Imprimerie des « Petites Affiches », 1923, in-8°, 128 p.

BELLEFEUILLE. — *Les édits et ordonnances royaux et le Conseil supérieur de Québec.* Revue Canadienne, VI, 1869 pp. 246 et suiv.

- CAHALL, Raymond du Bois. — *The Sovereign Council of New France*. New-York, Columbia University, 1915, in-8°, 274 p.
- CHAMPLAIN. — *Œuvres de Champlain*. Publiées sous le patronage de l'Université Laval, par l'abbé C.H. Laverdière. Seconde édition. Québec, Desbarats, 1870, 6 vol. in-8°, I, xxvi-1478 p.
- CHAPAIS (Thomas). — *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*. Québec, Demers, 1904, in-8°, xxi-540 p.
- CHARLEVOIX. — *Histoire et description générale de la Nouvelle-France, avec le journal historique d'un voyage fait par ordre du roi dans l'Amérique septentrionale*. Paris, Giffart, 1744, 3 vol. in-4°. I, xxvi-664 p.; II, xxi-582-56 p.; III, xiv-543 p.
- CHÉRUEL. — *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*. Paris, Hachette, 1855, 2 vol. in-12, I, lxxvi-564 p.; II, 565-1271 p.
- CUGNET (François-Joseph). — *Extraits des Edits, Déclarations, Ordonnances et Règlements de Sa Majesté très chrétienne, des Règlements et Jugemens des gouverneurs généraux et intendans concernant la justice, et des Règlements et Ordonnances de police rendus par les intendans*. Québec, Brown, 1775, in-12, 106 p.
- CUGNET (François-Joseph). — *Traité de la police*. Québec, Brown, 1775, 25 p.
- CUGNET (François-Joseph). — *Traité de la loi des fiefs*. Québec, Brown, 1775, in-12, xiv-71 p.
- DELALANDE (J.). — *Le Conseil souverain de la Nouvelle-France*. Québec, Proulx, 1927, in-12, 358 p.
- DIONNE (N.-E.). — *Samuel Champlain*. Québec, Côté, 1891-1906, 2 vol. in-8°. I, xviii-430 p.; II, vii-559 p.
- DOUTRE et LAREAU. — *Le Droit civil canadien suivant l'ordre établi par les Codes. Précédé d'une histoire générale du Droit canadien*. Montréal, Doutre, 1872, in-8°, xvii-776 p.
- ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du Droit français, à l'usage des étudiants de première année*. 11^e édition. Paris, Société du Recueil Sirey, 1912, in-8° xii-902 p.

- FAILLON. — *Histoire de la colonie française en Canada*. Villemarie (Paris), 1865-1866, 3 vol. in-4°. I, xiii-551 p. ; II, xxiv-568 p. ; III, xxiii-548 p.
- FERLAND (J.-B.-A.). — *Cours d'histoire du Canada*, 2^e édition. Québec, Hardy, 1882, 2 vol. in-12. I, xi-522 p. ; II, vi-620 p.
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*. Nouvelle édition. Paris, Brunet, 1755, 2 vol. in-8°. I, 1071 p. ; II, 1102 p.
- GAGNON (Ernest). — *Feuilles volantes et pages d'histoire*. Proulx, Québec, 1915, in-12.
- GARNEAU (F.-X.). — *Histoire du Canada*. 5^e édition, revue et annotée par Hector Garneau. 2 vol. Alcan, Paris, 1920, in-4°. I, lviii-607 p. ; II, v-747 p.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*. Ouvrages de plusieurs jurisconsultes. Mis en ordre et publié par M. Guyot, écuyer, ancien magistrat. 17 vol. Paris, Visse, 1784-1785, in-8°.
- HANOTAUX (Gabriel). — *Origine de l'institution des Intendants en province*. Paris, Champion, 1884, in-8°, 387 p.
- HARRISSE. — *Notes pour servir à l'histoire, à la bibliographie et à la cartographie de la Nouvelle-France et des pays adjacents, 1545-1700*. Par l'auteur de la *Bibliotheca Americana Vetustissima*. Paris, Librairie Tross, 1872, in-8°, xxxiii-367 p.
- LA TOUR. — *Mémoires sur la vie de M. de Laval, premier évêque de Québec*. Cologne, Motiens, in-16, vii-215 p.
- LECLERC. — *Etablissement de la Foy dans la Nouvelle-France, contenant l'histoire des Colonies françaises et des découvertes qui s'y sont faites jusqu'à présent*. Paris, Auroy, 1691, 2 vol. in-24. I, 559 p. ; II, 458 p.
- LEMIEUX (Rodolphe). — *Les origines du droit franco-canadien*. Montréal, Théoret, 1900, in-8°, xxix-483 p.
- LESCARBOT. — *Histoire de la Nouvelle-France, contenant les navigations, découvertes et habitations faites par les François ès Indes occidentales et Nouvelle-France. Avec*

les Muses de la Nouvelle-France. (Nouvelle édition publiée par M. Edwin Tross). Paris, Tross, 1866, 3 vol. in-12. I, xviii-287 p.; II, 291-586 p.; III, (8)-592-851-(28)-83 p.

LORIN (Henri). — *Le comte de Frontenac. Etude sur le Canada français à la fin du xvii^e siècle.* Paris, Armand Colin, et C^e, 1895, in-8°, xiv-502 p.

MARION. — *Dictionnaire des Institutions de la France aux xvii^e et xviii^e siècles.* Paris, Picard, 1923, in-8°, ix-561 p.

MASSICOTTE. — *Répertoire des arrêts, édits, mandements, ordonnances et règlements. Conservés dans les Archives du Palais de justice de Montréal, 1640-1760.* Montréal, Ducharme, 1919, in-8°, vi-140 p.

MUNRO (W.-B). — *The Office of Intendant in New France.* American Historical Review, vol. XII, octobre 1906, in-4°, 15-38 p.

Œuvres de Maître Charles Loyseau. Lyon, Compagnie des Imprimeurs, 1701, in-folio, 328-xxiii-101-76-177-27-26 p.

PETIT (Emilien). — *Dissertations sur le droit public des colonies françaises, espagnoles et anglaises. D'après les Loix des trois Nations, comparées entre elles. Dans la première de ces Dissertations, on traite entr'autres objets de l'origine, et des causes, de la guerre entre l'Angleterre et ses Colonies et de l'Etat civil et religieux des Canadiens catholiques.* Genève et Paris, Knappen et Fils, 1778, in-12, 28-507 p.

PETIT (Emilien). — *Dissertations sur le droit public des Colonies françaises, espagnoles et angloises, d'après les loix des trois Nations comparées entre elles.* Genève, 1777, in-12, xxviii-507 p.

PETIT (Emilien). — *Droit public ou Gouvernement des Colonies françaises, d'après les loix faites pour ces pays.* 1771. Publié avec introduction et table analytique par Arthur Girault, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Poitiers. Paris, Geuthner, 1911, in-8°, xxi-xv-512 p.

PILLIOT et NEYREMAND. — *Le Conseil souverain d'Alsace.* Paris, Durand, 1860, in-8°, xviii-568 p.

- POULIOT (Camille). — *Glanures historiques et légales. Autour de l'Ordonnance de la Marine de 1681.* Québec, Dussault Proulx, 1925, in-8°, 141 p.
- Recensements du Canada, 1665 à 1871.* Vol. IV. Ottawa, Taylor, 1876, in-8° XXXV-422 p.
- ROY (Joseph-Edmond). — *Les Intendants de la Nouvelle-France.* Mémoires de la Société Royale du Canada, Ottawa, 1903.
- ROY (Pierre-Georges). — *Les Conseillers au Conseil souverain de la Nouvelle-France.* Mémoires de la Société Royale du Canada, Ottawa, 1915, in-8°, pp. 173-187.
- Recueil général des lois et arrêts avec notes et commentaires.* Présentant sur chaque question le résumé de la jurisprudence et la doctrine des auteurs. Par DEVILLENEUVE et CARETTE. Vol. VIII, Paris, 1843.
- S3LONE (Emile). — *La Colonisation de la Nouvelle-France.* 2^e édition. Paris, Guilmoto, s. d., in-8°, XII-467 p.
- SMITH (William). — *History of Canada from its first discovery to the peace of 1763.* 2 vol. in-8°. I, III-383-72 p. ; II, 235 p.
- SULTE (Benjamin). — *Histoire des Canadiens-Français, 1608-1880.* Montréal, Wilson, 1882-1884, 8 vol. in-folio.
- View of the Civil Government and administration of justice in the Province of Canada while it was subject to the Crown of France (A.).* The Lower Canada. Jurist, vol. I. Montréal, Lovell, 1857, in-8°, 48 p.

ABRÉVIATIONS

- Arch. Col.* pour Archives des Colonies.
- Biblio. Nat.* pour Bibliothèque Nationale.
- Anciennes lois françaises* pour Recueil des Anciennes lois françaises.
- Jugts et Dél.* pour Jugements et Délibérations du Conseil souverain.
- Edits et Ord.* pour Edits, Ordonnances royaux, etc.

A la suite d'une erreur, lors du tirage, les chiffres de l'Index ne correspondent plus à la pagination du texte. Pour trouver les matières indiquées à l'Index, il faut ajouter le nombre 6 au chiffre donné par l'Index. Ainsi pour le mot " ABÉNAQUIS ", suivi du chiffre 25, il faut ajouter 6, ce qui donne 31. C'est à la page 31 que se rencontre le mot " ABÉNAQUIS ". Ainsi de suite...

Abénaquis, 20.

Acadie, 2, 9, 18, 41, 46, 47, 51, 97.

Accommodement, par le gouverneur, 31-32, par l'intendant, 57.

Administration (jugement sur l'), 136.

Agriculture, 41, 75.

Ailleboust (d'), 12.

Algonquins, 25.

Amérique, 1, 13, 82, 138.

Amirauté, 6, 115.

Anglais, 3, 25, 27.

Antilles, 13, 76.

Argenson (d'), 12.

Artigny (d'), 118.

Assemblées de police, 125, 6-7.

Assemblées publiques, 129-131.

Assesleurs, 29, 85-86.

Avaugour (d'), 80-81, 122.

Barre (de la), 18, 130.

Beauharnois, 22, 28, 29, 48, 49, 85, 106, 141.

Bécancourt, 25.

Bégon, 54, 105.

Bigot, 49, 50, 142.

Bouteroue, 46, 48.

Caen (Compagnie des de), 2, 10.

Canada, 1, 3, 4, 8, 11, 12, 13, 18, 24, 39, 42, 45, 46, 49, 50, 51, 63,

64, 74, 77, 80, 81, 93, 101, 109, 111, 112, 115, 117, 128, 129, 125.

Canadiens, 42, 130, 135.

Cartier (Jacques), 1.

Cèdres, 19.

Champlain, 2, 4, 9, 10, 11.

Champlain (Compagnie de), 2.

Champigny, 48.

Chartier (Louis-Théandre), 114.

Chastes (de), 2, 8.

Château-Richer, 117.

Chauvin, 2, 8.

Chine, 1.

Colbert, 5, 32, 101, 124.

Commerce, et le gouverneur, 41-43, et l'intendant, 75-76, et le

Conseil de Québec, 79, et le Conseil souverain, 94-95.

Communauté des Habitants, 3, 4, 12, 16, 77, 92, 108, 136.

Compagnies, de commerce, 1, 2.

Condé, 9, 10.

Conseil de Québec, création, 3, 12, composition, 77, fonctions, 78-79, prédécesseurs du Conseil souverain, 77, 80, 91, représentant du peuple, 119, et le syndic, 122, administrateur, 127, son régime, 136.

Conseil souverain, création, 4, 5, cour de justice, 5, et Denonville, 14, et le gouverneur, 15, 28, 29, et Gaudais-Dupont, 45-46, et l'intendant, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 55, 61, son rôle, 77, projet de création, 79-80, création, 81, composition, 81, modes de nomination, 81-84, membres additionnels, 84-85, assesseurs, 86, présidence, 87-88, réunions, 89-90, fonctions, 91, pouvoirs politiques, 91, direction de la finance, 91, direction des impôts, 92, direction de la traite, 93-4, direction du commerce, 94-95, nomme juges et officiers de justice, 95-7, direction de la police, 97-99, évolution de ses pouvoirs, 99-107, pouvoir exécutif, 107, droit d'enregistrement et de remontrances, 108-113, droit de rendre des arrêts de règlement, 113, cour de première instance, 113-114, cour d'appel, 114, juridiction d'appel, 115, appel au Conseil du roi, 115-116, limitations, 116, chancellerie, 117, surveillance des cours, 117-8, représentant du peuple, 120, son rôle, 120-1, et les syndics, 122, et les assemblées de police, 126, participait à l'administration, 127, convoque assemblée, 129, et les citoyens, 132, revue de son rôle, 136, rouage auxiliaire à l'administration, 137.

Conseillers, modes de nomination, 81-84, exceptionnels, 84-5, conseiller clerc, 84, conseillers assesseurs, 85-6, qualités requises, 86, privilèges et honneurs, 86-87, titre, 87, costume, 90.

Courcelles, 14, 82, 89.

Crespin, 118.

Damours, 84.

Denonville, 14.

Duchesneau, 32, 47, 48, 88, 93, 97, 102, 125, 129, 132, 141.

Dumont, 45, 80.

Dupuy, 50, 105, 141.

Duquesne, 22.

Echevins, 123.

Enregistrement (droit d'), 108-110, nécessité, 110-113.

Estèbe, 85.

Europe, 138.

Evêque, 6, 12, 35-37, 70-71, 84, 92.

Evocation, 31, 60-61, 71.

Finances, sous la Compagnie de la Nouvelle-France, 3, 4, 11, sous le Conseil de Québec, 4, 12, par la Communauté, 12, et le gouverneur, 33-35, et l'intendant, 62-65, et le Conseil de Québec, 78-79, et le Conseil souverain, 91-93.

Fortification, 21, 22, 68.

Français, 3, 25, 27, 32, 70, 113.

Fourrures, 1, 2, 3, 91, 93-94.

France, 1, 3, 8, 17, 18, 24, 27, 35, 36, 39, 51, 52, 62, 65, 77, 80, 82, 85, 87, 89, 90, 91, 98, 107, 110, 111, 116, 119, 142.

François I^{er}, 1.

Frontenac, 29, 32, 47, 48, 82, 101, 102, 116, 123, 124, 125, 126, 141.

Gaspé, 1.

Gaudais-Dupont, 45, 46, 96.

Gouverneurs, sous la compagnie, 3, au Conseil de Québec, 4, au Conseil souverain, 5, dans le régime administratif, 5, nommés par la Compagnie de la Nouvelle-France, 10-11, leurs pouvoirs, 11-12, sous la Compagnie des Indes, 12-13, modèle de leurs commissions, 14, commissions suivantes, 14-15, comparaison entre elles, 15, gouverneurs des compagnies et gouverneurs royaux, 15-16, nomination, titre, honneurs, 17-18, juridiction, 18-19, fonctions, 19, direction du militaire, 19-20, et les troupes, 20-21, et les milices, 21, et les fortifications, 21-22, et les officiers et les soldats, 22-3, chef des opérations, 24-25, et les relations étrangères, 24, direction des relations indiennes, 24-26, leurs agents chez les Indiens, 27-28, attributions concernant la justice, 28-30, la justice dans les postes, 30, droit non d'évocation, mais d'accommodement, 31-32, attributions concernant les finances, 33-34, et les impositions, 34, et le produit des fermes des postes, 35, attributions concernant la religion, 35-37, et les missions, 35, et l'évêque, 37, attributions concernant la police, 37, circulation dans le pays, 37-38, congés de traite, 38, permission pour réunion, 39, et les émigrants, 39, et la population, 39-40, et les terres, 40-41, et les cultures, 41, et le commerce, 41-43, droit de faire des ordonnances, 43, relations avec l'intendant, 43-44, signe la monnaie de cartes, 65, en matières de finances, 66-67, décide des fortifications, 68, au Conseil de Québec, 77-78, au Conseil souverain, 80, nomination des conseillers, 81-83,

présidence du Conseil, 87-88, importance au début, 136, son rôle ensuite, 137, rivalité avec l'intendant, 140-141.

Guadeloupe, 13, 32.

Guillimin, 85.

Hébert (Louis), 2.

Henri IV, 2, 8.

Hocquart, 55, 57, 85, 116.

Hospitalières, 3.

Hurons, 25.

Indes (Compagnie des), 5, 12, 47, 54, 82, 83, 84, 95, 96, 97, 114, 137.

Indiens, 9, 25, 35, 70, 108.

Indiennes, 113.

Intendants, première nomination, 5, leur place dans l'administration, 5, modifiant pouvoir du gouverneur, 15, au sujet des armes, 21, contrôle des dépenses indiennes, 28, relations financières avec le gouverneur, 33-35, concessions des terres, 40-41, relations avec le gouverneur, 43-44, les commissaires précèdent les intendants, 45-46, diverses commissions, 46-50, nomination, titre et honneurs, 50-51, juridiction, 51, direction de la justice, 51-52, surveillance des cours, 52-53, nomination des officiers de justice, 53-54, modification de la procédure, 54-55, présidence du Conseil, 55, jugent crimes contre l'Etat, 56, connaissent des causes fiscales, 55-56, juge-consul, 56-57, juge des causes sommaires, 57, droit d'accommodement, 57, juge des causes seigneuriales, 57-58, causes résultant de la police, 58, contentieux de la voirie, 58-59, juridictions particulières, 59-60, appels des commandants, 60, causes résultant de leurs ordonnances, 60, droit d'évocation, 60-61, droit de subdélégation, 61, non liés à la procédure, 61-62, appels des intendants au Conseil du roi, 62, chef de finance, 62, règle dépense et consommation, 62, soldes et salaires, 63, dirigent droits, impôts, douane et traite par le roi, 63-4, adjudication des postes, 64, impositions, 64, émettent monnaie de cartes, billets de caisse, lettres de change, 64-65, dirigent les travaux publics, 65-66, ordonnent corvées, 66, limites de son autorité financières, 66, attributions relatives au militaire, 61-6, fortifications, 68, règlent logement des troupes, 69, sans autorité sur milices, 69, attributions relatives aux Indiens, 69-70, attributions concernant la religion, 70, communauté et observance du culte, 70-71, administration civile des paroisses, 71-72, chef de la police, 72-73, police des campagnes, 73, population, 74, terres et cultures,

74-75, commerce, 75-76, présidence du Conseil, 87-88, réunion du Conseil, 89, absorbent pouvoirs financiers du Conseil, 93, et pouvoirs en matière de commerce, 95, nomination des officiers de justice, 97, et pouvoirs de police du Conseil, 97 et suiv., police des campagnes, 127, leur rôle, 137, importance, 138, rivalité avec le gouverneur, 141.

Iroquois, 25, 130.

Jésuites, 3, 4, 77, 78.

Justice, et le gouverneur, 28-30, et l'intendant, 51-62.

Labrador, 18.

La Jaunaye, 1.

Lauzon, 12.

Laval (Mgr de), 5, 13, 46, 80, 99, 102, 122.

Léry (de), 1.

Lieutenants généraux, noms et pouvoirs. 7-10.

Longueuil, 133.

Lorette, 25, 133.

Louis XIII, 2.

Louis XIV, 4, 6, 12, 13, 18, 102, 109, 110.

Louis XV, 110.

Louisbourg, 130.

Louisiane, 18, 51.

Maréchaussée, 6.

Mareuil, 29, 116.

Martinique, 13.

Mésy, 5, 12, 13, 14, 15, 17, 46, 81, 99, 122.

Meulles (de), 60, 103, 104.

Milices, 21, 69.

Missionnaires, 25, 27.

Missions, 35-36.

Montcalm, 140.

Montmagny, 11, 12.

Montmorency, 9.

Montréal, 3, 4, 6, 17, 19, 25, 27, 31, 50, 57, 59, 61, 64, 70, 78, 85, 95, 96, 115, 117, 119, 122, 124, 131, 132, 133, 134.

Monts (de), 2, 8, 9.

Nipissings, 25.

Normandie, 9.

Nouel, 1.

Nouvelle-Ecosse, 1.

Nouvelle-France, 2, 9, 12, 16, 39, 42, 45, 46, 47, 51, 81, 83, 94, 111, 117, 119, 127, 131, 134, 135, 136, 137.

Nouvelle-France (Compagnie de la), 3, 4, 10, 11, 45, 77, 78.

Nova Francesca, 1.

Ontario (Iac), 25.

Paris, 3, 47, 65, 111, 112.

Petit, 31.

Peuple, participation dans le gouvernement, 119-120, consulté par les autorités, 128-130, tient réunions, 130-131, présente des requêtes et remontrances, 131-3, recours à l'émeute, 133, résistance passive, 134-135.

Police générale, et le gouverneur, 37-43, et l'intendant, 72-76, et le Conseil souverain, 97-99.

Police, de la campagne, 73-74, 127.

Pontchartrain, 131.

Port-Royal, 2.

Présentation (La), 25.

Prévôté, 6, 114, 115.

Québec, 2, 3, 4, 6, 9, 10, 17, 18, 19, 22, 25, 31, 38, 50, 54, 59, 62, 65, 77, 78, 79, 80, 85, 91, 95, 104, 109, 110, 114, 115, 117, 119, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133.

Raudot (Antoine), 84.

Raudot (Jacques), 55, 60, 62, 84.

Religion, et le gouverneur, 35-37, et l'intendant, 71-72.

Remontrances, et le Conseil souverain, 108-113, par le peuple, 131-133.

Représentation, 119, 120, 127, 136.

Réunion (droit de), 130-131, son exercice, 131.

Richelieu, 2, 4, 10, 11.

Rimouski, 19.

Robert, 45, 81.

Roberval, 1, 81.

Roche (de la), 1, 7, 8.

Rocheuses (Montagnes), 19.

Royale (Ile), 18, 42, 51, 76.

Sable (Ile de), 1.

Saint-Augustin, 133.

Saint-Christophe (Ile), 32.

Saint-François-du-Lac, 25.

Saint-Jean (Ile), 18.

Saint-Laurent (Rivière), 1, 2, 19, 25, 38.

Saint-Simon, 85.

Saint-Sulpice (Sénaire de), 117.

Sault-Sainte-Marie, 22.

Sault-Saint-Louis, 25.

Sauvages, 24, 25, 31, 32, 33, 35, 42, 59, 64, 70, 80, 91, 93, 99, 108, 129.
Soissons, 9.
Subdélégués, 61.
Syndics, élus par le peuple, 78, 119, élection, 121, fonctions, 122, suppression par d'Avaugour, 122, de Québec, leur rôle, 122-124, disparaissent à Trois-Rivières, 124, à Montréal, 124, 131.
Syndics, des marchands, 124-125.
Ursulines, 3.
Tadoussac, 91, 94.
Talon, 5, 46, 47, 48, 54, 82, 93, 96, 99, 101, 102, 104, 107, 142.
Terre-Neuve, 18, 46, 51.
Tracy, 5, 13, 14, 31, 32, 82, 99, 101, 104.
Trois-Rivières, 3, 4, 6, 17, 19, 25, 78, 95, 96, 115, 117, 119, 124.
Troupes, 20, 21, 23, 24, 68.
Vaudreuil, 14, 17, 105, 133.
Verazzano, 1.
Versailles, 17, 18, 20, 22, 33, 34, 53, 60, 65, 67, 104, 123, 128, 134, 138, 141.
Vice-rois, 1, 8, 10.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — Introduction historique. — Premières explorations du pays. Tentatives infructueuses de colonisation. Traite des fourrures. Vice-royauté et Compagnies de commerce. La Compagnie de la Nouvelle-France. La Communauté des Habitants et le Conseil de Québec. Retour du pays au domaine royal. Le Conseil souverain. L'œuvre de Colbert et de Talon. Système administratif de la Colonie	7
CHAPITRE II. — Les lieutenants généraux, les vice-rois et les gouverneurs. — Pouvoirs des lieutenants généraux : Roberval, La Roche, Chauvin, de Chastes et de Monts. Les vice-rois, leurs lieutenants et les commis des Compagnies de Commerce. Les gouverneurs sous la Compagnie de la Nouvelle-France. Les gouverneurs sous l'administration royale. Commission de Tracy. Attributions des gouverneurs royaux. Eléments nouveaux dans l'administration : le Conseil souverain et l'intendant. Rôle des premiers gouverneurs.....	13
CHAPITRE III. — Les fonctions des gouverneurs. — Nomination, titre et honneurs. Juridiction territoriale. Pouvoirs administratifs. Chef de l'administration militaire. Troupes. Milices. Fortifications. Initiative et direction des relations avec les tribus indiennes. Principes et instruments de cette politique. Attributions judiciaires : générales et particulières. Droit d'accommodement et non d'évocation. Attributions financières : le budget, les dépenses militaires et les cas extraordinaires. Impositions. Administration du produit des fermes des postes. Juridiction dans le domaine religieux. Surveillance de l'évêque. Juridiction en matière de police générale. Population. Terres. Commerce. Rapports avec l'intendant.....	23
CHAPITRE IV. — Les fonctions de l'intendant. — Les commissaires, prédécesseurs des intendants. Les premiers intendants : Robert et Talon. Formule des commissions et leurs modifications. Nomination, titre et honneurs	

des intendants. Juridiction territoriale. Pouvoirs administratifs. Chefs de l'administration judiciaire : surveillance des cours, droit de nomination, modification de la procédure. Juridiction exclusive en certaines matières. Juge-consul. Droit d'évocation. Subdélégation. Chef de la finance, détenant la direction des fonds, des droits et des impositions. Emissions de la monnaie de cartes, des billets de caisse et des lettres de change. Juridiction militaire : contrôle des dépenses. Logement des troupes. Affaires indiennes. Domaine de la religion. Direction de la police générale. Population. Terres. Commerce.....

51

CHAPITRE V. — Le Conseil souverain. — Ses origines et sa composition. — Le prédécesseur du Conseil souverain : le Conseil de Québec. Les attributions. Premier projet de création du Conseil souverain. Edit d'établissement de 1663. Modes successifs de nomination des conseillers. Diverses catégories de membres additionnels. Changement du titre du Conseil. Qualités requises des membres. Traitement. Honneurs. Titre. Privilèges. Présidence du Conseil. Réunions

83

CHAPITRE VI. — Les fonctions du Conseil. — Attributions politiques du Conseil. Pouvoir d'ordonner de la défense des deniers publics. Direction de la traite des fourrures. Réglementation du commerce avec la France. Droit de nommer les juges et les officiers de justice et les notaires. Pouvoir de régler la police générale et particulière du pays. Evolution de cette attribution. Pouvoir exécutif du Conseil. Le droit d'enregistrement et de remontrances. Nécessité de l'enregistrement pour la validité des lois. Droit de rendre des arrêts de règlement. Attributions judiciaires du Conseil. Cour de première instance. Cour d'appel. Juridiction du Conseil. Chancellerie. Surveillance des cours.

97

CHAPITRE VII. — La participation du peuple dans le gouvernement. — Représentation populaire avec le Conseil de Québec. Représentation indirecte avec le Conseil souverain. Le syndicat dans la Nouvelle-France. Les échevins sous Frontenac. Les syndics des marchands à Québec et à Montréal. Les assemblées de police. Absence d'administration municipale. Dans les

campagnes, consultation des contribuables au sujet des chemins. Principes de la politique royale à l'égard de la représentation. Consultations du peuple par les autorités. Le droit de réunion. Le système des requêtes et des remontrances. Représentation par l'émeute. Résistance passive	125
CHAPITRE VIII. — Conclusion. — Administration de la colonie. Omnipotence du gouverneur au début. Représentation du peuple dans le Conseil de Québec et le Conseil souverain. Système administratif après 1675. Rouages essentiels. Le gouverneur et l'intendant. Attributions respectives de ces deux administrateurs. Rouage auxiliaire : le Conseil souverain. Evolution de ses attributions politiques. Absence de la participation du peuple dans l'administration. Caractère du régime. Ses faiblesses. Le rôle de Versailles. Manque de contre-poids du système.....	142
Bibliographie	149
Index	159
Table des matières	167

